



Rapport final

Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au
Secteur Agricole – phase 2 (PAIOSA 2)

BDI1006511



Table des matières

Fiche d'intervention	6
Appréciation générale.....	8
PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés	9
1 Appréciation de la stratégie d'intervention	9
1.1 Contexte	9
1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention.....	11
2 Résultats atteints	13
2.1 Matrice de monitoring.....	13
2.2 Analyse des résultats	21
3 Durabilité	42
4 Enseignements	44
4.1 Enseignements tirés	44
4.2 Recommandations.....	46
PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)	48
1 Suivi des décisions prises par la SMCL	48
2 Dépenses.....	51
3 Taux de décaissement de l'intervention.....	55
4 Personnel de l'intervention	56
5 Marchés publics	60
6 Accords d'exécution.....	67
7 Accords de financement.....	72
8 Équipements.....	80
9 Cadre logique original tiré du DTF.....	92
10 Matrice de monitoring complète	100
11 Outils et produits	100

Acronymes

ACFPT	Projet d'Appui à la à la Consolidation de la Formation Technique et Professionnelle (Enabel)
AE	Accord d'Exécution
APD	Avant Projet Détaillé
APV Ruyigi	Projet d'Appui aux Populations Vulnérables de la Province de Ruyigi
ATI	Assistant Technique International
ATN	Assistant Technique National
AUE	Association des Usagers de l'Eau
BBTV	Banana Bunchy Top Virus - maladie du Bunchy top du bananier
BD	Base de Données
BV	Bassin Versant
BXW	Banana Xanthomonas Wilt – maladie du wilt bactérien de la banane
CCT	Comité de Concertation Technique
CDC	Comité de Développement Collinaire
CEP	Champs Ecoles Paysans
CPSE	Cellule Planification et Suivi-Evaluation
CRGR	Comité Régional de Gestion de la Recherche
CL	Cadre Logique
CNS	Comité National Semences
CS	Convention Spécifique
CSub	Convention de subsides
CTB	Coopération Technique Belge, Agence belge de développement, maintenant Enabel
CVI	Comité de Validation Interne
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DGA	Direction Générale de l'Agriculture
DGMAVA	Direction Générale de la Mobilisation pour l'Auto Développement et la Vulgarisation Agricole
DGP AE	Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Elevage
DGR	Direction du Génie Rural
DPAE	Direction Provinciale de l'Agriculture et de l'Elevage
DR	Direction de la Recherche - ISABU
DRH	Direction des Ressources Humaines (MINAGRIE)
DSAR	Direction des Services d'Appui à la Recherche - ISABU
DTF	Document Technique et Financier

EFI	Exploitation Familiale Intégrée
EMP	Evaluation à mi-parcours
ENAB	Enquête Nationale Agricole du Burundi
Enabel	Agence belge de développement
EUR	Euro
FBu	Franc Burundais
FIF	Fonds d'Investissement Filière
FOCRA	Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique
GGF	Groupements de Gestion Forestière
GSADR	Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural
HIMO	Haute Intensité de Main d'Œuvre
IRAM	Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement
ISABU	Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
MINAGRIE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MIP	Micro-projets
MP	Marché Public
N/A	Non applicable
N/D	Non disponible
OBPE	Office Burundais pour la Protection de l'Environnement
ONCCS	Office National de Contrôle et de Certification des Semences
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OS	Objectif spécifique
PAA	Plan d'action annuel
PAC	Parcours d'Acquisition des Compétences
PADAP-Cibitoke	Projet d'Appui au Développement Agricole dans la Province de Cibitoke
PADAP-Kirundo	Projet d'Appui au Développement Agricole dans la Province de Kirundo
PAI-ISABU	Projet d'Appui Institutionnel à l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi
PAI-MINAGRIE	Projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
PAIOSA	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole
PAISS	Programme d'Appui Institutionnel au Secteur de la Santé
PAORC	Programme d'Appui aux Organisations burundaises par le Renforcement des Compétences

PDRA	Plan Directeur de la Recherche Agronomique
PEA	Projets d'Entreprenariat Agricole
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
RAFS	Projet de Relance et d'Appui à la Filière Semencière au Burundi
RAP	Recherche Action Participative
RH	Ressources humaines
ROI	Règlement d'Ordre Intérieur
S/E	Suivi et Evaluation
SAN	Stratégie Agricole Nationale
SIG	Système d'Information Géographique
SMCL	Structure Mixte de Concertation Locale
SNU	Système des Nations Unies
SRI	Système de Riziculture Intensive
SRR	Station Régionale de Recherche - ISABU
TDR	Termes de Référence
UAC	Unité d'Appui à la Coordination
UE	Union Européenne
VDEVA	Volet Développement Agricole du PAIOSA
VRECH	Volet Recherche Agronomique du PAIOSA
VSEM	Volet Semences du PAIOSA

Fiche d'intervention

Nom de l'intervention	Programme d'Appui Institutionnel et Opérationnel au Secteur Agricole (PAIOSA 2)
Code de l'intervention	BDI1006511
Localisation	Burundi, dans les provinces de Bujumbura Mairie, Bubanza, Cibitoke, Kirundo, Rutana et Ruyigi
Budget	CTB / Enabel - 23 474 939 euros
Institution partenaire	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
Date de début de la convention spécifique	05/12/2011
Date de fin de la convention spécifique	4/12/2017
Groupes cibles	Producteurs agricoles des 3 régions d'intervention (Imbo, Moso et Bugesera) Opérateurs privés des filières semencières et des filières agro-alimentaires appuyées (Institutions publiques de recherche et de contrôle semencier)
Impact	Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités des revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales.
Outcomes <i>(tels que reformulés et validés le 07 janvier 2016)</i>	Une augmentation et une meilleure valorisation des productions agricoles et d'élevage permet une réduction de la pauvreté dans les régions d'intervention Un environnement institutionnel favorable au développement d'activités agricoles et para agricoles est promu au niveau central, déconcentré et décentralisé
Outputs <i>(tels que reformulés et validés le 07 janvier 2016)</i>	R1 : Des aménagements hydro-agricoles permettent d'augmenter et valoriser les superficies irriguées et la gestion de l'eau de manière durable
	R2 : Les bassins versants sont aménagés et protègent les investissements hydro-agricoles
	R3 : Les exploitations familiales des bassins de production ciblés améliorent leurs systèmes de production et la compétitivité des chaînes de valeur retenues

	R4 : Les capacités des organisations non étatiques intervenant dans le domaine agricole à assumer leurs rôles et mandats dans les zones d'intervention sont améliorées
	R5 : <i>Les capacités du MINAGRIE à assumer ses missions régaliennes sont améliorées (résultat suspendu en 2015)</i>
	R6 : <i>La recherche agronomique est orientée vers les besoins des utilisateurs (résultat suspendu en 2015)</i>
Budget total de l'intervention	Contribution du Bailleur : 23.474.939 € Contribution du Partenaire : 1.000.000 €
Période couverte par le rapport	05/12/11 au 30/11/17 (fin durée opérationnelle)

Appréciation générale

Décrivez votre appréciation générale de l'intervention (max. 200 mots) :

Le PAIOSA 2 ne devait être qu'une étape intermédiaire dans le cheminement linéaire du programme PAIOSA vers l'atteinte de ses objectifs, avec un volet Développement Agricole et un volet Recherche Agronomique. Il n'en a rien été, avec de profonds changements intervenus dans la stratégie d'intervention, pour 2 raisons :

- Une reformulation technique suite aux évaluations à mi-parcours
- Une restructuration organisationnelle et opérationnelle suite à la crise politique de 2015.

Les équipes humaines ont également été impactées par ces changements. Le passage en phase 4 du guide sécurité de novembre 2015 à juin 2017, avec tout ce que cela implique (suspension temporaire de certaines activités, restriction des déplacements sur le terrain et de la présence des ATI et/ou de leur famille sur le territoire national...) a bien perturbé la mise en œuvre du programme et a généré un fort mouvement de personnel durant ces périodes.

Néanmoins, le PAIOSA a pu réagir au mieux et de façon relativement flexible aux évolutions des contextes politique et opérationnel et a su maintenir un volume d'activités relativement élevé. La progression vers l'atteinte des résultats, bien que relativement ambitieux, est globalement encourageante à ce stade du programme. Le taux d'exécution financière est également très satisfaisant.

Mais il ne faut pas nier la réalité : le contexte socio-économique et politico-sécuritaire qui prévaut actuellement aura une influence déterminante sur l'ampleur de l'impact que le programme pourra avoir sur la réduction de la pauvreté et le développement de la croissance économique du Burundi. La phase 3 reste essentielle pour la consolidation des acquis, et pour conserver des perspectives raisonnables pour un minimum d'impact et de durabilité.

Notez votre appréciation générale de l'intervention :

Satisfaisant

Fonctionnaire exécution ENABEL



Jean François DETRY
Coordonnateur International

Fonctionnaire exécution nationale

Par Note Verbale de la Belgique au Burundi du 9/10/2015, tous les projets sont passés en régie, et les Directeurs d'Intervention ont été suspendus

PARTIE 1 : Résultats atteints et enseignements tirés

1 Appréciation de la stratégie d'intervention

1.1 Contexte

1.1.1 Contexte général

Le déclenchement de la crise politique en 2015 et le positionnement du Gouvernement belge face au nouveau contexte sociopolitique du Burundi sont les éléments contextuels majeurs qui ont eu une influence cruciale sur l'intervention et sur l'atteinte des résultats.

Après plusieurs décennies de troubles et de guerre civile, le Burundi avait progressivement retrouvé une période de calme à la suite de la signature des Accords d'Arusha, le retour des partis et mouvements armés à la table des négociations, les premières élections de 2005 et la promulgation d'une nouvelle Constitution.

La décennie de calme relatif entre 2005 et 2015 s'est achevée avec la nouvelle crise politico-sécuritaire consécutive à la candidature du Président Nkurunziza à un 3ème mandat présidentiel et à sa réélection au mois de juillet 2015. Depuis lors, le Burundi fait face à des conditions d'instabilité socio-politique dont les conséquences croissantes ne cessent de porter préjudice à la sécurité alimentaire et aux moyens d'existence des ménages. Plus de 600.000 Burundais ont été contraints de fuir de chez eux, se déplaçant à l'intérieur ou à l'extérieur vers la Tanzanie, le Rwanda, l'Ouganda et la République Démocratique du Congo.

Cette crise politique et économique se poursuit encore à ce jour et il est fait état d'un climat général de persécutions et de violences. Actuellement, on estime qu'un quart de la population totale, et en particulier les populations urbaines et rurales les plus vulnérables, est confronté à une grave insécurité alimentaire.

Etant donné qu'aucune voie de résolution du conflit ne se dessine, il est anticipé que le niveau d'insécurité alimentaire et les déplacements de population continuent d'augmenter dans le futur.

1.1.2 Contexte institutionnel

Tel que précisé dans la note de cadrage stratégique et lors de sa formulation, le PAIOSA s'est dès le départ inscrit dans un processus de mise en œuvre d'une approche programme, à savoir un appui à la mise en œuvre de politiques sectorielles et sous sectorielles dans un processus de programmation, de coordination et de suivi-évaluation entièrement piloté par le pays partenaire. Cette orientation s'est matérialisée par (1) l'intégration des différents projets en cours au sein d'un programme sectoriel (2) Des appuis institutionnels destinés à mettre en place les

conditions nécessaires pour franchir des étapes supplémentaires en matière d'alignement.

Le programme a pour ambition d'accompagner les producteurs ruraux dans un processus de professionnalisation destiné à produire en tenant compte des besoins du marché. Cette transition impliquera une amélioration de la compétitivité des productions agricoles offrant un potentiel de commercialisation.

Le PAIOSA est ainsi mis en œuvre au travers de 3 conventions spécifiques, pour une contribution belge totale de près de 58 millions d'Euros :

- PAIOSA 1 a débuté en 2010 (signature de la CS) et intégrait 2 volets :
 - Appui institutionnel au Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, faisant suite au PAI-MINAGRIE
 - Appui institutionnel à la mise en œuvre du Système National Semencier, faisant suite au projet de Relance et d'Appui à la Filière Semencière au Burundi (RAFS). Cette intervention précisait également différentes activités d'appui à l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (ISABU) pour ce qui concerne la production de semences de prébase.
- PAIOSA 2, objet du présent rapport final, a débuté en 2011 et concernait 2 volets supplémentaires :
 - Appui institutionnel à l'ISABU et à la recherche participative, en continuité du Projet d'Appui Institutionnel à l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (PAI-ISABU)
 - Appui au Développement Agricole dans les régions de l'Imbo, du Moso et du Bugesera, par l'intégration des projets d'Appui au Développement Agricole dans la Province de Cibitoke (PADAP-Cibitoke), d'Appui au Développement agricole dans la Province de Kirundo (PADAP-Kirundo) et le Projet d'Appui aux Populations Vulnérables de la Province de Ruyigi (APV Ruyigi)
- PAIOSA 3 a débuté en 2015 et devait poursuivre l'appui à ces 4 volets jusqu'en 2020.

Dès le départ, l'ancrage du PAIOSA au sein des institutions du MINAGRIE a été positif et renforcé par le fait que ce dernier était en cours de réorganisation, notamment grâce aux acquis des projets RAFS, PAI MINAGRIE et PAI ISABU, et par le fait de la dynamique d'alignement sur le récent Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Les directions dans lesquelles le PAIOSA s'est ancré sont : ONCCS, Secrétariat Permanent et DGPAE, ISABU et les 5 Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage (DPAE) des provinces d'intervention. L'ancrage des volets PAIOSA 2 au sein de l'ISABU et des DPAE est traduit par une responsabilisation de leurs directeurs respectifs dans la mise en œuvre du PAIOSA. Cette situation est institutionnellement favorable et permet en théorie une appropriation plus forte des appuis du PAIOSA. Mais il est aussi à noter que la disponibilité et la motivation des agents des administrations et agences partenaires sont restées un point d'attention quotidien dont l'impact négatif ou positif influe sur le niveau de réalisation. Il a ainsi été fait régulièrement état par les acteurs de la recherche ou certains agents DPAE de conditions de motivation insuffisantes de la part du PAIOSA vis-à-vis d'autres opportunités.

L'évolution récente de la situation politique et sécuritaire du pays a amené le Gouvernement Belge à réorienter la coopération avec le Burundi dans le cadre européen (article 96 de l'Accord de Cotonou). Cela a engendré la suspension des appuis institutionnels au MINAGRIE, à l'ONCCS et à l'ISABU, le changement des modalités de gestion (de la cogestion à la régie) et à la réorientation des activités en faveur de l'appui direct aux populations bénéficiaires (voir ci-dessous point 1.2).

1.2 Changements significatifs dans la stratégie d'intervention

Suite aux revues à mi-parcours des composantes institutionnelles et opérationnelles de PAIOSA 1 et 2 (fin 2014 – début 2015), un certain nombre de recommandations ont été adoptées parmi lesquelles :

- Restructurer plus clairement les résultats et sous-résultats par objectif spécifique.
- Proposer un nouveau cadre organisationnel
- Prévoir les conséquences de ce nouveau cadre sur les RH
- Renforcer les liens entre appui institutionnel et actions opérationnelles
- Rédiger des notes méthodologiques par chantiers prioritaires pour approfondir les activités à mener, les délais, les acteurs, les modalités d'exécution
- Recentrer les activités opérationnelles vers les zones de l'Imbo et du Moso, avec une approche axée sur la valorisation des investissements hydro-agricoles et une attention particulière aux filières riz, maïs et banane et sur la mise en marché de ces produits
- Consolider les acquis dans la région du Bugesera. Par la suite, une note d'orientation pour la période 2016-2019 a été préparée par l'Antenne Bugesera (novembre 2015) et acceptée. Au niveau de Kirundo, il a été décidé de se concentrer sur le développement agricole en délaissant les activités de protection des bassins versants et les aménagements ou réhabilitation d'infrastructures publiques. Les marchés publics de construction de débarcadères de pêche et d'un centre de collecte de lait à Ntega ont dès lors été annulés alors qu'ils étaient en phase d'attribution. De même, les actions de protection des berges de lacs ou de lutte antiérosive n'ont plus été retenues.

Dans le même temps, le déclenchement de la crise politique et le positionnement du Gouvernement belge face au nouveau contexte sociopolitique du Burundi ont amené à une réduction et à un réajustement des actions du Programme basé sur les principes suivants :

- Suspension des appuis institutionnels aux acteurs étatiques, au niveau central comme aux niveaux décentralisés, mis à part certains engagements contractuels non révisables ;
- Arrêt de toute activité qui a trait à l'adaptation de politiques et stratégies existantes et à la formulation de politiques et stratégies futures (actualisation du PNIA, vision institutionnelle, stratégie OP...) ;
- Réorientation des activités en faveur de l'appui direct aux populations bénéficiaires ;
- Changement des modalités de gestion (de la cogestion à la régie) ;
- Remplacement des SMCL par des Comité de Concertation technique (CCT) avec un rôle purement technique
- Suppression des primes de cogestion et d'autres avantages pour les fonctionnaires des Institutions étatiques partenaires.

En conséquence, et suite également au démarrage effectif de PAIOSA 3, la stratégie et le dispositif opérationnels ont été fortement réaménagés et progressivement mis en place au cours de l'année 2016 :

- La structuration par «volets d'activités »¹ a été abandonnée de manière à positionner plus clairement les résultats et sous-résultats autour des deux objectifs spécifiques définis initialement²
- La reformulation du Cadre Logique autour de 6 résultats attendus (dont 2 concernant des appuis institutionnels au MINAGRIE et à l'ISABU suspendus, mais néanmoins prévus au cas où la suspension des appuis institutionnels serait levée) et sa validation en janvier 2016
- Un renforcement des capacités opérationnelles des antennes. En termes de RH, cela signifie le recrutement de nouveaux agents de terrain (pour les Champs Ecoles Paysans (CEP), le suivi des activités du Fonds d'Investissement Filière (FIF), l'appui aux OP, les activités infrastructures mais aussi des experts en ingénierie sociale liés à la gestion des aménagements hydro-agricoles et des bassins versants)
- Un renforcement des capacités de gestion des antennes à travers des ATN. En termes de RH, cela signifie le recrutement de 3 nouveaux chefs des antennes (un par antenne) dont le rôle peut être assimilé à celui de chef des projets (coordination et gestion des équipes)
- Un renforcement des 3 pools techniques (infrastructures, agriculture et gouvernance du secteur agricole) qui assurent les appuis techniques aux antennes mais aussi l'opérationnalisation des actions à caractère national (atlas des marais, appui aux forums agricoles, système d'information / communication agricole au service des paysans...). En termes de RH, cela signifie la présence de 4 ATI (2 pour le pool agriculture, 1 pour le pool infrastructure et 1 pour le pool gouvernance), assistés par des experts nationaux (agroéconomiste, expert renforcement des capacités des OP, expert en infrastructures...)
- Une restructuration et un renforcement de l'UAC qui assure la coordination du programme
- La révision de la planification opérationnelle et financière pour 2016-2019
- L'adaptation du système de suivi/évaluation au nouveau CL, avec notamment la révision de la matrice de monitoring et un nouvel exercice baseline. A noter que la matrice de monitoring n'a pas été révisée pour les résultats 5 et 6, puisque ceux-ci sont toujours suspendus au moment de la clôture de PAIOSA 2.

¹ Avant 2015 : 2 objectifs spécifiques + 2 volets avec chacun 1 résultat

² Après 2015 : 2 objectifs spécifiques avec chacun 3 résultats

2 Résultats atteints

2.1 Matrice de monitoring

La matrice de monitoring originale a été initiée en 2012 pour les phases PAIOSA 1 et 2, mais elle a été révisée en 2016 en réponse à l'ajustement du dispositif de S/E pour tenir compte 1) du démarrage de PAIOSA 3 et 2) des réorientations stratégiques décidées suite aux EMP (et à la validation d'un nouveau cadre logique) et à la crise politique (avril 2015).

Les tableaux présentés ci-dessous considèrent donc :

- La matrice de monitoring retravaillée pour les activités de développement agricole (ex VDEVA), pour lesquelles les valeurs cibles finales sont fixées à 2019 (fin de PAIOSA 3). Les valeurs obtenues sont celles mesurées au plus tard à fin 2017, mais ne sont pas les valeurs finales, puisque la plupart des activités se poursuivent sous PAIOSA 3.
- La matrice de monitoring PAIOSA 2 originale pour les activités au profit de la recherche agronomique (ex VRECH), pour lesquelles les valeurs cibles finales sont fixées à 2017 (fin de PAIOSA 2), et les valeurs obtenues sont celles mesurées au plus tard à mi-2015, date à laquelle ont été suspendus les appuis institutionnels aux structures étatiques.
- L'appui institutionnel au MINAGRIE n'était pas prévu sur PAIOSA 2, mais suite à la réorientation et la restructuration du CL au cours de l'année 2015 (ayant abouti à la validation de janv. 2016), il a été réintroduit un résultat « les capacités du MINAGRIE sont améliorées », avec budget prévisionnel en cas de levée de la suspension des appuis institutionnels. Mais de fait, puisque cette levée n'a pas eu lieu, aucune activité n'a jamais été menée (raison pour laquelle les indicateurs n'ont pas non plus été définis).
- Au niveau de l'impact, la matrice de monitoring est restée la même.

Matrice de monitoring « Développement agricole »

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
IMPACT : Contribuer de manière durable à la réduction de la pauvreté et soutenir la croissance économique du Burundi à travers l'augmentation de la productivité des facteurs de production, la valorisation maximale des productions, la diversification des opportunités de revenus, la préservation et le maintien des ressources naturelles et environnementales				
Taux annuel d'augmentation de la production agricole et animale dans les provinces d'intervention	1,1%	N/A (hors de la sphère d'influence de l'intervention, donc cibles non fixées pour le PAIOSA)	6,9%	Source : calculs PAIOSA à partir des données ENAB. Le taux de 6,9 % est sans doute un peu surestimé à cause des changements de méthodologie introduits par la mise en place de l'ENAB.
Taux d'insécurité alimentaire dans les Zones d'intervention	Imbo = 45,4% Moso = 66,9% Bugesera = 80,1%		Imbo = 42,1% Moso = 61,4% Bugesera = 38,1%	Enquête PAIOSA fin 2015 (Données Bugesera à confirmer dans le temps !)

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
Proportion de ménages qui estiment que leurs revenus ont augmenté depuis la mise en œuvre du programme dans les Provinces d'intervention	N/A		Ho = 32% Fe = 33%	Enquête PAIOSA fin 2015
Nombre moyen de repas par jour en période de soudure	1,6		1,4	Enquête PAIOSA fin 2015
Proportion de ménages dont la toiture est faite de tôles ou de tuiles	59% (Ruyigi 2014)		86%	Enquête PAIOSA fin 2015
Durée moyenne de la période de soudure	4,9 mois (Ruyigi 2012)		3,7 mois	Enquête PAIOSA fin 2015
OUTCOME 1 : Des aménagements hydro-agricoles permettent d'augmenter et valoriser les superficies irriguées et la gestion de l'eau de manière durable				
Taux d'exploitation des marais / périmètres en riziculture	Imbo H = 37% Imbo S = 30% Moso H = 40% Moso S = 20%	Imbo H = 53% Imbo S = 42% Moso H = 75% Moso S = 70%	Imbo H = 42% Imbo S = 38% Moso = enquête parcellaire en cours de traitement	Travaux d'aménagements toujours en cours
Gain moyen de production agricole dans les périmètres aménagés (valeur monétisée par ménage)	Imbo = 10.287 x1.000 FBu/ha Moso = 2.882 x1.000 FBu/ha	Imbo = 14.570 x1.000 FBu/ha Moso = 5.246 x1.000 FBu/ha	N/D	Suivi des parcelles témoins impossibles pour cultures autres que le riz. Devra être extrapolé d'après enquêtes marais.
Output 1.1 : Des périmètres irrigués sont réalisés et sont accessibles en toutes saisons				
Superficie aménagée / réhabilitée des marais et périmètres hydro-agricoles dans un processus concerté avec les bénéficiaires	Périmètre = 1.800 ha exploités et maintenus en état par des travaux de type 'urgence' Marais = 263 ha	Périmètre = 1.743 ha Marais = 833 ha	Périmètre = en cours Marais = 543 ha	Périmètre Imbo : 3 lots en cours d'aménagement (1.743 ha) + 2 lots en attente de décision budgétaire (1.136 ha) Marais Moso : 3 lots (Ntanga + Musasa) en cours (380 ha)
Longueur de pistes aménagées pour l'accès aux aménagements hydro-agricole	N/A	Imbo = 20 km Moso = 21 km	Imbo = 56,5 km travaux type 'urgence' Moso = 3,6 km	
Output 1.2 : Des Associations des Usagers de l'Eau (AUE) sont mises en place et fonctionnelles pour l'exploitation et la gestion courante des aménagements hydro-agricoles				
Nombre d'AUE accompagnées / créées	N/A	Imbo = 22 Moso = 27	Imbo = 21 Moso = 16	
Proportion d'AUE accompagnées fonctionnelles	N/A	50%	0%	Travail en cours
Proportion d'AUE avec système fonctionnel de redevances et entretien en dehors des ouvrages d'arts	N/A	100%	0%	Travail en cours

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
Output 1.3 : Des mécanismes de planification / gestion / maintenance des aménagements hydro-agricoles sont développés				
Nombre de gestionnaires formés	N/A	100	0	Jusqu'à présent : formation sur le tas uniquement
Indice de satisfaction sur la gestion et maintenance des aménagements hydro-agricoles (contrôle de l'eau, nombre de pannes...)	50%	100%	N/D	Aménagements en cours de réalisation Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Superficie totale des marais digitalisés dans le SIG atlas	N/A	140.000 ha	123.317 ha	
OUTCOME 2 : Les bassins versants sont aménagés et protègent les investissements hydro-agricoles				
Proportion des BV (autour des aménagements hydro-agricoles PAIOSA) protégés	N/A	+/- 5%	Imbo = 12%	
Proportion de ménages (EFI) qui protègent leur exploitation contre l'érosion	N/A	20%	Moso = 32%	En attente du reporting des Partenaires CSub
Incidence des feux de brousse dans les BV aménagés	N/D	0%	Imbo = 1% Moso = 79%	Beaucoup de feux de brousse dans le Moso en 2016. Situation plus calme en 2017
Output 2.1 : Des ouvrages de protection et des actions de lutte anti-érosive sont réalisés dans les bassins versants des aménagements concernés				
Longueur d'aménagements anti-érosifs réalisés	N/A	Voir CSub 800.000 m	Imbo = 723.949 m Moso = 1.368.359 m	
Nombre de points critiques aménagés	N/A	Imbo = à déterminer (études) Moso = 3	Moso = 4	
Superficie de BV reboisée	N/A	Imbo = 1.315 ha Moso = 1.950 ha	Imbo = 605 ha Moso = 1.406 ha	
Output 2.2 : Des dispositifs de gestion des aménagements des bassins versants sont mis en place				
Nombre de Groupements de Gestion Forestière mis en place	N/A	Imbo = 25 Moso = 28	Imbo = 15 Moso = 22	
Nombre de personnes participants aux Groupements de Gestion Forestière	N/A	Imbo = 1.500 Moso = 1.680	Imbo = 691 dont 34% Fe Moso = 3.363 dont 65% Fe	
Longueur de parefeux positionnés / entretenus	N/A	110 km	Imbo = 29,8 km Moso = 43,1 km	
Output 2.3 : Des interventions de sensibilisation de la protection de l'environnement sont réalisées				
Proportion de ménages ayant reçu une formation en protection environnementale	N/A	75%	2015 = 47% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
Proportion de ménages appuyés par le projet qui disposent de foyers améliorés	N/A	50%	38%	
OUTCOME 3 : Les exploitations familiales des bassins de production ciblés améliorent leurs systèmes de production et la compétitivité des chaînes de valeur retenues				
Taux de satisfaction de la demande en semences et plants améliorés exprimée par des tiers	N/A	80%	Mais = 6% Riz = 33% Ban (Bug) = 9%	
Proportion de ménages utilisant des semences et plants améliorés	49%	60%	N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion de ménages utilisant des fertilisants / engrais chimiques	30,4% (ENAB 2012 ?)	85%	2015 = 70% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Indice de satisfaction sur le respect des relations contractuelles orales ou écrites entre les acteurs des chaînes de valeurs appuyées	85%	100%	2015 = 81% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Gain de rendement des spéculations produites chez les bénéficiaires PAIOSA (CEP champs des groupements)	N/A	Mais = 124% Riz = 102% Ban = 436%	Mais = 49% Riz = 127% Ban = 96% Ban FHIA = 147%	2016-2017 = mauvaise année agricole pour le maïs : perturbations climatiques (sécheresse) particulièrement au Bugesera et à l'Imbo + attaque sévère de la chenille légionnaire sur l'ensemble des trois antennes
Gain de rendement des spéculations produites chez les bénéficiaires PAIOSA (EFI)	N/A	Mais = 44% Haricot = 217% Arachid = 57% Manioc = 154% Ban = 538%	Moso : Mais = 58% Haricot = 220% Arachid = N/A Manioc = N/D Ban = 168%	Pas de plantations arachide car semences non disponibles
Proportion de ménages bénéficiaires répondant aux critères EFI	N/A	25%	Moso = 5,0%	
Proportion des revenus provenant de la commercialisation des productions agricoles (vivrières et de rente)	43%	80%	2015 = 67% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Output 3.1 : Les techniques de production agricole sont améliorées au sein des exploitations familiales				
Nombre de groupements CEP constitués et encadrés	N/A	1.155 Imbo = 455 Moso = 300 Bug = 400	1.021 Imbo = 361 Moso = 294 Bug = 366	
Nombre de Master Trainers nationaux formés (sur les 3 filières)	N/A	20	N/A	Activité reportée à 2019 pour cause de restriction budgétaire

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
Nombre de producteurs bénéficiaires des Champs Ecoles Paysans (CEP) / Exploitation Familiale Intégrée (EFI)	N/A	CEP = 31.135 Ho = 16.957 Fe = 14.178 EFI = 6.600 Ho = 4.950 Fe = 1.650	CEP = 23.584 Ho = 11.848 Fe = 11.736 EFI = 6.869 Ho = 5.658 Fe = 1.211	
Taux d'adoption des techniques améliorées CEP	N/A	100%	40,1% Mais = 40,5% Riz = 32,1% Ban = 47,9%	
Proportion de ménages dont un membre féminin a participé aux formations et autres activités du projet en matière de techniques agricoles améliorées	N/A	70%	2015 = 46% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion de ménages appuyés par le projet pratiquant le paillage	N/A	50%	2015 = 41% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion de ménages appuyés par le projet qui disposent et utilisent un système de compostage	37,6%	75%	2015 = 59% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion de ménages utilisant des magasins communautaires pour le stockage	N/A	60%	2015 = 45% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Output 3.2 : La disponibilité et l'accessibilité des intrants (dont semences de qualité) dans les zones d'intervention sont améliorées				
Nombre de producteurs semenciers accompagnés	N/A	Voir CSub	181 (dont associations) Ho = 153 Fe = 28	
Volume de semences de qualité produites par des multiplicateurs semenciers privés (par les multiplicateurs encadrés)	N/A	Voir CSub	Mais = 13 t au Bugesera Riz = 8,9 t à l'Imbo Ban = 8.690 plants	
Output 3.3: Des systèmes de recherche participative pour l'identification et la diffusion d'innovations techniques au sein des exploitations familiales sont initiés				
Nombre de projets RAP réalisés (avec production d'innovations)	N/A	4	N/A	Activité abandonnée pour cause de restriction budgétaire
Indice de satisfaction au sein des projets RAP	N/A	100%	N/A	
Output 3.4 : Les capacités des opérateurs privés dans les chaînes de valeur sont renforcées				
Volume des investissements en infrastructures par les privés en contrepartie du fonds de subvention	N/A	817,3 MoFBu	681,3 MoFBu	

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
Taux de réalisation des micro-projets (projets rentables)	N/A	100%	57%	
Nombre de promoteurs FIF accompagnés (toutes filières confondues)	N/A	61 Imbo = 18 Moso = 5 Bug = 38	58 Imbo = 16 Moso = 5 Bug = 37	
Nombre de micro-projets (MIP) et Projets d'Entreprenariat Agricole (PEA) soutenus au travers des Csub OP	N/A	Cibles à fixer lors de chaque planification annuelle	(10 MIP et PEA pré-sélectionnés 9 projets pour les semenciers)	
Output 3.5 : L'accès physique et économique aux marchés pour les productions agricoles des zones d'intervention est amélioré				
Nombre de points critiques réhabilités pour le désenclavement des points de production / stockage	N/A	51 Imbo = 30 Moso = 21	16 Imbo = 12 Moso = 4	
Indice d'appréciation des pistes conduisant au marché d'écoulement	N/A	80%	2015 = 23% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion de ménages ayant participé avec satisfaction à des actions de promotion pour une mise en valeur des produits agricoles	N/A	20%	2015 Ho = 5% Fe = 6% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion d'OP qui se sont dotées d'équipement pour assurer une meilleure qualité de la production	N/A	100%	6%	Activité retardée, toujours en cours (MIP/PEA)
Degré d'efficacité des centres de proximité à offrir des services de qualité	N/A	20 (indice)	N/A	Activité abandonnée pour cause de restriction budgétaire
OUTCOME 4 : Les capacités des organisations non étatiques intervenant dans le domaine agricole à assumer leurs rôles et mandats dans les zones d'intervention sont améliorées				
Proportion d'OP accompagnées avec des capacités renforcées et satisfaisantes	N/A	50%	6%	Niveau de départ très faible.
Proportion d'OP accompagnées dont les capacités ont été renforcées	N/A	100%	Imbo = 25% Moso = 25% Bug = 25%	Chiffres faibles car beaucoup d'OP ne sont accompagnées que depuis 2016 Travail toujours en cours
Proportion de ménages membres d'une Organisation Professionnelle Agricole (ou de Producteurs)	18% (ENAB 2012 ?)	N/A (cible non pertinente)	2015 = 78% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion de ménages dont un membre féminin est membre d'une Organisation Professionnelle Agricole (ou de Producteurs)	N/D	N/A (cible non pertinente)	2015 = 55% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline 2012	Cible finale 2019	Valeur obtenue	Commentaires
Indice de satisfaction par rapport aux informations agricoles auxquelles le ménage a accès	39%	90%	N/A	Activités prévue sous PAIOSA 3
Output 4.1 : Les capacités organisationnelles des OP sont renforcées				
Nombre de bénéficiaires d'appuis au renforcement de capacités (formation, alphabétisation, appui-gestion, partenariat d'affaire)	N/A	4.568 Ho = 2.366 Fe = 2.202	1.070 Ho = 696 Fe = 374	En attente du reporting des Partenaires Csub
Proportion de ménages dont un membre féminin a participé à une formation en renforcement des capacités organisationnelles	N/A	40%	2015 = 22% 2017 = N/D	Enquête de référence reportée à 2018 pour cause de restriction budgétaire
Proportion des OP de base (PAIOSA) membres (formellement liées) à une faitière	N/A	N/A (cible non pertinente)	N/A	Pas de faitière identifiée
Output 4.2 : Les systèmes d'information et de communication agricoles (par et pour les OP) sont renforcés				
Activités prévue sous PAIOSA 3				
Output 4.3 : La concertation et la coordination des OP avec les autres acteurs des chaînes de valeur sont renforcées				
Activités incluses dans les nouvelles conventions de subsides (PAIOSA 3)				

Matrice de monitoring « Recherche agronomique »

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale 2017	Valeur finale obtenue (2015)	Commentaires
OUTCOME 5 : La recherche agronomique produit des résultats et recommandations adaptés aux besoins des utilisateurs				
Degré de satisfaction des utilisateurs de la recherche	Très satisfaits + Satisfaits = 30,1%	Très satisfaits + Satisfaits = 40,1%	Très satisfaits + Satisfaits = 36,3%	Enquête PAIOSA 2016
Taux de publications scientifiques et notes techniques issues des résultats de la recherche	0%	100% = 5 publications par programme et par an (soit 25 publications)	160% (16 publications sur 10 prévues – 2014)	Donnée 2015 non fournie par ISABU
Degré d'efficacité de l'ISABU à assurer ses fonctions régaliennes	3,2*	20*	7,4* (2014)	Evaluation conjointe annulée au-delà de 2014.

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale 2017	Valeur finale obtenue (2015)	Commentaires
Output 5.1 : Les programmes de recherche prioritaires du Plan Directeur de la Recherche Agronomique (PDRA) sont mis en œuvre				
% du nombre d'affectations nouvelles et recrutements spécifiques du personnel scientifique et technique pour des programmes de recherches prioritaires du PDRA	0%	100%	80%	Il était prévu que d'ici la fin du programme, tous les recrutements du personnel technique et scientifique soient effectués pour mettre en œuvre les programmes prioritaires du plan directeur de la recherche.
% des membres du personnel technique et scientifique ayant bénéficié d'une formation pour mettre en œuvre le PDRA	0%	100%	0%	Le plan général de formation du personnel technique et scientifique 2015-2017 a été élaboré. Cependant, la mise en œuvre est suspendue, car entre dans la catégorie appui institutionnel
Nombre de programmes prioritaires du PDRA qui ont démarré	0	5	5	Tous les 5 programmes du PDRA sont mis en œuvre. Les plus abordés sont l'intensification écologique, la diversification des cultures et l'amélioration des performances du cheptel
Output 5.2 : La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée				
Degré d'efficacité de l'ISABU et des stations à améliorer leur gestion administrative et financière	4,5*	20*	N/A	Les données de cet indicateur sont des notes sur 20 (évaluation participative ISABU – PAIOSA). L'évaluation n'a pas été possible en 2015
Fonctionnalité des comités régionaux de gestion de la recherche	0*	20*	N/A	Les comités régionaux de gestion de la recherche ont été initiés. L'évaluation n'a pas été possible en 2015
Proportion de conventions de recherche contractuelle alignées sur les systèmes et procédures de l'ISABU	0	100% pour la mission et 80% sur les procédures	N/A	Appui suspendu
Output 5.3 : Les semences de pré base des cultures vivrières produites par ISABU satisfont aux normes de qualité				
Taux de satisfaction de la demande en semences de pré-base exprimé à temps et éligibles par le CNS	Saison 2012 A Pdt=52,4% Saison 2012 B Pdt=58,6%	100% pour toutes les cultures	Saison 2014 A Pdt= 56,1% Saison 2014 B Pdt= 41,0%	Le taux de cet indicateur varie d'une année à une autre et d'une saison à une autre. Cette faible performance serait liée à l'indisponibilité des semences de souche (problème de substrat dans les serres) pour emblaver toute la superficie.
Proportion des lots de semences acceptés à la suite des tests	Saison 2012 A Pdt=83,3% Saison 2012 B Pdt=85,7% Mais=100% Riz=100%	95% pour toutes les cultures	Saison 2014 A Pdt=80,9% Saison 2014 B Pdt=86,0% Mais=100% Riz=100%	Les proportions des lots de semences de pomme de terre acceptés après le test augmente de plus en plus grâce à la maîtrise progressive de la bactérie Ralstonia. Pour les deux autres filières soutenues par le PAIOSA, en l'occurrence le maïs et le riz, la qualité des semences est très bonne.
Output 5.4 : Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées				
Le laboratoire de chimie agricole est sur la voie de l'homologation	8,0*	19*	9,6* (2014)	Les données pour cet indicateur sont des notes obtenues à travers une évaluation participative regroupant les cadres de l'ISABU et ceux du

Résultats / Indicateurs	Valeur Baseline	Cible finale 2017	Valeur finale obtenue (2015)	Commentaires
Le laboratoire de Phytopathologie est fonctionnel et respecte son manuel des procédures	7,0*	20*	N/A	PAIOSA qui font une évaluation sur 20 points. L'évaluation n'a pas été possible en 2015
L'unité d'entomologie est fonctionnelle et respecte le manuel de qualité	8,0*	18*	N/A	
Nombre de publications de vulgarisation issues des résultats de la recherche	0	Au moins 1 par résultat de recherche	28	

* = Notes sur 20 obtenues à travers une évaluation participative regroupant les cadres ISABU et ceux du PAIOSA

2.2 Analyse des résultats

Note : à la différence des projets classiques, l'atteinte des objectifs/résultats du PAIOSA, du fait de leur ambition et de leur caractère institutionnel, est prévue sur une durée plus large que celle habituellement accordée aux projets (sans toutefois abandonner une gestion « axée résultats »). Le programme est conçu comme une succession de tranches de financements et d'interventions venant se compléter et se prolonger (PAIOSA 1, 2 et 3).

L'échelle temporelle adoptée pour le programme rend difficile la mise en œuvre d'un raisonnement évaluatif classique qui compare objectifs et résultats atteints, dès lors qu'il est entendu que les objectifs de haut de cadre logique ne pourront être atteints que grâce aux phases successives, et donc que les objectifs revêtent un caractère partiellement indicatif.

Ce chapitre « Analyse des résultats » donne, dans la mesure du possible, une situation à l'issue de la mise en œuvre de PAIOSA 2, mais il ne faut pas perdre de vue que :

- 1) Le volet « Appui institutionnel à l'ISABU et à la recherche participative » a été interrompu de manière prématurée en 2015 par décision du Gouvernement belge face au nouveau contexte sociopolitique du Burundi, et
- 2) Le volet « Développement agricole » a été réorganisé en 4 résultats et se poursuit jusqu'en 2020 dans le cadre de PAIOSA 3.

2.2.1 Dans quelle mesure l'intervention contribuera-t-elle à l'impact (impact potentiel) ?

Le changement positif des pratiques de travail et d'organisation des structures partenaires (notamment l'ISABU, l'ONCCS, la Direction du Génie Rural (DGR) et les DPAE) initié depuis le début du programme a été fortement affecté par les restructurations imposées par la crise politique de 2015. L'annulation de la plupart des actions de formation (de type classique), mais également des actions de formation par l'action (d'accompagnement de la mise en œuvre des méthodes et outils développés ensemble), ainsi que l'arrêt prématuré des Accords d'Exécution de

structure portant sur le développement des performances des services des DPAE, ont réduit substantiellement l'impact du programme en matière de promotion d'un environnement institutionnel favorable.

L'impact des aménagements hydro-agricoles reste potentiellement très important s'ils sont correctement accompagnés par les actions d'ingénierie sociale qui visent la gestion et la maintenance des périmètres irrigués et le renforcement organisationnel des OP dans les bassins de production concernés. Cependant, la dégradation de plus en plus prononcée du contexte économique, consécutive à la crise née de la période électorale risque de tempérer l'amélioration des systèmes de production et la compétitivité des chaînes de valeur. Les progrès effectivement enregistrés au niveau de l'augmentation et de la valorisation des productions agricoles n'auront pas l'impact voulu sur la réduction de la pauvreté dans les régions d'intervention si le climat des affaires au Burundi ne s'améliore pas prochainement et si des solutions ne sont pas trouvées pour répondre à la crise économique que le pays est en train de vivre.

Néanmoins, la contribution du PAIOSA est déterminante dans ce contexte de situation fragilisée de sécurité alimentaire, actuellement davantage pour « limiter les dégâts » que pour soutenir la croissance économique du Burundi. Un plus grand focus sur l'amélioration concrète et directe des services offerts par les OP à leurs membres et sur les activités de transformation est maintenant nécessaire pour la réalisation des objectifs du programme (PAIOSA 3).

Extrait du rapport d'évaluation – février 2018

A long terme, et si le PAIOSA renforce la synergie entre les différentes interventions, ce programme aura contribué à l'augmentation du potentiel productif dans les zones de l'Imbo, Moso et Bugesera avec une capacité de production plus élevée, une meilleure maîtrise de l'eau et des techniques culturales. Avec le renforcement des OP, l'accès au marché et les revenus seront améliorés, notamment à travers le stockage et la première transformation.

...

Le PAIOSA aura un effet clair sur la sécurité alimentaire (aspects revenus et disponibilité) des ménages touchés.

A l'issue de cette tranche PAIOSA 2, on peut estimer que le programme a touché près de 45.800 bénéficiaires directs dont 31,5 % étaient de sexe féminin, dans l'ensemble des 18 communes d'intervention. En termes de bénéficiaires totaux (directs + indirects), le programme estime qu'il a touché actuellement près de 450.000 personnes (figure 5), soit près de 25 % de la population des communes concernées (4,2 % de la population du Burundi).

Il faut bien entendu noter que PAIOSA 3 est encore en cours et qu'il constitue l'aboutissement en termes d'outputs et d'outcomes des actions entreprises dans le PAIOSA 1 et le PAIOSA 2. Le programme PAIOSA 3 permet ainsi de parachever les infrastructures d'aménagement des marais, d'accompagner l'organisation des

producteurs pour la rentabilisation et la maintenance des outils de production, de valoriser les aménagements par des techniques de productions agricoles améliorées, dépendant elles-mêmes de la disponibilité et l'accessibilité des intrants (dont semences de qualité), d'agir sur l'environnement (protection, reboisement des bassins versants et lutte anti-érosive) et de doter les opérateurs privés des capacités organisationnelles et matérielles en vue de la durabilité. L'impact final du programme dépendra de la possibilité de conduire PAIOSA 3 à son terme, alors que celui-ci est actuellement menacé par les restrictions imposées par le respect du plafonnement général des dépenses de la coopération gouvernementale pour 2018.

2.2.2 Dans quelle mesure l'outcome a-t-il été atteint ? Expliquez

Les travaux d'aménagement sont reconnus de bonne qualité. Ceux-ci sont très appréciés des populations pour la valorisation des terres (en témoignent l'extension de la riziculture) et l'augmentation de la production induite, à tel point que des risques de spéculation foncière à travers le rachat de terrains par des personnes aisées / influentes commencent à apparaître. Les gains de production brute (gain de superficie + augmentation des rendements) devraient atteindre près de 40 %. La poursuite de l'accompagnement organisationnel des Association des Usagers de l'Eau (AUE) doit permettre d'améliorer la gestion de l'eau au sein des zones aménagées ainsi que l'entretien / maintenance des infrastructures pour une pérennité accrue de ces dernières. Cette efficacité améliorée aura un impact sur la valorisation des terres concernées. En effet, le meilleur respect du calendrier cultural, la mise en place d'un tour d'eau respecté par tous impacteront positivement les activités de production agricole.

Les activités de reboisement forestier, de mise en place de Groupements de Gestion Forestière, de lutte antiérosive et de protection de l'environnement n'ont pas pour ambition à elles seules de protéger l'ensemble des bassins versants concernés. Les boisements sont localisés sur des zones à risque d'érosion ne souffrant pas de conflits fonciers (limitant la zone concernée). Ces actions ont également pour but de conscientiser les populations ainsi que les responsables administratifs locaux sur la protection de l'environnement dont la lutte contre les feux de brousse. Malgré les résultats encourageants obtenus à l'échelle collines ou ménages, l'effet réel de ces actions sur la protection effective des marais reste faible car jugées peu significatives au regard de l'étendue immense des bassins versants attendant aux marais. De plus, l'effet protecteur des boisements est différé car il est nécessaire d'attendre que les plants atteignent un certain niveau de développement avant d'avoir réellement un effet anti érosif. L'impact des fossés anti érosifs au niveau des Exploitations Familiales Intégrées (EFI) est également limité par leur discontinuité, liée à la distribution aléatoire des ménages concernés dont l'adhésion à l'approche doit être volontaire. A côté de la contribution non négligeable du PAIOSA, des actions complémentaires de grande envergure menées par d'autres partenaires et par le gouvernement en particulier sont plus que nécessaires pour la protection intégrale des bassins versants autour des marais.

Les approches CEP et EFI visent à renforcer les capacités techniques et organisationnelles des agriculteurs à travers :

- le renforcement de leurs capacités de prise de décision basée sur l’observation et l’analyse des faits de terrain (CEP),
- l’accompagnement de proximité des ménages dans une logique de développement intégré de leur exploitation (EFI).

Ces deux approches combinées constituent un moyen efficace pour accroître la production et améliorer le revenu des ménages. A côté des résultats probants déjà obtenus en terme d’amélioration de la productivité (augmentation sensible de rendement sur la banane, le riz et le maïs) et de la qualité de la production dans les CEP, d’autres résultats intéressants comme une réduction de l’utilisation des pesticides, une utilisation plus rationnelle de divers types d’intrants (semences, engrais minéraux), un meilleur contrôle des maladies (BBTV et BXW du bananier) et l’utilisation de compostières pour répondre au manque de fumure organique, contribuent à une agriculture durable. L’approche EFI a un effet clair et net sur le bien-être des ménages concernés - à travers des améliorations importantes au niveau de la qualité du sol, de la lutte contre l’érosion et le déboisement, l’introduction de nouvelles techniques culturales et une gestion saine de l’exploitation. L’approche est fortement appréciée par les bénéficiaires.

Il faut reconnaître que les améliorations obtenues jusqu’à présent dans le domaine de l’appui aux organisations non étatiques à assumer leurs rôles et mandats restent relativement marginales. Le niveau organisationnel initial faible des OP et hétéroclite au sein d’une antenne et entre les antennes les empêche encore de constituer une force capable de négocier avec les différents intervenants en tant que véritables « partenaires ». Le besoin d’accompagnement des producteurs et transformateurs est manifeste, en termes de gestion, de rentabilité, de qualité ou de diversification, et notamment pour appuyer les améliorations apportées par les activités CEP et FIF. La concentration de l’intervention autour de l’efficacité des services des OP à leurs membres est prioritaire (dont stockage, approvisionnement, transformation, commercialisation, financement).

Dans le domaine de la recherche agronomique, le PAIOSA a fourni un appui conceptuel et technique à la réforme de l’ISABU déclenchée par l’adoption du Plan Directeur de la Recherche Agronomique (PDRA) en juin 2011. Le PDRA a modifié la mission de l’institut et a exigé par conséquent l’adaptation de son organisation (structures et procédures) à de nouvelles orientations et dispositions lui permettant de rapprocher son action davantage des bénéficiaires de la recherche, notamment par une réorganisation des équipes scientifiques et techniques en cinq (5) nouveaux programmes de recherche, des mécanismes de concertation avec les bénéficiaires au niveau régional et une déconcentration de sa gestion. Le programme PAIOSA prévoyait que les outcomes puissent être réellement atteints dans le temps (avec PAIOSA 3), mais cela ne sera maintenant plus possible suite à la suspension des appuis institutionnels aux structures étatiques.

2.2.3 Dans quelle mesure des outputs ont-ils été atteints ?

R1 : Aménagements hydro-agricoles

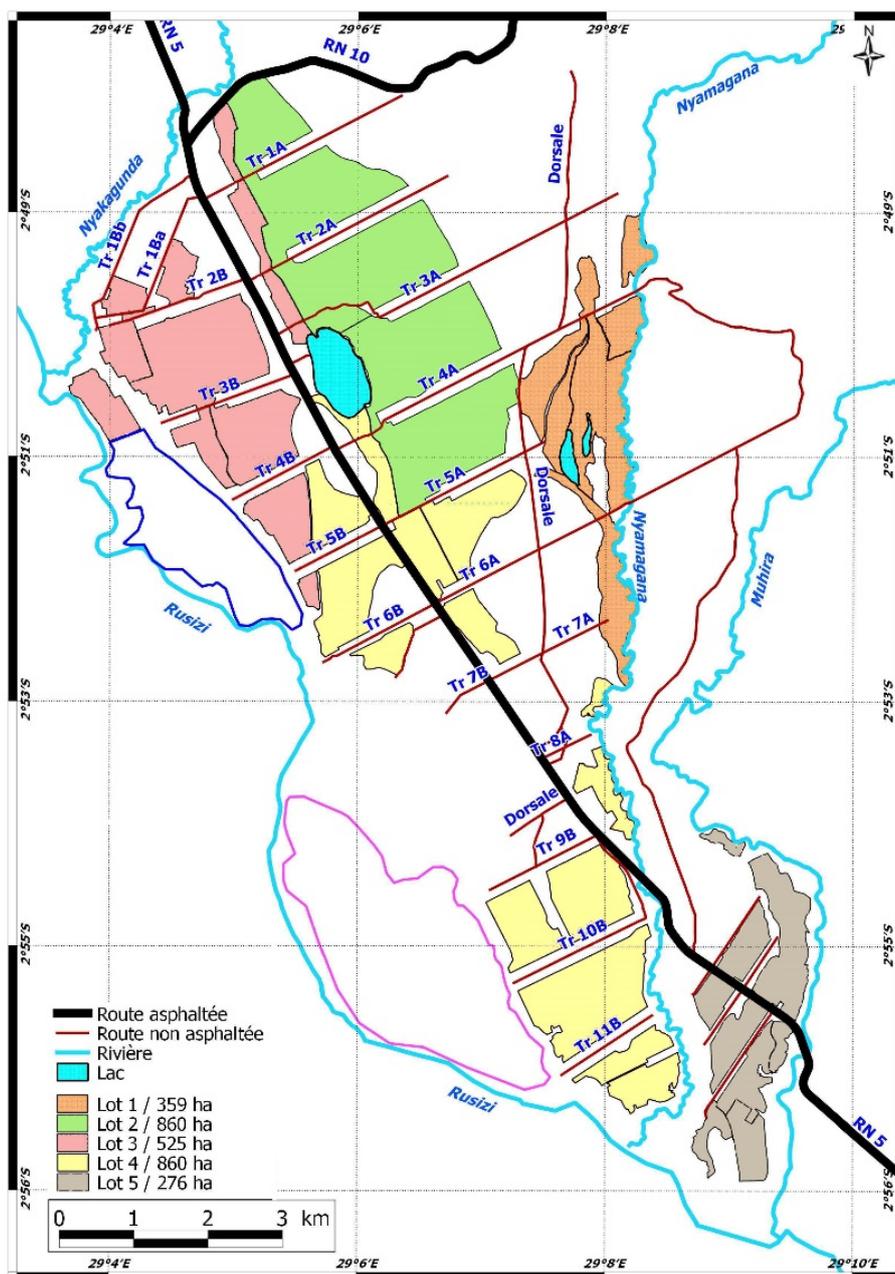
Sous résultats	Récapitulatif des principaux produits R1
Des périmètres irrigués sont réalisés et sont accessibles en toutes saisons	<ul style="list-style-type: none"> • Imbo : construction de la prise d'eau Nyamagana permettant d'irriguer plus de 3.000 ha (réception provisoire 2015 – réception définitive 2016) • Imbo : construction de la maison des techniciens en charge de l'entretien du barrage (Nyamagana) • Imbo : études / APD / DAO relatifs à l'aménagement du périmètre Imbo Nord (5 lots - 3.000 ha) à irriguer à partir de la prise Nyamagana disponibles • Imbo : travaux d'aménagements des lots 1, 2 et 3 du périmètre Imbo Nord (1.743 ha) en cours • Imbo : remise en état de la prise 5 sur le canal 8 permettant l'irrigation de 345 ha dans la commune Buganda • Moso : remise en état des ouvrages hydroagricoles dans les marais Nyamabuye (P3) et Ntanga central • Moso : aménagements du marais de Nyabigozi (140 ha - réception provisoire 2017) • Moso : aménagements du marais de Nyamabuye (P2/P4 140 ha - réception provisoire 2017) • Moso : travaux d'aménagement de Ntanga amont et Ntanga aval (280ha) en cours • Moso : construction du barrage Musasa 3 qui a été mis en eau fin 2017 et reprise des activités agricoles dans le périmètre correspondant • Imbo et Moso : nombreuses interventions d'urgence sur le réseau effectuées à la demande
Des Associations des Usagers de l'Eau sont mises en place et fonctionnelles pour l'exploitation et la gestion courante des aménagements hydro-agricoles	<ul style="list-style-type: none"> • 2 CSub d'appui aux Associations des Usagers de l'Eau (en cours) • 37 AUE en cours d'accompagnement • Imbo : base de données relative à l'enquête du parcellaire + cartographie exhaustive du périmètre Imbo Nord • Moso : réalisation de l'enquête parcellaire (4 marais – 17.800 parcelles enquêtées – traitement encore en cours)
Des mécanismes de planification / gestion / maintenance des aménagements hydro-agricoles sont développés	<ul style="list-style-type: none"> • Atlas interactif des marais élaboré et mis en ligne • 3 manuels de conception et d'entretien des aménagements hydro agricoles au Burundi produits (français et kirundi) • Rapport de potentialité des marais, bas-fonds et plaines irrigables du Burundi disponible • Feuille de route pour le « Renforcement du cadre des AUE et fonds d'entretien structurant »

Malgré le contexte, les activités de réalisation des travaux d'aménagement hydro-agricole sont en bonne voie dans les 2 antennes concernées. Certains aménagements sont terminés et ont été réceptionnés, et pour d'autres, des contrats d'exécution sont

en cours. Les aménagements sont réputés de bonne qualité, ce qui est confirmé par les spécialistes et utilisateurs.

Le périmètre Imbo Nord est un ensemble cohérent qui fonctionne d'amont en aval. La réhabilitation de l'ensemble du réseau d'irrigation (sur tous les lots – voir carte) est nécessaire pour la mise en valeur optimale du site. Actuellement, les marchés pour les lots 4 et 5 ont été reportés, consécutivement aux décisions de plafonnement budgétaire pour les années 2017 et 2018. Il est cependant nécessaire, pour l'atteinte des outputs de pouvoir encore réalisés ces marchés sous PAIOSA 3.

Carte du périmètre Imbo Nord



Cette stratégie nécessitera une extension des conventions de subsides d'appui aux AUE au-delà de 2019 pour garantir des effets positifs à long terme notamment dans la gestion des ouvrages hydro-agricoles, la maîtrise des techniques de distribution de l'eau, d'entretien et de maintenance des infrastructures, de gestion des exploitants et de planning des activités agricoles (en effet : l'accompagnement des AUE doit se poursuivre sous aménagements fonctionnels au minimum pour une année culturale complète).

Les enquêtes parcellaires réalisées dans les 2 antennes ont été exhaustives et ont collectés de très nombreuses et précieuses informations (statut foncier des producteurs, superficies, type de culture par saison, etc.) qui permettront de mieux organiser les producteurs en fonction de leurs caractéristiques et localisation géographique dans le périmètre.

L'Atlas des marais produit est un outil interactif qui permettra aux acteurs impliqués dans la gestion et l'exploitation des marais, bas-fonds et plaines irrigables, d'accéder à de nombreuses données techniques et géographiques fiables pour opérer des choix organisationnels et stratégiques sur ces zones. De ce fait, il contribuera à améliorer la coordination entre les différents acteurs du secteur. Cet outil se veut convivial et simple à l'utilisation pour un large public, et répond ainsi à un besoin tant de l'Administration burundaise que des différents acteurs impliqués dans l'aménagement et la valorisation des terres irrigables.

Par ailleurs, un ensemble de référentiels et de manuels se rapportant à la conception, l'entretien et la gestion des infrastructures hydro-agricoles, à l'intention des cadres techniciens du génie rural du MINAGRIE et des Associations des Usagers de l'Eau, ont été élaborés. Une feuille de route pour la mise en place d'un cadre de gestion des infrastructures hydro-agricoles dans les marais/bas fond et plaines et une autre pour la mise en place d'un fond d'entretien structurant complètent les documents, pour former la base de la nouvelle approche d'organisation de la gestion et de l'entretien des aménagements. Il appartient maintenant au MINAGRIE et aux intervenants du secteur d'exploiter au mieux ces feuilles de route.

R2 : Aménagements des bassins versants et protection des investissements hydro-agricoles

Sous résultats	Récapitulatif des principaux produits R2
Des ouvrages de protection et des actions de lutte anti-érosive sont réalisés dans les bassins versants des aménagements concernés	<ul style="list-style-type: none"> • Imbo : 605 ha reboisés à vocation de gestion mixte (riverains-communes) • Moso : 1.406 ha reboisés (terres domaniales et communales) • Moso : ravine Kanywankona stabilisée pour la protection du marais de Nyamabuye • Bugesera : protection des berges des lacs Cohoha et Rweru • Bugesera : protection du marais aménagé de Rugamura (295 km de fossés antiérosifs)
Des dispositifs de gestion des aménagements des	<ul style="list-style-type: none"> • 2 CSub reboisement (en cours) • Imbo : création de 15 Groupements de Gestion Forestière (GGF) • Moso : mise en place de 22 GGF

bassins versants sont mis en place	<ul style="list-style-type: none"> Imbo et Moso : positionnement de 30 et 43 km de pare feux respectivement
Des interventions de sensibilisation de la protection de l'environnement sont réalisées	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisations en cours dans le cadre des 2 CSub reboisement Moso : foyers améliorés adoptés par 801 ménages

Concernant l'aménagement des points critiques d'érosion, les outputs ont été atteints dans les 2 antennes (travail plus important dans le Moso, seuls quelques interventions ponctuelles ont été nécessaires dans l'Imbo). Quelques actions ont aussi été menées dans l'antenne Bugesera, notamment pour la protection des berges des lacs Cohoha et Rweru.

Les actions de reboisement et de protection de l'environnement se sont déroulées normalement et se poursuivent sous PAIOSA 3. Les superficies boisées en fin d'intervention devraient approcher les objectifs initialement fixés.

Des Groupements de Gestion Forestières (GGF), composés d'agriculteurs riverains des zones boisées ont été créés dans les zones les plus hautes des bassins versants. Ces GGF doivent signer ensuite des accords de gestion participative des boisements avec les communes et le département des forêts où sont définis les rôles de chacun (entretien et gestion du boisement) ainsi que des barèmes de redistribution des revenus obtenus au moment de leur exploitation. Des plans d'aménagement et de gestion forestiers doivent être élaborés de façon participative (conformes aux prescriptions de la politique sectorielle dans le domaine). Mais ces activités novatrices souffrent d'importants retards dus à une adhésion tardive des populations mais surtout à un manque d'expérience et d'expertise au sein des équipes des ONG en charge des actions (CSub). C'est ainsi que la démarche, définie par une succession d'étapes claires, n'a pas encore pu être réalisée sur le terrain par les deux ONG responsables.

Malgré les activités de reboisement forestier, de mise en place des GGF pour une gestion participative des zones concernées, et les sessions de sensibilisation, l'incidence des feux de brousse est restée très élevée dans les antennes, en particulier dans le Moso.

Les activités en régie autour de la vulgarisation de foyers améliorés et de techniques adaptées pour la fabrication de charbon de bois ont été écartées suite aux contraintes de respect du plafonnement budgétaire, mais continuent de façon normale au travers des conventions de subsides EFI.

R3 : Amélioration des systèmes de production et de la compétitivité des chaînes de valeur retenues

Sous résultats	Récapitulatif des principaux produits R3
Les techniques de production agricole sont améliorées au	<ul style="list-style-type: none"> 411 facilitateurs formés, 1.021 groupements CEP établis et encadrés sur les 3 filières dans les trois antennes 23.584 producteurs bénéficiaires des CEP (dont 49.8% de

sein des exploitations familiales	femmes) depuis le démarrage du projet <ul style="list-style-type: none"> • 6.869 ménages encadrés selon l'approche EFI (4.192 au Moso et 2.677 dans l'Imbo) dont 1.211 ménages tenus par des femmes (2 Csub)
La disponibilité et l'accessibilité des intrants (dont semences de qualité) dans les zones d'intervention sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • 9 business plans élaborés pour les semenciers encadrés en régie afin de mieux les appuyer à travers les MIP/PEA en 2018 (4 au Bugesera et 5 à l'Imbo) • 3 formations en macropropagation (une par antenne), 42 multiplicateurs formés (et 33 recyclés de 2016), 8.690 plants produits (3 antennes) • Moso : 1 CSub semences (en cours)
Les capacités des opérateurs privés dans les chaînes de valeur sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • 61 projets FIF mis en œuvre et accompagnés, dont 30 hangars de stockage, 15 décortiqueuses et 21 moulins • Manuel de procédure MIP/PEA validé • 10 pré-projets MIP/PEA acceptés
L'accès physique et économique aux marchés pour les productions agricoles des zones d'intervention est amélioré	<ul style="list-style-type: none"> • Moso : pont et passage busé sur la rivière Ntanga • Moso : construction des ponts Nyagasonga (2013) et Nyamutetema (2014) • Moso : construction du pont Mago et de 3 dalots sur l'axe Nyabitsinda – Nyabitare – Gisuru • Bugesera : réhabilitation de la piste Kirundo – Ntega

L'ensemble des actions planifiées au niveau de l'amélioration des systèmes de production (approche CEP et EFI) ont pu être menées conformément aux planifications et les membres des groupes témoignent d'une grande plus-value des techniques agricoles apprises dans ce cadre. 411 facilitateurs CEP ont été formés toutes cultures confondues, dont 250 sont certifiés par le PAIOSA et le MINAGRIE.

En contrepartie, l'indicateur « taux d'adoption des techniques améliorées CEP » est resté faible (40 % versus une cible de 100 %). Plusieurs hypothèses sont proposées ci-dessous afin de mieux comprendre l'origine de ce faible score et les divergences observées entre antennes et filières.

La première hypothèse est conjoncturelle et liée à la campagne agricole 2016-17 relativement médiocre dans le pays. Certains champs de groupements ont connu des contraintes climatiques et/ou phytopathologiques (stress hydrique et attaques généralisées des chenilles légionnaires sur maïs, faible ensoleillement en 2017B à Kirundo pour le bananier, dégâts d'inondations au Moso pour la filière riz...). Ces conditions ont été peu propices pour que s'expriment sur la production les effets des techniques innovantes mises en œuvre dans les champs écoles et ont par conséquent freiné l'engouement pour leur réplique dans les parcelles des ménages.

Un second élément à considérer pourrait être la charge croissante de travail des ATN affectés à l'approche CEP depuis son implémentation en 2014. En effet, le nombre de facilitateurs et le nombre de groupements mis en place augmentent chaque année, ce

qui rend plus difficile leur accompagnement rapproché, leur encadrement organisationnel, ainsi que le travail de suivi des producteurs.

Certains éléments plus techniques entrent également en ligne de compte :

- production et transport difficile de la fumure organique
- dans l'Imbo, étant en majorité locataires des terrains rizicoles qu'ils exploitent, les producteurs sont peu enclins à investir pour la qualité du sol dont l'impact se fait sentir sur plusieurs saisons
- en ce qui concerne la filière banane, impossibilité de mettre en place des zones tampons entre les plantations familiales et celles de groupements (« continuum banane »), ce qui contribue à l'infection parasitaire des champs de groupements et parfois à leur abandon...

Concernant l'appui aux semenciers, les résultats ne sont pas encore clairement visibles. Le focus est davantage porté sur la production de semences certifiées mais avec une production trop limitée pour couvrir les besoins des producteurs dans les zones du PAIOSA. Les quantités produites sont globalement insuffisantes et certains goulots d'étranglement ont pu être identifiés, tel que le manque de disponibilité de l'ONCCS afin de valider les parcelles ou la difficulté de se procurer des semences pré-base au niveau de l'ISABU. Afin de combler les besoins en semences certifiées, il a été inclus dans les activités CEP une composante qui promeut la multiplication / sélection de semences au niveau des champs paysans.

Les activités en lien avec la recherche participative ont été abandonnées suite au plafonnement budgétaire 2017. Elles se limiteront donc à la mise en œuvre de certaines techniques culturales liées à la production et à la gestion de maladies et ravageurs dans le cadre des formations CEP.

La majorité des actions planifiées au niveau de la compétitivité des chaînes de valeur (FIF) ont été menées conformément aux planifications. Plus de 61 projets FIF ont été mis en œuvre et accompagnés entre 2013 et 2016. Néanmoins, seuls 57% des projets financés se sont révélés rentables. Cette situation est en partie liée à des problèmes d'identification de promoteurs sérieux et fiables. Même si elle est également en partie dérivée de la situation socio-économique que vit le pays depuis 2015, elle ne peut cependant pas être jugée satisfaisante.

Pour aboutir aux résultats attendus, l'outil FIF a cédé sa place à de nouveaux appuis dès 2017, au travers des Projets d'Entrepreneuriat Agricole (PEA) et de Micro-projets (MIP) après élaboration et validation des manuels de procédures y relatifs. L'outil PEA/MIP a été simplifié et revisité pour assurer une meilleure complémentarité avec les actions de renforcement des OP encadrées et des groupements CEP, ce qui permettra de mieux concentrer les efforts dans ce domaine vers des acteurs déjà partenaires des actions, clairement inscrits dans le développement des filières prioritaires.

La construction des ouvrages de franchissement a permis de faciliter l'accès aux sites des actions mises en place par le PAIOSA et l'écoulement des zones de productions vers les marchés environnants.

Deux enquêtes spécifiques de caractérisation des chaînes de valeur des filières riz, maïs et banane (menées dans la zone Imbo et Bugesera sur 478 acteurs directs : producteurs, collecteurs, grossistes, transformateurs, boutiques d'alimentation et restaurants) ont permis de caractériser les besoins en acquisition d'infrastructures et équipements nécessaires pour améliorer la compétitivité des chaînes de valeur retenues. Ces résultats ont permis d'orienter la rédaction de projets standards par type d'acteur et filière (voir annexe du manuel MIP/PEA).

Au niveau des activités promotionnelles et pour les mêmes raisons de report obligé d'une série d'activités sur l'année 2018, les projets de film documentaire sur les produits alimentaires burundais et de paniers « découvertes » n'ont pas abouti.

L'ambition de mise en place de centres de services s'est transformée en développement d'OP de services. L'accès à l'information utile est considéré comme un apport supplémentaire offert aux membres (et non membres) par les OP volontaires.

R4 : Amélioration des capacités des organisations non étatiques

Sous résultats	Récapitulatif des principaux produits R4
Les capacités organisationnelles des OP sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • 145 OP pré-identifiées et diagnostiquées • 3 CSub renforcement des OP (en cours) • 100 OP accompagnées • élaboration participative d'une centaine de plans d'actions bisannuels des OP
La concertation et la coordination des OP avec les autres acteurs des chaînes de valeur sont renforcées	<ul style="list-style-type: none"> • Activité incluse dans les CSub • Identification d'une structure faîtière (Bugesera - faîtière maïs fédérant 8 Unions) pour accompagnement avec le concours du projet PAORC

Au démarrage du PAIOSA 2, l'encadrement des OP a consisté en un renforcement des capacités en gestion administrative et financière, en gouvernance et fonctionnement associatif, en fourniture de services aux membres, et en plaidoyer et partenariat d'affaires de quelques OP (appuyées par les anciens projets PADAP et APV) dans chaque antenne.

Par la suite, les actions d'accompagnement des organisations de producteurs ont été menées au travers de conventions de subsides signées en 2017 avec trois ONG partenaires (encore en cours). Préalablement à cette contractualisation, le PAIOSA a élaboré un outil pour la catégorisation des OP (A, B, C, D ou E) sur base de critères d'organisation, activité, autonomie et viabilité. Ce document constitue un référentiel pour caractériser la situation de base des OP et permet de vérifier les progrès réalisés par la suite en matière de capacité de gestion et volume des activités/ rentabilité. Le volet / Pool Gouvernance a fait des efforts importants au cours de la période précédant les CSub, pour la sélection des OP et le suivi de leurs activités.

Cette action a ensuite été complétée par l'élaboration participative de plans d'actions pour chaque OP retenue (100 OP) devant permettre à celles-ci de mieux définir leur situation actuelle et celle recherchée pour les deux années à venir. Cette activité, nouvelle pour la plupart des ONG bénéficiaires contractant et pour les OP bénéficiaires, a demandé de longues semaines de mise en œuvre. Plusieurs réunions de travail (ONG – PAIOSA) ont été nécessaires afin de s'entendre sur la méthodologie et de s'assurer qu'elle était réellement mise en œuvre sur le terrain par les équipes techniques des ONG en charge de la réalisation.

En ce qui concerne les organisations faïtières, seule une structure intéressante a été identifiée (Bugesera - faïtière maïs fédérant 8 Unions) et sera accompagnée avec le concours du projet PAORC (PAIOSA 3).

Les actions en faveur des systèmes d'information et de communication agricoles (par et pour les OP) avaient déjà dû être repoussées de 2016 à 2017 à cause de la restriction de la présence au Burundi de l'ATI S/E en charge, et suite au transfert de l'ATI S/E au poste de coordonnateur du programme. Suite aux restrictions budgétaires, l'activité a dû être abandonnée.

Il est par ailleurs utile de mentionner que le VDEVA (avant 2015) comportait une composante relative au renforcement des capacités des acteurs locaux qui, outre l'appui aux organisations des producteurs, considérait également le renforcement des DPAE, et l'amélioration de la coordination au niveau provincial. Concernant le renforcement des DPAE, les activités réalisées sont en rapport avec la formation du personnel, la construction/réhabilitation des infrastructures, l'équipement en matériel roulant et son fonctionnement, l'amélioration des moyens de communication (internet). Les abords et accès de la DPAE Kirundo ont été réhabilités en début 2015 (500 m³ de latérite et compactage, plus caniveaux). Des études pour l'extension des bureaux de la DPAE Rutana ont été exécutées et un marché a été lancé, mais celui-ci a ensuite été annulé suite aux décisions prises de suspension de certaines activités.

Par rapport à l'amélioration de la coordination, il s'agit de l'appui à l'organisation et la participation dans les réunions du Groupe Sectoriel Agriculture et Développement Rural (GSADR) qui étaient organisées chaque trimestre dans chaque province.

De 2013 à 2015, des Accords d'Exécution, incluant des « primes structurelles » dans le cadre de la contractualisation des agents, ont été signés avec les DPAE, pour des activités ayant trait à l'amélioration de leurs performances dans leurs rôles régaliens. Ces accords étaient annuels et incluaient également les moyens de fonctionnement de ces DPAE (entretien et carburant des motos et véhicules, fournitures de bureau...). Ces accords ont pris fin en octobre 2015, suite aux décisions politiques de la coopération belge.

R5 : Recherche agronomique

Sous résultats	Récapitulatif des principaux produits R5
Les programmes de recherche prioritaires du Plan	<ul style="list-style-type: none"> • Démarrage effectif des 5 programmes de recherche • Plans d'action annuels (PAA) 2014 et 2015 élaborés • Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA) mis

Directeur de la Recherche Agronomique (PDRA) sont mis en œuvre	<ul style="list-style-type: none"> en place (4 projets de recherche financés) • Carte des sols du Burundi numérisée • 7 bulletins agronomiques trimestriels produits • Fiches de vulgarisation et des publications scientifiques produites
La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée	<ul style="list-style-type: none"> • Manuel des procédures administratives et financières de l'ISABU produit (avec un chapitre sur la recherche contractuelle) • Stratégie de gestion et de développement des ressources humaines de l'ISABU avec mise en application du nouvel organigramme de l'ISABU (plus de 250 affectations / nominations) • Plan de formation du personnel 2015-2017 établi et adopté • Conception du réseau de communication par internet au siège et dans 4 stations, pose de la fibre optique vers 3 stations de recherche (Gisozi, Mahwa et Moso) • Cadastrage du domaine affecté à l'ISABU • Mise en place des Comités Régionaux de Gestion de la Recherche (CRGR) initié
Les semences de pré base des cultures vivrières produites par ISABU satisfont aux normes de qualité	<ul style="list-style-type: none"> • Réhabilitation du système d'irrigation à la station régionale de recherche du Moso • Equipement de 3 serres aéroponiques à la station régionale de recherche de Gisozi
Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées	<ul style="list-style-type: none"> • Manuel de qualité du laboratoire de chimie agricole élaboré • Personnel du laboratoire de chimie agricole formé • Membres du personnel de la bibliothèque formés, bibliothèque équipée • Achat des produits pour les laboratoires

Même si de nombreux résultats ont été produits sous PAIOSA 2, il est évident que la suspension des appuis institutionnels, et donc de la coopération avec l'ISABU, n'a pas permis de fournir totalement les outputs attendus.

Sur base du dispositif légal et réglementaire concernant la réorganisation de l'ISABU, l'appui du PAIOSA 2 a été essentiellement consacré à la mise en œuvre de la réforme visant l'adaptation du cadre organisationnel de l'institut (structures et procédures) aux exigences du PDRA, à savoir :

- la mise en application du nouvel organigramme de l'ISABU, notamment par une série de nominations et affectations : 4 cadres supérieurs, 80 chercheurs, 141 techniciens, 10 autres cadres et 23 agents administratifs redéployés ;
- le nouveau manuel de procédures de l'ISABU, mettant l'accent sur la mise en œuvre de la déconcentration et des aspects pratiques liées à cette forme de gestion ;
- les instruments de gestion et de développement des ressources humaines : stratégie, fiches de poste, tableau prévisionnel des effectifs, plan de redéploiement et de recrutement, plan général de formation selon l'approche des Parcours d'Acquisition des Compétences (PAC) ;

- un réseau de communication par internet entre le siège de l'institut et ses stations de recherche (via la fibre optique) pour faciliter l'accès à l'information scientifique et l'informatisation de la gestion déconcentrée (comptabilité etc.) ;
- le cadastrage du domaine affecté à l'ISABU (24 sites à Bujumbura et à l'intérieur du pays) ;
- un concept et des outils de valorisation du patrimoine de l'ISABU, suivant les principes de fonctionnement d'une entreprise privée, prévoyant l'introduction d'un logiciel intégré de gestion (inventaire, plans de maintenance, d'exploitation et d'investissement) – activité suspendue en cours d'exécution ;
- une stratégie et des mécanismes de fonctionnement permettant à l'ISABU d'acquérir et de gérer des moyens financiers de tiers complétant ses moyens d'actions ordinaires provenant de l'Etat, en particulier par la recherche contractuelle ;
- la réhabilitation ou construction d'infrastructures d'accueil pour les équipes affectées aux stations de recherche (raccordement aux réseaux d'électricité et d'eau – travaux réalisés ; maisons / gîtes, installations sanitaires, bureaux – investissement suspendu à l'étape de l'attribution du marché des travaux) ;
- l'appui à la mise en place d'un mécanisme de gestion concertée de la recherche – les Comités Régionaux de Gestion de la Recherche (CRGR), facilitant le rapprochement entre chercheurs et bénéficiaires de la recherche dans les différentes zones agro-écologiques du Burundi.

Un accent particulier a été mis sur le démarrage effectif des 5 programmes de recherche. Les activités réalisées sont l'élaboration du plan d'action annuel pour les nouveaux départements (techniques) de la recherche (DR) et des services d'appui à la recherche (DSAR). Concernant l'appui à la recherche par le Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA), 4 projets de recherche ont bénéficié d'un appui technique et financier. Plusieurs autres projets avaient déjà atteint un stade de préparation suffisante pour pouvoir être formalisés par des accords d'exécution, mais la décision relative à la suspension partielle du PAIOSA n'a plus permis d'y arriver et de démarrer les opérations y afférentes.

Un progrès important dans le cadre du développement des services de la recherche et de la production des semences a été l'installation et la mise en fonction de l'équipement aéroponique dans trois (3) serres prévues pour cet investissement à la SRR de Gisozi. Le système d'irrigation au niveau de la SRR du Moso à Bukemba a pu être réhabilité et est désormais fonctionnel. En plus de cette station, les bénéficiaires de cet investissement sont des groupes de producteurs voisins dépendant également de l'approvisionnement en eau par la rivière Musasa.

Des efforts, surtout matériels, en matière de capacité à produire des semences de base de qualité ont été déployés, mais certaines réalisations se sont heurtées à des obstacles en dehors du contrôle de la composante (problèmes décisionnels et de passation de marché, notamment). Il convient de noter que l'état actuel de développement des filières semencières ne serait pas en mesure d'absorber et valoriser des semences de base en grande quantité (sauf pomme de terre).

D'autres activités ont concerné la relance du Bulletin de la recherche agronomique au Burundi, avec la publication de 7 éditions trimestrielles, ainsi que la rédaction et publication d'articles scientifiques et de supports de vulgarisation.

L'étude architecturale pour la construction et l'équipement du laboratoire de chimie agricole a été finalisée (mais elle ne pourra pas être suivie par les travaux correspondants).

La carte des sols numérisée du Burundi a été réalisée (projet réalisé en coopération avec le Musée Royal d'Afrique Centrale à Tervuren).

2.2.4 Dans quelle mesure les outputs ont-ils contribué à l'atteinte de l'outcome ?

Toutes les interventions du PAIOSA contribuent à l'atteinte de ses outcomes, eux-mêmes organisés de manière cohérente pour l'obtention de son impact.

Les aménagements assurent l'accessibilité à l'eau pour les producteurs ce qui est une condition importante pour l'optimisation de la production. Les utilisateurs sont très satisfaits du déroulement des travaux et de l'infrastructure réhabilitée, et un développement de la riziculture peut être noté dans les zones aménagées. Les AUE se mettent en place selon une approche participative intéressante mais leur progrès est lent lié à la taille des marais/périmètres touchés et la diversité des situations entre propriétaires et locataires.

La production de riz selon le Système de Riziculture Intensive (SRI) demande des semences de bonne qualité, plus de main d'œuvre et un bon contrôle du niveau d'eau mais les résultats en termes de rendement sont impressionnants. Suite à leur participation dans les CEP, les producteurs maîtrisent de nouvelles techniques culturales et sont sensibilisés à l'utilisation de semences améliorées, de fumier et au compostage. L'adoption des méthodes culturales est inégale, mais elle s'observe aussi chez les producteurs avoisinants, signe que les méthodes sont jugées appropriées. Néanmoins, l'augmentation de la production chez les membres des CEP se heurte à une faible disponibilité et accessibilité des semences de qualité et des problèmes de stockage et commercialisation. L'appui aux semenciers ne permet qu'en partie de lever cette contrainte.

Les groupements de gestion forestiers, mis en place par le projet, atteindront probablement les outputs en tant que nombre d'arbres plantés et en termes de lutte antiérosive. La pertinence de ces investissements face aux enjeux majeurs de pression démographique croissante, d'érosion galopante et du déboisement aux alentours des aménagements n'est pas remise en question. Les effets environnementaux sont clairs et nets au niveau des collines reboisées, mais l'effet environnemental au niveau du bassin versant semble insuffisant pour protéger les investissements du PAIOSA. Ceci demanderait de toucher l'ensemble des collines avoisinantes des aménagements hydro-agricoles (ensemble des collines faisant partie du bassin versant), ce qui n'est pas envisageable à l'échelle du PAIOSA et nécessiterait un réel relais des actions entamées par les services compétents de l'Etat. Des efforts importants ont été faits pour

conscientiser les populations aux risques environnementaux, ce qui a certainement provoqué des changements de comportement.

Au stade actuel, il n'est pas encore garanti que les actions de structuration et de renforcement des capacités des OP permettent l'atteinte des outcomes en matière de création de revenus car 1) la structuration des OP et l'élaboration des plans d'action a pris plusieurs mois de retard, et 2) la dégradation du contexte économique, constante depuis la crise née de la période électorale, risque de masquer les résultats positifs obtenus / en voie d'obtention par le programme.

2.2.5 Appréciez les principaux facteurs d'influence. Quels ont été les enjeux majeurs rencontrés ? Comment l'intervention les a-t-elle pris en compte ?³

L'évolution récente de la situation politique et sécuritaire du pays reste le principal facteur d'influence. Il est explicité au point 1.1 « contexte ».

Malgré la suspension des appuis institutionnels, le maintien de la collaboration avec les instances du Ministère, notamment les DPAE au niveau des antennes, et l'implication des autorités locales, tant administratives que techniques, restent fondamentaux pour la réussite du programme. Leur rôle de portage, de coordination et de facilitation des interventions est ainsi un point clef pour la durabilité des actions. La suppression des Accords d'Exécution et des primes à la performance n'est pas de nature à faciliter cette mobilisation des partenaires étatiques. Pour les partenaires, un paradoxe subsiste bien souvent : si on leur demande une forte implication, pourquoi suspendre les appuis institutionnels aux structures étatiques ?

Dès le démarrage du programme, des faiblesses institutionnelles majeures ont été identifiées : motivation réduite du personnel en lien avec les conditions de faible rémunération, moyens matériels limités, outils méthodologiques peu disponibles, forte centralisation du processus de décision administrative... Avant 2015, le principal appui fourni aux DPAE concernait des contributions essentiellement matérielles qui étaient fortement appréciées par les bénéficiaires : contractualisation, investissement (véhicules, matériel informatique bureau, réhabilitation de bâtiments) et fonctionnement (carburant) ; il conditionnait directement la possibilité pour les DPAE concernées de pouvoir remplir leurs missions.

Dans le nouveau contexte post 2015, les équipes du programme ont réussi à conserver un niveau minimum de collaboration avec les instances du Ministère, les DPAE et les autorités locales. Mais cela nécessite la signature de contrats de prestation de services – avec le paiement des honoraires et frais de transport – pour assurer la participation des cadres techniques, particulièrement des DPAE (chef de service Formation / Vulgarisation, techniciens agronomes) dans les activités du PAIOSA sur terrain. Cette collaboration opérationnelle reste extrêmement fragile, alors qu'elle devrait être intensifiée afin de contribuer à l'accompagnement des producteurs dans la durée.

³ Ne mentionnez que les éléments non compris dans le point 1.1 (Contexte), le cas échéant.

2.2.6 Appréciez les résultats inattendus, tant positifs que négatifs

Pour le périmètre Imbo Nord : la commission provinciale de suivi de l'aménagement du périmètre irrigué mise en place par le Gouverneur de la province Cibitoke a fait (et continue à faire) un travail appréciable, notamment en relation avec l'expropriation des terrains objet de l'élargissement des canaux primaires, ce qui permet d'éviter jusqu'à présent des conflits majeurs et des situations de blocage des travaux.

Un défi important reste l'adhésion formelle de l'ensemble des propriétaires des parcelles aux différentes AUE. De cette adhésion massive dépendra la réussite de l'action. Elle sera en effet gage de responsabilisation des membres et permettra à la structure de collecter les fonds nécessaires (redevance eau) aux activités d'entretien et de maintenance dont elle a normalement la charge avec une participation active plus aisée des membres. La recherche d'un partenariat actif entre les différents acteurs concernés (AUE, communes et DPAE) au sein duquel chacun prend en main ses responsabilités est également un enjeu important en vue de la durabilité des actions entreprises et des infrastructures mises à disposition.

La participation des populations dans la gestion des ressources naturelles (eau et boisement) représente une innovation très importante pour le Burundi. L'approche CEP contribue largement au renforcement des compétences des producteurs et leur capacité de recherche paysanne. Cette stratégie « paysanne » devrait occuper une plus grande place dans la stratégie « Vulgarisation du MINAGRIE ». Les sessions répétitives et rencontres périodiques des membres CEP sur la parcelle d'étude permettent de constituer progressivement des agriculteurs organisés en groupements qui deviennent des groupes cibles faciles à atteindre avec d'autres messages de vulgarisation. Dans les groupes existants actuellement, une dynamique sociale se met aussi en place avec des activités parallèles à retombées socio-économiques (cotisation pour achat de petits bétails, de terrain, caisse d'épargne/crédit, etc...).

Le Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA) n'a suscité qu'un intérêt très limité de la part des chercheurs, de par la complexité des procédures de soumission et la faible attractivité des allocations financières.

L'élaboration et la signature des conventions de subsides ont été longues et fastidieuses. La sélection et l'installation des nouvelles équipes des bénéficiaires contractants sur terrain ont pris du temps. Des faiblesses opérationnelles et administratives, le manque d'encadrement des équipes terrain et l'instabilité de certains personnels des ONG concernées ralentissent la mise en œuvre des activités et nous contraignent à un accompagnement rapproché constant des partenaires, ce qui n'est pas toujours bien perçu. La faible mainmise du PAIOSA sur les activités mises en œuvre au travers des CSub fragilise l'atteinte des résultats si l'ONG n'est techniquement pas au niveau attendu. Le faible niveau de certaines ONG peut également frustrer les équipes techniques PAIOSA qui se sentent inefficaces tout en ayant les possibilités intrinsèques de faire mieux.

Malgré des procédures d'attribution très strictes et bien définies, celles-ci permettent difficilement d'apprécier les compétences techniques des organisations qui introduisent des propositions avec des approches qu'elles n'utilisent pas

habituellement. Puisque la plupart des ONG comptent engager de nouveaux cadres pour les besoins spécifiques des CSub, leur sélection ne peut s'opérer sur base de la qualité des ressources humaines qui seront mobilisées. De plus, les procédures ne font état d'aucuns moyens/outils disponibles pour sanctionner un défaut de mise en œuvre technique dans le cadre des CSub. Il est donc nécessaire de réfléchir à l'adaptation de l'outil CSub pour les pays où les partenaires locaux sont de faible qualité.

2.2.7 Appréciez l'intégration des thèmes transversaux dans la stratégie d'intervention

Genre

Selon les données de l'Enquête Agricole Nationale (ENAB), près de 23 % des ménages agricoles sont dirigés par des femmes. La femme est activement impliquée dans toutes les opérations culturales à savoir le labour, le semis, le sarclage, le transport, la conservation, la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Par contre, l'accès et le contrôle des bénéfices du secteur par la femme reste problématique.

Dans les activités concernant un encadrement rapproché des ménages, des activités d'échange d'expérience sont, de façon délibérée, exclusivement réservées aux femmes afin de permettre l'émergence du leadership féminin naturel, en dehors de toute influence masculine. De même, d'autres séances de renforcement des capacités spécifiques sont destinées à l'émancipation et les prises de pouvoir des femmes. A l'heure actuelle, la participation des femmes dans des postes de décision au sein des AUE et/ou des OP est encore faible et traduit les relations genre dans le milieu rural. Un regard particulier est posé quant au pouvoir de gestion des vivres et des revenus issus de l'exploitation familiale. Le programme cherche ainsi à promouvoir une prise de décision partagée entre les hommes et les femmes à ce sujet, notamment en organisant des formations où les bénéficiaires sont invités à venir en couple (sans exclure les personnes vivant seules) comme celles concernant le compte d'exploitation simplifié.

A l'issue de l'année 2017, on peut estimer que le programme a touché près de 45.800 bénéficiaires directs dont 31,5 % étaient de sexe féminin, dans l'ensemble des 18 communes d'intervention.

Environnement

La protection de l'environnement est au cœur du programme (lutte contre l'érosion, reboisement au niveau familial, foyers améliorés...) et reste une préoccupation primordiale pour toute action engagée. Les actions de protection de l'environnement sont orientées sur :

- La plantation des arbres forestiers et agro forestiers pour protéger les bassins versants et les infrastructures de production mises en place. Les reboisements forestiers entraîneront la réduction des effets dévastateurs des crues, la stabilisation et la modération du climat dont la régulation des pluies, la lutte contre la sécheresse ou des saisons sèches de longue durée. Ils contribueront de ce fait à l'atténuation des effets néfastes dus au changement climatique.

- La mise en place des courbes de niveau et la plantation des plantes fixatrices
- L'utilisation de sachets biodégradables ou de pots fabriqués localement en feuilles de bananiers pour le développement des plants en pépinières
- La réalisation des études d'impact environnemental avant la construction de grandes infrastructures et/ou l'aménagement des bassins versants par le programme
- La sensibilisation des acteurs locaux, y compris l'administration, sur les enjeux relatifs à la protection de l'environnement et ses effets sur le développement durable
- La promotion des foyers améliorés qui permettent la réduction d'environ 50 % de la consommation de bois de chauffage, ce qui permet également de diminuer de moitié le travail de collecte du bois, tâche quasi-systématiquement à la charge des femmes.

Emploi et entrepreneuriat des jeunes

Le secteur agricole est caractérisé par le sous-emploi et le chômage des jeunes notamment à cause du manque de terres cultivables dans les provinces et les collines du pays. Cette force de travail non employée constitue une grande opportunité pour le développement agricole et rural. D'autre part, les jeunes fuient les travaux agricoles en raison de la faiblesse de rentabilité réelle ou supposée de cette activité, probablement à cause de l'insuffisance de leurs connaissances des techniques agricoles (enseignement agricole déficient). Il en découle un exode rural des jeunes vers les villes à la recherche d'autres emplois et sources de revenus.

Le PAIOSA n'a pas spécifiquement une composante « jeune » comme tel. Cependant, il contribue indirectement à la promotion de l'emploi des jeunes en milieu rural par ses interventions dans les domaines suivants :

- Le PAIOSA accompagne des projets d'entrepreneuriat rural (outil FIF puis PEA/MIP), à la fois dans le domaine de la gestion d'entreprise et sur la maîtrise technique de l'activité. Une attention particulière est portée à la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes en milieu rural.
- Les CEP offrent une opportunité par excellence de traiter des questions d'égalité de sexe et d'emploi des jeunes ruraux au niveau des communautés locales.
- Les activités de sensibilisation contre les feux de brousse et en faveur de la protection de l'environnement ciblent notamment les jeunes, qui peuvent être acteurs de la déforestation en se procurant du bois de chauffage au niveau des foyers. Un quota minimum de 50 % de jeunes / femmes est imposé dans la constitution des Groupements de Gestion Forestiers.
- Le PAIOSA s'assure également que les conventions de subsides en cours portent une attention particulière pour que les femmes et les jeunes soient suffisamment représentés parmi les bénéficiaires des activités.
- L'emploi des jeunes et femmes désœuvrés (salaires) est privilégié lors de la production des plants, certaines opérations liées à la plantation et l'ouverture des pare feux et traçage des pistes.
- L'emploi des jeunes et femmes désœuvrés (salaires) est privilégié par le recours à la méthode HIMO dans la réalisation des travaux d'aménagements. Cette approche

visé à optimiser l'emploi de la main-d'œuvre locale et l'utilisation de matériaux locaux pour les travaux.

2.2.8 Dans quelle mesure le S/E, les activités de backstopping et/ou les audits ont-ils contribué à l'atteinte des résultats ? Comment les recommandations ont-elles été prises en considération ?

Vu l'ampleur du PAIOSA, une attention particulière et des ressources conséquentes ont été allouées au système de S/E :

- Une Cellule Planification et Suivi-Evaluation (CPSE) positionnée au sein de l'UAC, avec 2 personnels nationaux (un responsable et un adjoint) et un ATI (AT S/E VAIM à hauteur de 10% de son temps) jusqu'à mi 2015, avec un ATI responsable (jusqu'à fin 2016) et un ATN adjoint par la suite ;
- Une expertise perle confiée au bureau IRAM (88 h/j en 8 missions d'appui à la CPSE sur PAIOSA 1) ;
- Une étude baseline réalisée au démarrage de PAIOSA 2 (mission SOPEX + enquête de terrain en Q4-2012) et actualisée au démarrage de PAIOSA 3 (avril 2016) ;
- Deux enquêtes parcellaires exhaustives sur l'ensemble des sites à aménager ;
- La désignation de points focaux S/E dans chacun des volets du PAIOSA.

Le dispositif de suivi-évaluation a été construit au travers d'une démarche participative, associant la coordination, la CPSE et les équipes aux différentes phases, de manière à faciliter son appropriation. Cependant, en raison de la formulation ambitieuse du cadre logique⁴ et de la genèse particulière du PAIOSA issu de 6 projets distincts, quelques indicateurs d'output et d'outcome ont parfois été perçus comme éloignés des activités menées. La CPSE s'est approprié le dispositif et a élaboré différents outils (ligne de base, matrice de monitoring, dictionnaire des indicateurs, fiches de recueil décentralisé, BD Excel PAIOSA_Data pour la consolidation des données au niveau central, publication des indicateurs / valeurs cibles, tableau de bord,...), animé plusieurs ateliers et assuré la production des tableaux de bord et rapports.

Le système de S/E permet largement de suivre les résultats du programme. Il est bien maîtrisé par les antennes et partenaires. Les conventions de subsides incluent au moins les mêmes indicateurs que ceux du système PAIOSA. Le dispositif joue plutôt bien son rôle de redevabilité en participant activement à l'élaboration des rapports annuels du programme et en utilisant les informations liées aux indicateurs pour le pilotage du programme. La troisième dimension du S/E, l'apprentissage, est en cours : une première série de notes de capitalisation ont été élaborées et d'autres sont en cours de préparation.

Les évaluations à mi-parcours, les missions d'audit et de backstopping qui les accompagnaient, ont permis au PAIOSA de réagir au mieux et de façon relativement flexible aux évolutions des contextes politique et opérationnel pour l'atteinte des

⁴ L'évaluation à mi-parcours a souligné la conception particulière du cadre logique dans la relation causale et la formulation ambitieuse des objectifs, résultats et sous-résultats.

objectifs (voir chapitre 1.2). Le dispositif de S/E du PAIOSA a été révisé en 2016 en cohérence avec le cadre logique reformulé suite aux EMP PAIOSA 1 et 2.

3 Durabilité

Le programme s'inscrit dans un processus d'appui long terme et est actuellement prévu jusqu'en 2019 ; le PAIOSA 2 ne constituait qu'une phase de sa mise en œuvre. Il est dès lors prématuré à ce stade de parler de durabilité et de stratégie de sortie.

Ce chapitre ne sera donc pas développé outre mesure. Nous souhaitons néanmoins attirer l'attention sur les aspects suivants :

- Il peut paraître quelque peu utopique de parler de durabilité dans le contexte actuel d'horizon économique et politique/sécuritaire si restreint. Les réorganisations opérationnelle et organisationnelle initiées par le programme sont de nature à garantir une meilleure durabilité des bénéfices de l'intervention, mais celle-ci ne sera assurée qu'avec l'implication forte des autorités nationales et locales, tant administratives que techniques, dans leur rôle de coordination des interventions, ce qui n'est pas toujours acquis ou régulièrement remis en question. De ce point de vue, la suspension actuelle des appuis institutionnels aux structures étatiques est contraignante.
- Au niveau des provinces d'intervention, la durabilité des actions du PAIOSA passe également par l'appropriation de la part des bénéficiaires. Les actions d'ingénierie sociale, en particulier dans le domaine de l'aménagement des périmètres, des marais et des bassins versants concernés, ainsi que pour les autres infrastructures de production et de conservation des produits agricoles, doivent donc être réalisées. Le renforcement des compétences des organisations de la société civile (OP et ONG) constitue également une priorité pour garantir la durabilité des actions. Le report dans le temps de certains travaux (exemple aménagement des lots 4 et 5 du périmètre Imbo), consécutivement aux décisions de plafonnement budgétaire pour les années 2017 et 2018, réduit la durée possible d'accompagnement des bénéficiaires pour une gestion, une maintenance et une mise en valeur adéquate de ces investissements. Cette option de report nécessiterait logiquement une prolongation de la durée opérationnelle du programme de fin 2019 à au moins mi-2020, soit une prolongation de la Convention Spécifique de minimum 6 mois.
- Du point de vue des infrastructures hydro-agricoles, la durabilité des résultats reste liée au problème récurrent de prise en charge des gros travaux d'entretien dans les périmètres et marais aménagés. En effet, ces derniers ne pourront être pris en charge par les AUE et il est donc primordial pour la durabilité des investissements et de leur exploitation optimale que le MINAGRIE mette en place un « outil » financier / fonds d'entretien permettant de répondre à ce risque.
- Malgré une forte contribution actuelle des GGF dans les travaux de création, entretien et protection des boisements, l'absence de perspectives pour accéder à court ou moyen terme à un revenu en dehors des paiements directs par le PAIOSA/ONG limite fortement la durabilité de ces groupements :
 - Les boisements sont des boisements à caractère protecteur et non productif avec des espèces comme l'eucalyptus / callitris sur des sites de plantation dégradés et souvent rocheux

- Les perspectives de création de revenus sur base de l'exploitation des boisements à court terme sont limitées parce qu'il faut environ 7 ans avant la coupe des nouveaux boisements
- Les études faites par le programme dans le Moso montrent qu'étant donné que la plupart des travaux sont pris en charge par les GGF, ces derniers devaient recevoir la plus grande partie des revenus pour assurer une rentrée suffisamment intéressante aux membres (80% des recettes).

L'implication des populations riveraines dans la gestion des boisements à travers les accords tripartites GGF / Office Burundais pour la Protection de l'Environnement (OBPE) / communes sera durable à condition d'opérer une meilleure répartition des dividendes issues des futures recettes du bois. Il n'est pas garanti que les autorités communales acceptent et/ou respectent ce partage.

4 Enseignements

4.1 Enseignements tirés

Enseignements tirés	Public cible
Dans le cadre de la contractualisation testée jusqu'en 2015, beaucoup d'AE ont abouti à des résultats, mais la satisfaction des partenaires (en termes de motivation) est restée insuffisante (selon enquête qualitative « contractualisation »). L'appui aux DPAE s'est également fortement orienté vers des appuis matériels, or il est nécessaire d'investir du temps (et pas nécessairement de l'argent) dans des appuis immatériels.	Intervention, Enabel
On constate un manque de motivation et un faible leadership de la part des partenaires déconcentrés (DPAE), suite à la suspension des primes structurelles. Le PAIOSA doit pouvoir continuer à collaborer avec ses partenaires dans de bonnes conditions, et poursuivre la formation des services DPAE.	Antennes
En province, une bonne collaboration / communication avec le partenaire, les autorités provinciales et communales, les autres intervenants est essentielle.	UAC, antennes
Il est nécessaire de développer un plus grand professionnalisme dans la gestion des infrastructures et d'adapter les projets d'infrastructures aux capacités des usagers et des entreprises (coût bénéfice de l'investissement et ingénierie sociale)	UAC, Pool Infra, OP
Il est essentiel de définir une stratégie de prise en charge des coûts liés aux gros travaux de maintenance et entretien des aménagements hydro-agricoles	MINAGRIE, concertation partenaires
La DGR ne dispose pas d'expériences techniques suffisantes en matière de SIG et ne dispose pas du matériel informatique adapté. Elle aura beaucoup de difficultés à assumer ses tâches d'administration, de mise à jour et de valorisation du SIG relatif aux marais, plaines et bas-fonds (atlas des marais).	MINAGRIE, DGR, DPAE
Les feux de brousse sont un problème majeur, contre lesquels la lutte est très difficile. Il faut mieux comprendre les raisons de ce problème afin de tenter d'apporter des solutions adaptées (en évitant la seule et inefficace répression). Une plus grande sensibilisation des jeunes est également nécessaire.	Antennes, ONG partenaires, administration communales
L'activité CEP rencontre un franc succès et des résultats tangibles. Il faut envisager de poursuivre et intensifier l'activité CEP, mais aussi d'assurer un réel relais des actions entamées par les services compétents de l'Etat.	UAC, antennes et pool Agri, MINAGRIE
Le manque de main d'œuvre qualifiée au sein des OP pour l'utilisation et la maintenance des équipements reçus dans le cadre du FIF a engendré une mauvaise utilisation et l'apparition rapide de pannes. Pour la suite, nous préconisons une formation en utilisation et maintenance en équipements avant ou au moment de la réception (possibilités de synergie avec le projet ACFT)	PAIOSA, Bénéficiaires
Les projets FIF étaient trop diversifiés et ne contribuaient pas nécessairement à atteindre les objectifs spécifiques du programme : l'outil a été revu pour orienter davantage les requêtes vers des objectifs généraux ciblés et améliorer la qualité et l'accompagnement des projets retenus.	Pool Agri

Enseignements tirés	Public cible
La faible mainmise du PAIOSA sur les activités mises en œuvre au travers des CSub fragilise l'atteinte des résultats si l'ONG n'est techniquement pas au niveau attendu. Le faible niveau de certaines ONG peut également frustrer les équipes techniques PAIOSA qui se sentent inefficaces tout en ayant les possibilités intrinsèques de faire mieux.	Enabel
Il n'y a pas de moyens/outils disponibles pour sanctionner un défaut de mise en œuvre technique dans le cadre des CSub	Enabel
Les appuis aux organisations de producteurs sont réalisés de manière dispersée en fonction des opportunités et essentiellement orientée sur le niveau de base – nécessité de développer une approche plus orientée sur les besoins d'appuis spécifiques des différents maillons des filières	Pool Gouv, pool Agri
Commercialisation / écoulement : mieux appréhender la perception par les producteurs du facteur « qualité » afin de mieux cibler les actions à mener pour une amélioration de la commercialisation / écoulement des produits agricoles	Pool Agri
La sous-exploitation des infrastructures de stockage (moins de 50% de leurs capacités) s'explique par une mauvaise localisation, une mauvaise gestion et/ou un mauvais dimensionnement. Il faut donc avant d'accepter une demande (privé, autorité locale) entreprendre une étude d'opportunité et localisation.	UAC, pool Agri
Les activités prioritaires dans la recherche développement doivent être identifiées avec les bénéficiaires (échanges entre chercheurs et producteurs)	UAC, antennes, ISABU
L'absence de remise-reprise des activités du volet semences a considérablement freiné le programme dans la mise en œuvre des actions dans ce domaine, et est contraignante pour le résultat attendu d'augmentation potentielle de la production dans les antennes.	Représentation, UAC
Malgré les nombreux lacs et marais, la région de Bugesera connaît des menaces récurrentes de sécheresse (aléas climatiques) surtout pour les communes de Busoni et Bugabira. Ce qui fait que les groupements CEP/OP de la zone concernée connaissent des pertes ou n'atteignent pas les résultats escomptés. Des parcours techniques plus adaptés doivent être définis.	MINAGRIE, UAC, antennes, partenaires locaux
Les bénéfices d'un travail de planification correcte sont annihilés par des décisions peu cohérentes de plafonnement budgétaire. La communication de telles décisions et instructions en cours d'année n'incitent pas à une planification correcte.	Enabel

4.2 Recommandations

Recommandations	Source	Public cible
Pour la suite de la mise en œuvre de PAIOSA 3		
L'action du programme seule ne pourra pas garantir une prise en charge efficace des activités de maintenance des infrastructures hydroagricoles. Il est nécessaire d'appuyer le cadre général réglementaire dans lequel s'inscrivent toutes les interventions pour la maintenance des aménagements. Le rôle des associations d'usagers et du Ministère doit clairement ressortir en dégageant les responsabilités mutuelles des acteurs en jeu sur la base de la feuille de route préparée dans le cadre de l'atlas des marais. Une implication des acteurs comme les communes et les DPAE est à développer pour la sensibilisation ou la sanction des exploitants récidivistes.	2.2.3	Pool Infra, antennes, DPAE, Administrations
Il est nécessaire de relancer les DAO pour l'aménagement des lots 4 et 5 du périmètre Imbo Nord et prévoir des critères d'attribution pour s'assurer d'avoir une entreprise capable d'achever l'exécution des travaux dans les délais.	2.2.3	Pool Infra, Marchés Publics, Enabel
L'implication des populations riveraines dans la gestion des boisements à travers les accords tripartites GGF, OBPE et communes sera durable à condition d'opérer une meilleure répartition des dividendes issues des futures recettes du bois.	Chap 3	PAIOSA, OBPE
Intégrer la notion de gestion, maintien ou restauration de la fertilité des sols dans les CEP et les EFI (incitation de l'installation de fosses à compost supplémentaires via la distribution de petit bétail pour l'apport de la matière organique nécessaire)	2.2.4	Pool Agri, ONG bénéficiaires contractant des CSub, Antennes
Axer les activités à mener en faveur des OP sur l'amélioration des services rendus (stockage, activités groupées, warrantage) aux membres.	2.2.2	ONG bénéficiaires contractant des CSub
Développer les dispositifs d'information et de communication agricoles par et pour les OP et producteurs de base	2.2.3	Pool Gouv, antennes, avec appui CPSE
Réfléchir à l'adaptation de l'outil CSub pour les pays où les partenaires locaux sont de faible qualité	2.2.6	Enabel
La planification actuelle du PAIOSA 3 vise à maintenir la cohérence technique du programme et autant que possible les résultats en fin de projet, tout en contribuant au respect du plafonnement général des dépenses de la coopération gouvernementale. Pour ce faire, la priorisation a été revue et un étalement des dépenses et activités est proposé comme seule solution face à ces différentes contraintes. Cette stratégie implique néanmoins une prolongation de la durée opérationnelle du programme de fin 2019 à au moins mi-2020, soit une prolongation de la Convention Spécifique de minimum 6 mois. Cet étalement est nécessaire afin de maintenir un peu plus longtemps une capacité opérationnelle pour parachever les infrastructures et accompagner suffisamment l'organisation des producteurs pour la rentabilisation et la maintenance des outils de production.	2.2.3 Chap 3	Enabel

Recommandations	Source	Public cible
Compte tenu de la récurrence des sécheresses dans la région nord du Bugesera, mettre l'accent sur la petite irrigation et la bonne gestion de l'eau dans le cadre des MIP.	4.1	UAC, antenne Bugesera
Pour une éventuelle reprise des appuis institutionnels		
Dès que les conditions politiques le permettent, reprendre la coopération avec l'ISABU, suivant la conception initiale du PAIOSA, en tenant compte du rôle important de la recherche agronomique pour le développement du secteur de l'agriculture et de l'élevage au Burundi	2.2.2	Enabel
S'il doit être poursuivi, conduire une évaluation du système de contractualisation, de son incidence sur la motivation réelle des agents et sur les possibilités / nécessités de sa pérennisation	2.2.5	Enabel
Prioriser l'appui pour le développement d'une centrale d'informations agricoles (en principe au sein du MINAGRIE) avec le développement des bases de données et des systèmes d'informations, notamment les outils cartographiques / SIG géo référencé.	2.2.3	Enabel
Capitalisation		
Capitaliser l'approche CEP mise en œuvre par le PAIOSA	2.2.3	Pool Agri
Documenter et capitaliser le processus de la macro propagation afin de déterminer les modalités de conduite de la troisième série de production avec un caractère beaucoup plus productif que formatif et avec un engagement ferme et individuel de produire le maximum	2.2.3	Pool Agri, Antennes
Mener un atelier bilan de la première année de mise en œuvre des CSub	2.2.6	UAC, pools techniques, ONG bénéficiaires contractant des CSub

PARTIE 2 : Synthèse du monitoring (opérationnel)

1 Suivi des décisions prises par la SMCL

Les SMCL concernent tant PAIOSA 1 que PAIOSA 2. Ne sont reprises ci-dessous que les principales décisions intéressant PAIOSA 2.

1. SMCL du 20 juin 2012

- Validation du planning 2012 actualisé
- Validation des propositions organisationnelles : organigramme, organisation fonctionnelle VDEVA, plan d'action finances rurales, marchés VRECH, ancrage institutionnel VSEM dans ONCCS, recrutement AT perlé GR, propositions liées au démarrage antenne BUGESERA, à la transition avec APV RUYIGI, PADAP Cibitoke et PAIOSA
- Contractualisation à la performance : le passage à la phase 4 n'a pas donné lieu à des contrats avec DGMVA, DGA, et DGPAE en raison de la non-réception du plan 2013 qui devait servir de support à l'élaboration du contrat

2. SMCL du 30 octobre 2012

- Approbation du dictionnaire des indicateurs objectivement vérifiables du PAIOSA qui feront l'objet de l'établissement de la baseline.

3. SMCL du 12 février 2013

- Validation du planning 2013 et du rapport 2012
- Validation des modalités de migration du PADAP Cibitoke vers le statut d'antenne PAIOSA IMBO
- Validation du manuel de fonctionnement du programme
- Validation des propositions de recrutements d'experts internationaux GR et ingénierie social ainsi que de la prolongation de l'expert international en suivi-évaluation
- Mise en place d'une taskforce Contractualisation sous pilotage DRH pour une meilleure institutionnalisation des systèmes de contractualisation à la performance au sein du MINAGRIE avec l'objectif d'une gestion du système de contractualisation par le MINAGRIE d'ici le mois de mai 2013.
- Taxation contractualisation – dès mai 2013, les paiements de primes de performances aux agents MINAGRIE devront faire l'objet de paiements de taxes par le MINAGRIE à travers le fonds de contrepartie (le taux sera défini en avril compte tenu des résultats des négociations OBR-MINAGRIE)
- Evaluation du système de contractualisation à la performance devra prendre place avant fin 2013. L'élaboration des TDR et processus de mobilisation de l'expertise y nécessaire devront être programmés en conséquence.
- Mise en place d'un groupe de haut niveau pour l'accompagnement de la concertation avec les orpailleurs dans l'IMBO en vue d'assurer la protection nécessaire des aménagements et ouvrages prévus.

4. SMCL du 03 juillet 2013

- Validation des TDR de la mission de formulation de PAIOSA 3
- Validation de la proposition d'ajustement de l'organisation du VDEVA (dont restructuration de l'organigramme)
- Amendement du ROI SMCL

- Mise en place d'une taskforce Contractualisation sous pilotage SP pour une meilleure institutionnalisation des systèmes de contractualisation à la performance au sein du MINAGRIE avec l'objectif d'une gestion du système de contractualisation par le MINAGRIE d'ici le 15 août 2013.
- Mobilisation de moyens sur budget du gouvernement du Burundi pour les frais de fonctionnement de l'ONCCS, la maintenance des infrastructures de l'ISABU et la pérennisation de l'enquête agricole.

5. SMCL du 05 décembre 2013

- En matière d'infrastructures, suivi rapproché par l'UAC des marchés à risques en termes de volumes financiers et de qualité (études et travaux Imbo et Moso).
- Gestion des priorités par concentration du VAIM et VRECH sur des gros dossiers prioritaires en améliorant l'accompagnement continu des porteurs de dossiers au sein des institutions.
- Mobilisation d'un ATN recherche pour l'accompagnement des équipes de recherche dans la préparation des initiatives FOCRA.
- Suivi par UAC de la finalisation méthodologique CEP et BV avant fin Q1 et services agribusiness avant fin Q2.
- Suivi rapproché par l'UAC de la mise en œuvre du plan de l'antenne Bugesera et pôles
- Approbation de rééquilibrage budgétaire pour des transferts internes au sein des volets VDEVA Imbo.
- Approbation du planning EMP 2014.

6. SMCL du 28 janvier 2014

- Validation du planning 2014 et du rapport 2013
- Validation des TDR pour l'évaluation mi-parcours des appuis institutionnels
- Validation du calendrier des étapes pour l'aboutissement d'un partenariat de cofinancement des Pays-Bas au développement de la Recherche Action Participative (RAP). Signature de l'Accord de Financement prévue fin juin 2014.
- Dans le cadre des travaux d'aménagements hydroagricoles de l'antenne Imbo, il est demandé au MINAGRIE de s'assurer de la formalisation des accords pour la disponibilité des terrains par les exploitants et de mettre en place un système d'alarme dans les délais courts lorsque la situation ne respecte pas les engagements formels.

7. SMCL du 4 juin 2014

- En ce qui concerne l'harmonisation des pratiques d'incitation financière par le MINAGRIE (feuille de route) sur l'institutionnalisation de la contractualisation, la CTB facilite la concertation entre les bailleurs UE et SNU autour d'un code de conduite en matière d'harmonisation des « primes » (étude en cours sous pilotage UE Burundi) + proposition des TDR Evaluation et Capitalisation contractualisation à la Performance sous pilotage Min Fonction publique.
- Ordonnance ministérielle pour la réorganisation de l'ISABU a été signée. Celle relative à l'ONCCS est toujours en attente mais le SP MINAGRIE a informé la SMCL qu'il y a un suivi et que « bientôt » cette ordonnance pourrait être signée.
- (Non-)Signature PAIOSA 3 : prioriser sur PAIOSA 1&2 certaines activités initialement prévues sur PAIOSA 3 : travaux d'aménagements des périmètres irrigués IMBO, démarrage des appuis à la Direction du Génie Rural, et démarrage des Champs Ecole Paysans. Il sera décidé quelles activités de PAIOSA 1&2 sont à annuler. Entretemps, un réaménagement budgétaire avec mobilisation de la réserve a été approuvé en SMCL administrative de novembre 2014 pour assurer la mise en place des équipes jusqu' en 2015 et jusqu' à fin 2016 pour l'UAC sur le budget PAIOSA 1&2.
- Approbation d'un avenant au DTF concernant le transfert du reliquat budgétaire d'un montant de 474.939,15 € du PAI-ISABU au PAIOSA 2.

8. SMCL du 9 décembre 2014

- Décision de suspension du marché de travaux aménagement P2/P4 de Nyamabuye (et la partie du marché de services ayant trait au suivi-contrôle des travaux) à cause du dossier ERB. Entretemps, le MINAGRIE poursuivra les échanges avec les autorités locales et les autorités des MP pour chercher une voie de clôture du dossier ERB.
- Les fonds planifiés sur PAIOSA 1&2 pour la réalisation travaux aménagement marais Nyamabuye (env. 550.000 € + cout du suivi-contrôle) seront en priorité affectés sur d'autres dossiers VDEVA dont les dossiers DAO sont prêts mais pour lesquels le financement était planifié sur la tranche 3 du PAIOSA :
 - Atlas des Marais (SIG + Manuel Maitrise d'Ouvrage)
 - Champs écoles Paysans
 - travaux d'aménagements des périmètres irrigués Imbo
- La SMCL approuve les TDR sur l'évaluation et la capitalisation de la contractualisation à la performance dans le secteur de l'Agriculture et de la Santé Optimiser organisation interne du PAIOSA (cofinancement PAIOSA – PAISS)
- Arrêt investissements Bugesera : les lancements des MP infra doivent permettre des constructions finalisées en Q3 2015 (centres de collecte / débarcadères / pistes / 5 magasins) ; il a été jugé plus prudent d'annuler les procédures qui ne permettent pas ces délais.
- Approbation du scénario pour la formulation d'un projet « informations agricoles » en coopération déléguée de l'UE à PAIOSA CTB

En 2015, les SMCL ont été suspendues à cause du contexte politique du pays et des décisions conséquentes du Gouvernement Belge, et remplacées par le Comité de Concertation Technique (CCT) et le Comité de Validation Interne (CVI), dont les réunions ont été les suivantes :

Déc 2015 : Avis technique sur la restructuration du Cadre Logique du PAIOSA

Jan 2016 : Approbation du nouveau Cadre Logique du PAIOSA 2 et 3

Juin 2016 : Approbation du lancement des appels à proposition pour 3 conventions de subsides et approbation de la convention par octroi direct avec Caritas au Moso

Oct 2016 : Validation des budgets PAIOSA 2 et 3 et du rapport baseline

Nov 2016 : Validation modification budgétaire, période de mise en œuvre et conventions subsides non prévues au DTF Paiosa 2 et 3

Avr 2017 : Demande à l'administration et aux DPAE de s'impliquer dans la gestion des équipements fournis dans le cadre du FIF + demande de propositions pour améliorer les synergies et harmoniser les approches.

2 Dépenses

EXECUTION BUDGETAIRE au 31 mars 2018 (rapport financier provisoire)

				Budget (€)	Total dépenses (€)	Engagements 04/2018 (€)	Solde (€)
A	0	0	IMBO – ACTIVITES	1.953.165	1.735.032	-	218.133
A	1	0	Périmètres irrigués	1.306.665	1.087.076		219.589
A	2	0	Associations des usagers de l'eau	200.000	193.441		6.559
A	3	0	Développement mécanismes de planification, gestion	-	-	-	-
A	4	0	Ouvrages protection lutte antiérosive bassins versants	57.000	25.820		31.180
A	5	0	Mise en place dispositifs gestion aménagements bassins	23.000	12.135		10.865
A	6	0	Sensibilisation de la protection de l'environnement	23.000	55.596		-32.596
A	7	0	Amélioration techniques de productions agricoles (CEP)	240.000	244.067		-4.067
A	8	0	Amélioration disponibilités accessibilité des intrants	40.000	61.626		-21.626
A	9	0	Recherche participative pour l'identification/diffusion d'innovations techniques	1.000	-		1.000
A	10	0	Capacités des opérateurs économiques dans les chaînes de valeurs	53.500	53.874		-374
A	11	0	Accès physique et économique aux marchés	9.000	1.398	-	7.602
B	0	0	IMBO – CAPACITES DES ORGANISATIONS NON ETATIQUES	42.500	40.840	-	1.660
B	1	0	Les capacités organisationnelles des OP sont renforcées	42.500	40.840	-	1.660
C	0	0	IMBO – FRAIS GENERAUX	210.170	195.696	-	14.474
C	1	0	Ressources humaines	143.470	140.632	-	2.838
C	2	0	Investissements	2.000	832	-	1.168
C	3	0	Frais de fonctionnement	64.700	54.232	-	10.468
D	0	0	MOSO – ACTIVITES	2.919.500	2.407.509	41.878	470.113
D	1	0	Périmètres irrigués	1.820.000	1.473.572	41.878	304.550
D	2	0	Associations des usagers de l'eau	72.500	55.566		16.934

				Budget (€)	Total dépenses (€)	Engagements 04/2018 (€)	Solde (€)
D	3	0	Développement mécanismes de planification, gestion	-	422		-422
D	4	0	Ouvrages protection lutte antiérosive bassins versants	209.000	185.736		23.264
D	5	0	Mise en place dispositifs gestion aménagements bassins	33.000	27.302		5.698
D	6	0	Sensibilisation de la protection de l'environnement	22.000	26.980		-4.980
D	7	0	Amélioration techniques de productions agricoles (CEP)	631.000	468.072		162.928
D	8	0	Amélioration disponibilités accessibilité des intrants	50.000	102.865	-	-52.865
D	9	0	Recherche participative pour l'identification/diffusion d'innovations techniques	1.000	-	-	1.000
D	10	0	Capacités des opérateurs économiques dans les chaînes de valeurs	38.000	37.048	-	952
D	11	0	Accès physique et économique aux marchés	43.000	29.946	-	13.054
E	0	0	MOSO – CAPACITES DES ORGANISATIONS NON ETATIQUES	84.250	81.274	-	2.976
E	1	0	Les capacités organisationnelles des OP sont renforcées	84.250	81.274	-	2.976
F	0	0	MOSO – FRAIS GENERAUX	224.190	218.518	-	5.672
F	1	0	Ressources humaines	149.800	143.901	-	5.899
F	2	0	Investissements	16.090	9.347	-	6.743
F	3	0	Frais de fonctionnement	58.300	65.270	-	-6.970
G	0	0	BUGESERA - ACTIVITES	272.700	274.650	-	-1.950
G	1	0	Amélioration techniques de productions agricoles (CEP)	228.000	227.425	-	575
G	2	0	Amélioration disponibilités accessibilité des intrants	1.000	2.016		-1.016
G	3	0	Capacités des opérateurs économiques dans les chaînes de valeurs	35.000	43.461	-	-8.461
G	4	0	Accès physique et économique aux marchés	8.700	1.749	-	6.951
H	0	0	BUGESERA – CAPACITES DES ORGANISATIONS NON ETATIQUES	47.000	40.606	-	6.394
H	1	0	Les capacités organisationnelles des OP sont renforcées	47.000	40.606	-	6.394
I	0	0	BUGESERA – FRAIS GENERAUX	217.390	211.121	-	6.269
I	1	0	Ressources humaines	154.890	134.332	-	20.558
I	2	0	Investissements	-	-	-	-

				Budget (€)	Total dépenses (€)	Engagements 04/2018 (€)	Solde (€)
I	3	0	Frais de fonctionnement	62.500	76.790	-	-14.290
J	0	0	POOL INFRASTRUCTURE – ACTIVITES	591.500	616.618	-	-25.118
J	1	0	Mécanismes de planification/gestion/maintenance des infrastructures	585.000	613.636		-28.636
J	2	0	Interventions de sensibilisation de la protection de l'environnement	5.000	-		5.000
J	3	0	Accès physique et économique aux marchés	1.500	2.982		-1.482
K	0	0	POOL INFRASTRUCTURE – FRAIS GENERAUX	405.220	387.846	-	17.374
K	1	0	Ressources humaines	394.220	387.457		6.763
K	2	0	Investissements	4.000	-		4.000
K	3	0	Frais de fonctionnement	7.000	389		6.611
L	0	0	POOL AGRICULTURE – ACTIVITES	43.200	38.163	-	5.037
L	1	0	Techniques de productions améliorées	-	-		-
L	2	0	Disponibilité et accessibilité des intrants	3.100	8.475		-5.375
L	3	0	Systèmes de recherche participative	100	97		3
L	4	0	Capacités des opérateurs privés dans les chaînes de valeur	-	-		-
L	5	0	Accès physique et économique aux marchés	40.000	29.590		10.410
M	0	0	POOL AGRICULTURE – FRAIS GENERAUX	489.096	464.211	-	24.885
M	1	0	Ressources humaines	482.096	458.745		23.351
M	2	0	Investissements	-	258		-258
M	3	0	Frais de fonctionnement	7.000	5.209		1.791
N	0	0	POOL GOUVERNANCE – ACTIVITES	-	1.354	-	-1.354
N	1	0	Capacités opérationnelles des OP renforcées	-	1.354		-1.354
N	2	0	Concertation et coordination des OP avec les autres acteurs	-	-		-
O	0	0	POOL GOUVERNANCE – FRAIS GENERAUX	242.520	223.521	-	18.999
O	1	0	Ressources humaines	231.520	218.711		12.809
O	2	0	Investissements	4.000	328		3.672

				Budget (€)	Total dépenses (€)	Engagements 04/2018 (€)	Solde (€)
O	3	0	Frais de fonctionnement	7.000	4.483		2.517
P	0	0	CPSE SUIVI EVALUATION INTEGRATION SIG ET CAPITALISATION	500	31.703	-	-31.203
P	1	0	Systemes d'information et de communication agricoles	-	25		-25
P	2	0	Transversal : Suivi, évaluation, intégration SIG et capitalisation	500	31.678		-31.178
Q	0	0	CAPACITES DU MINAGRIE A ASSUMER SES MISSIONS (suspendu en 2015)	823.361	73.487		749.874
R	0	0	RECHERCHE AGRONOMIQUE (suspendu en 2015)	689.606	249.625		439.981
X	0	0	DEPENSES PAIOSA 2 SUIVANT ANCIEN CADRE LOGIQUE	12.485.231	12.485.231	-	-
Z	0	0	MOYENS GENERAUX	1.733.840	1.649.524	-	84.316
			TOTAL	23.474.939	21.426.531	41.878	2.006.530

3 Taux de décaissement de l'intervention

Source de financement	Budget cumulé (en €)	Dépenses réelles cumulées (en €)	Taux de déboursement cumulé	Commentaires et remarques
Contribution directe belge	23.474.940	21.426.531	91,3 % hors fonds gelés = 99,8 %	Situation au 31/03/2018 Fonds gelés = 2.000.000 €
Contribution du pays partenaire	1.000.000	N/D	N/D	
Autre source	NEANT	NEANT	NEANT	

4 Personnel de l'intervention

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
1. Personnel national mis à disposition par le pays partenaire : GIKOTA Vénuste MANYANGE Herménégilde, Point focal MINAGRIE	H H	12/09/2011 – 31/12/2016 2017 sur fonds de la contrepartie
2. Personnel d'appui / ATN, recruté localement par la CTB (imputé sur PAIOSA 2 au 1^{er} décembre 2016 ou avant pour les antennes) : BARANKIRIZA Rédempteur BAZIGE Josi Pascal BIGIRIMANA Dismas BIRARONDERWA Christella BIZINDAVYI Emile BIZOZA Bernard CISHAHAYO Crescence CISHAHAYO Ernest GAHUNGO Arthur GIKOTA Vénuste HABARUGIRA Ringo HAKIZIMANA Didace HAKIZIMANA Egide HAKIZIMANA Jules ITANGISHAKA Virginie KAMARIZA Chantal	H H H F H H H F H H H H H H H H H H H F F	2/11/2012 - 2016 1/09/2011 - Transféré PAIOSA 3 (05/07/2017) 01/05/2012 - Transféré PAIOSA 3 24/02/2014 - Transféré PAIOSA 3 29/08/2016 - Transféré PAIOSA 3 10/06/2013 - Transféré PAIOSA 3 3/05/2010 - Transféré PAIOSA 3 16/06/2016 - Transféré PAIOSA 3 19/06/2017 - Transféré PAIOSA 3 01/01/2017 - Transféré PAIOSA 3 1/09/2011 - Transféré PAIOSA 3 02/11/2012 - Transféré PAIOSA 3 2/11/2011 – 15/12/2017 16/04/2012 - Transféré PAIOSA 3 9/04/2012 - Transféré PAIOSA 3 24/02/2014 – 30/11/2016

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
KANA Fabrice	H	29/08/2016 - Transféré PAIOSA 3
KANKINDI Godelieve	H	20/03/2017 - Transféré PAIOSA 3
KAZE Christelle	F	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3 (15/01/2018)
KAZE Daniella	F	15/08/2014 – 30/11/2016
KAZINGO Stany	H	10/03/2014 - Transféré PAIOSA 3
MANIRAHU Grâce	F	17/10/2011 - Transféré PAIOSA 3
MANIRAKIZA Eric	H	10/10/2014 - Transféré PAIOSA 3
MATEZO Faustin	H	02/07/2016 - Transféré PAIOSA 3
MAYUBA Prosper	H	05/09/2016 - Transféré PAIOSA 3
MFURANZIMA Aimable	H	23/07/2014 - Transféré PAIOSA 3
MPFUBUSA Aloys	H	1/04/2012 - Transféré PAIOSA 3
MUGABARAHEBA Jean Nicolas	H	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 3
MUHINKWENYERE Sandrine	F	05/12/2016 – 30/11/2016
MUNYONGA Vedaste	H	19/06/2016 - Transféré PAIOSA 3
MURERE André	H	01/05/2016 - Transféré PAIOSA 3
MUTONI Yves	H	1/09/2011 - Transféré PAIOSA 3
MUZAKARE Ella Joëlla	F	01/08/2013 - Transféré PAIOSA 3
NAHIMANA Denise	F	14/05/2012 - Transféré PAIOSA 3
NARUKOKERWA Jessica	F	2/11/2011 - Transféré PAIOSA 3 (16/03/2018)
NDABOROHEYE Libérat	H	7/01/2013 - Transféré PAIOSA 3
NDAGANO Cécile	F	1/09/2011 - Transféré PAIOSA 3
NDAMAMA Roger	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3
NDAYIKENGURUKIYE Freddy	H	10/03/2014 - Transféré PAIOSA 3
NDAYISABA Adèle	F	01/08/2013 - Transféré PAIOSA 3
NDAYISHIMIYE Patrick	H	10/12/2012 - Transféré PAIOSA 3
NDAYIZEYE Jeanine (ATN CEP)	F	15/06/2016 - Transféré PAIOSA 3
NDAYIZEYE Jeanine (planton)	F	15/09/2014 - Transféré PAIOSA 3
NDEREYIMANA André	H	2/11/2011 - Transféré PAIOSA 3 (02/02/2018)
NDIHOKUBWAYO Déo	H	01/08/2013 - Transféré PAIOSA 3
NDIHOKUBWAYO Jean Bosco	H	20/06/2016 - Transféré PAIOSA 3
NDIKUBWAYO Ernest	H	22/07/2014 - Transféré PAIOSA 3
NDUWIMANA Richard	H	1/04/2012 - Transféré PAIOSA 3

Personnel (titre et nom)	Genre (H/F)	Durée de recrutement (dates début et fin)
NGOGA Maurice	H	2/01/2013 - Transféré PAIOSA 3
NIBASHIKIRE Cariton	H	02/07/2016 - Transféré PAIOSA 3
NIBITURONSA Eraste	H	25/04/2012 - Transféré PAIOSA 3
NIYONGABO Léonidas	H	2/11/2011 - 31/10/2016
NIYONGABO Ménard	H	29/10/2012 - Transféré PAIOSA 3
NIYONGERE Jacqueline	F	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3
NIYONKURU Théopiste	F	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 3
NIYONZIMA Etienne	H	2/05/2012 – 31/08/2017
NIZIGIYIMANA Didace	H	01/01/2017 – Transféré PAIOSA 3
NKUNZI Elvis	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3
NKURUNZIZA Déo	H	1/04/2012 - Transféré PAIOSA 3
NKURUNZIZA René Cyprien	H	01/10/2016 - Transféré PAIOSA 3
NSABIMANA Désiré	H	01/05/2016 - Transféré PAIOSA 3
NSENGIYMAVA Diane	F	05/05/2014 - Transféré PAIOSA 3
NSHIMIRIMANA Elysée	F	01/04/2013 - Transféré PAIOSA 3
NTAHOMVUKIYE Willy	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3
NTAHOMVUKIYE Nestor	H	29/08/2016 – Transféré PAIOSA 3
NTAHONICAYE Séraphine	H	01/06/2014 – Transféré PAIOSA 3
NTAKIRUTIMANA Emmanuel	F	05/07/2010 - Transféré PAIOSA 3
NZEYIMANA Libérate	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3
NZOHABONAYO Richard	H	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 3
RUBERINTWARI Jean Claude	H	2/11/2012 - Transféré PAIOSA 3
SIBOMANA Siméon	H	1/03/2013 - Transféré PAIOSA 3
SINDAYIGAYA Aloys		7/11/2012 - Transféré PAIOSA 3
3. Personnel de formation, recruté localement : NEANT		
4. Personnel international (hors CTB) : NEANT		

5 Marchés publics

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 165	Avant-projet Irrigation pour Mahwa et Moso	Services	VRECH	SETI	29-oct.-12	25-oct.-13	Clôturé	BIF	24.000.000	22.995.000
BDI 215	Marché des travaux de construction d'une aire de séchage à la station ISABU "Imbo Centre"	Travaux	VRECH	IBB	11-déc.-12		Clôturé	BIF	19.390.240	19.238.754
BDI 222	Réhabilitation des captages des sources alimentant l'AEP Mahwa	Travaux	VRECH	COGETHA	19-déc.-12		Clôturé	BIF	15.033.200	15.033.200
BDI 266	Marché de service d'une assistance technique pour la mise en place des modalités et outils de gestion et de suivi des dossiers du fonds d'investissement filière (FIF) mis en œuvre dans le cadre du PAIOSA.	Services	VDEVA	MUGOBOKA Dieudonné	24-juin-13		Clôturé	BIF	29.030.400	29.030.400
BDI 277	Travaux de réhabilitation et de renforcement des Captages 2 et 4 du Réseau d'irrigation situé en commune Rugombo sur la Rivière Nyakagunda et Nyamagana (Province de Cibitoke)	Travaux	VDEVA	ECRI	7-janv.-14		Clôturé	BIF	37.261.000	37.261.000
BDI 300	Marché de service pour design d'une intervention d'appui à l'ISABU (Institut des Sciences Agronomiques du Burundi) pour la recherche-développement dans le cadre du volet recherche du PAIOSA	Services	VRECH	CIRAD	8-oct.-13		Clôturé	EUR	27.090	24.411
BDI 322	Audit des réseaux d'approvisionnement en électricité des trois stations de recherche de l'ISABU et de sa direction générale	Services	VRECH	HUREGE Déogratias	24-févr.-14		Clôturé	BIF	10.795.000	10.795.000
BDI 325	Contrôle des travaux de réhabilitation (élec.et câblage) + construction de nouveaux bureaux de la DPAE Ruyigi	Services	VDEVA	BETACOM	10-mars-14		Clôturé	BIF	13.450.000	13.450.000
BDI 335	Contrôle des travaux de construction du hangar de stockage à Rutana	Services	VDEVA	BAGE s.a	30-juil.-14		Clôturé	BIF	15.080.000	15.080.000
BDI 356	Formation du Personnel du PAIOSA/VDEVA sur Open Office (Système d'exploitation, traitement de textes, tableurs, présentation, internet / navigation et messagerie)	Services	VDEVA	SOFT CENTER	16-juin-14		Clôturé	BIF	12.770.000	12.770.000
BDI 365	Marché de service pour la surveillance et contrôle des travaux de consolidation du marais Ntanga (P1 à P6) et du marais Nyamabuye (P3)	Services	VDEVA	Groupement SEETRAV-ERETRA	27-août-14		Clôturé	BIF	32.670.840	32.670.840
BDI 370	Marché de surveillance et contrôle des travaux de réhabilitation marais Musasa 3(ISABU Moso)	Fournitures	VRECH	JUMAPILI JEAN DE DIEU	28-juil.-14		Clôturé	BIF	149.371.957	149.371.957
BDI 371	Marché de service d'élaboration de dessins et métré pour la réhabilitation des bureaux de la DPAE Rutana	Services	VDEVA	Abdon NZOHABONAYO	28-août-14		Clôturé	BIF	10.440.000	10.440.000
BDI 382	Marché d'élaboration des dossiers techniques d'ouvrages standard types (hangar, point de vente et point de transformation)	Services	VDEVA				Infructueux		0	

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 403	Marché de service pour le recrutement d'un contrôleur des activités de reboisement forestier en communes de Mpinga-Kayove (province de Rutana) et Nyabitsinda et Gisuru (province de Ruyigi)	Services	VDEVA	AVEDEC	13-nov.-17		Clôturé	EUR	13.990	16.553
BDI 404	Marché de construction d'une clôture du centre vétérinaire de Runyoza de la DPAE Kirundo	Travaux	VDEVA	BECOCI	20-janv.-15		Réceptionné	BIF	25.548.466	24.480.000
BDI 430	Etude sur la commercialisation du riz blanc, de la farine de maïs et des produits dérivés de la banane au Burundi	Services	VDEVA	TERO	12-oct.-17	5-déc.-16	Clôturé	EUR	26.545	
BDI 431	Travaux de remise en état de certaines parties de remise de l'ouvrage de prise réhabilité : Musasa 3	Services	VDEVA	SOCAM			Clôturé	BIF	10.270.000	10.120.000
BDI 433	Marché de service pour le contrôle des travaux de raccordement au réseau électrique de trois (3) stations de recherche de l'ISABU et de sa direction générale	Services	VRECH	SOTEM	13-nov.-15		Clôturé	BIF	13.400.000	12.730.000
BDI 457	Fourniture du Kit matériel pour 11 anciens groupements de gestion forestière (GGF) dans trois communes (Gisuru, Nyabitsinda et Mpinga-Kayove)	Services	VDEVA	E.C.G.F	3-juil.-17	24-juil.-17	Clôturé	EUR	13.990	13.990
BDI 484	Achat d'un tracteur et de ses accessoires	Fournitures	VRECH	METALUBIA	28-mai-12	29-août-12	Clôturé	BIF	85.579.509	85.579.509
BDI 514	Achat de 7 motos (volet Recherche PAIOSA)	Fournitures	VRECH	BAP YAMAHA	1-août-12	29-août-13	Clôturé	BIF	52.535.000	52.535.000
BDI 543	Marché de fourniture des Gabions	Fournitures	VDEVA	Supply Quip Limited	20-mars-13	23-sept.-13	Clôturé	USD	199.080	197.919
BDI 555	Renforcement des capacités des Comités Communaux de Développement, des Organisations Professionnelles Agricoles dans les chaînes de valeur et accompagnement des promoteurs pour l'identification et la mise en œuvre des sous- projets dans les Provinces Cibitoke, Kirundo, Rutana et Ruyigi	Services	VDEVA	UCODE asbl, SOPRAD, CONSEDI	24-sept.-13		Clôturé	BIF	355.458.720	355.458.720
BDI 565	Marché de service pour l'accompagnement des OP pour le compte du PAIOSA (Antenne Moso)	Services	VDEVA				Abandonné		0	
BDI 579	Mission complète d'architecture, d'études techniques et de suivi des travaux relatifs à la construction et la réhabilitation des laboratoires de chimie agricole et de phytopathologie de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi à Bujumbura	Services	VRECH	N/A			Infructueux	BIF	0	
BDI 586	Maitrise d'œuvre d'exécution des travaux de construction de la prise d'eau sur la rivière Nyamagana-Imbo.	Services	VDEVA	SOMEAH	19-juin-13		Clôturé	EUR	225.375	212.952

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 588	Fourniture du matériel, équipement et mise en place de 5 serres de production de pomme de terre sous le système aéroponique à Gisozi-Mwaro	Fournitures	VRECH				Infructueux		0	
BDI 597	Fourniture de 16 motos VSEM et VDEVA	Fournitures	VDEVA	BAP	12-juil.-13	23-août-13	Clôturé	BIF	117.960.000	117.960.000
BDI 602	Marché de service pour le recrutement d'un Expert International en Analyse diagnostique des chaînes de valeur	Services	VDEVA	RONGEAD	20-sept.-13		Clôturé	EUR	14.000	14.000
BDI 611	Fourniture de réactifs et de matériel de laboratoire	Fournitures	VRECH	HUMAN BURUNDI	11-oct.-13		Résilié	BIF	81.043.043	45.347.348
BDI 617	Marche de services pour études et suivi des travaux de construction et de réhabilitation de laboratoires au siège de l'ISABU à Bujumbura	Services	VRECH	A.C.	14-déc.-13		Résilié	EUR	84.926	67.189
BDI 618	Travaux de réhabilitation des infrastructures des centres semenciers de Mirudi, Mparambo et Karurama et d'un Bâtiment de la DPAA Cibitoke	Travaux	VDEVA	ECOCO/SEACOF	5-mai-14		Clôturé	BIF	88.100.610	88.100.610
BDI 619	Marché des travaux de ré habitation et d'extension de bureaux de la DPAA Ruyigi	Travaux	VDEVA	Groupement CREDO-STC Mobile	6-mars-14	4-déc.-15	Clôturé	BIF	120.097.320	120.097.320
BDI 620	Marche pour étude et suivi des travaux de réhabilitation dans les stations régionales de recherche de l'ISABU et au centre de géomatique de Bujumbura	Services	VRECH	A.C.	11-déc.-13		Résilié	BIF	96.350.000	27.116.667
BDI 624	Marché de travaux de réhabilitation du Pont Ntanga	Travaux	VDEVA	SOGERCO	10-déc.-13	10-juin-15	Clôturé	BIF	65.526.299	77.321.033
BDI 628	Marché de services pour une étude, surveillance et contrôle des travaux d'aménagement des marais en région Moso : aménagement du marais Nyamabuye (P2 et P4) situé entre les communes Nyabitsinda (Ruyigi) et Mpinga-Kayove (Rutana)	Services	VDEVA	ARTELIA Madagascar	20-déc.-13		Réceptionné	EUR	84.970	28.050
BDI 635	Marché de service pour maîtrise d'œuvre générale relative à la remise en état des périmètres irrigués de l'Imbo Nord (province Cibitoke) : Etudes APS, APD et DAO et mission de contrôle	Services	VDEVA	Gtp SHER INGENIEUR CONSEILS S.A ET ARTELIA MADAGASCAR	19-mai-14		Actif	EUR	985.705	694.078
BDI 648	Magasins de stockage : Construction de 3 hangars simples et 2 hangars mixtes à Kirundo et un hangar à Rutana	Travaux	VDEVA	ECODIC/ECOCO/DEMAGE C/SOGEM			Réceptionné	BIF	584.989.855	584.989.855
BDI 650	Marché pour la préparation de l'organisation et la mise en œuvre des sessions de formations de formateurs (TOT) et des activités CEP sur bananier au Burundi	Services	VDEVA	Julianus Thomas	4-avr.-14		Clôturé	EUR	30.224	14.876
BDI 656	Marché de service pour une assistance technique dans la gestion du processus du fonds d'investissement filières (FIF)	Services	VDEVA	MUGOBOKA Dieudonné	21-févr.-14		Clôturé	EUR	22.052	20.052

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 656	Prestataire de services FIF : Appui aux requêtes et accompagnement des sous-projets subventionnés	Services	VDEVA	MUGOBOKA Dieudonné	21-févr.-14		Clôturé	EUR	19.437	13.043
BDI 657	Fourniture de 11 motos	Fournitures	VDEVA	BAP YAMAHA	2-juin-14		Clôturé	BIF	89.746.132	89.048.107
BDI 658	Etude et contrôle des travaux d'aménagement des marais de Nyabigozi (200 ha) et de Ntanga [amont et aval] (300 ha)	Services	VDEVA	Gtp SHER INGENIEUR CONSEILS S.A ET ARTELIA MADAGASCAR	19-mai-14		Actif	EUR	416.776	283.372
BDI 673	Fourniture et installation d'équipement pour l'aménagement de 3 serres de type aéroponique à la station de recherche de l'ISABU à Gisozi	Fournitures	VRECH				Infructueux		0	
BDI 678	Marché de service pour appui aux mesures d'accompagnement des investissements hydro-agricoles du PAIOSA - Antenne Imbo	Services	VDEVA	JUMAINE HUSSEIN	16-mai-14		Actif	BIF	144.000.000	139.200.000
BDI 689	Réhabilitation DPAE Bubanza + bureaux Comm Mpanda et Gihanga + salle de réunion Cibitoke	Travaux	VDEVA				Abandonné		0	
BDI 693	Marché de travaux de réhabilitation du périmètre de Musasa 3: ouvrage de prise	Travaux	VRECH	SOCAM	3-juil.-14		Clôturé	BIF	57.158.400	57.158.400
BDI 697	Travaux de consolidation au niveau des périmètres I à IV du marais de Ntanga et du périmètre III du marais de Nyamabuye	Travaux	VDEVA	SOGERCO	25-août-14		Réceptionné	BIF	76.950.222	106.871.579
BDI 706	Travaux de Réhabilitation pour la mise en état des ouvrages de régulation du débit dans les canaux primaires du périmètre de Musasa	Travaux	VRECH	SOCEA	24-oct.-14		Clôturé	BIF	70.888.100	70.888.100
BDI 709	Marché de services pour une mission d'appui à l'« élaboration d'un concept et des outils de gestion et de valorisation du patrimoine de l'ISABU »	Services	VRECH	AGRER			Résilié	EUR	80.950	24.285
BDI 710	Consultance externe visant à élaborer les propositions de modalités pour la mise en place d'une société de l'eau dans le cadre des aménagements hydro-agricoles des communes Rugombo et Buganda en Province Cibitoke (Plaine de l'Imbo)	Services	VDEVA				Infructueux		0	
BDI 716	Recrutement « Master trainer » en CEP afin de préparer, organiser et mettre en œuvre des sessions de formations des formateurs (TOT) et des activités CEP sur le maïs et le riz au Burundi	Services	VDEVA	Julianus Thomas	15-déc.-14		Clôturé	EUR	191.868	124.158
BDI 717	Consultance externe visant à élaborer les propositions de modalités pour la mise en place d'une société de l'eau dans le cadre des aménagements hydro-agricoles des communes Rugombo et Buganda en Province Cibitoke (Plaine de l'IMBO)	Services	VDEVA				Abandonné		0	

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 719	Marché de fournitures ayant pour objet l'acquisition et installation d'équipement pour l'aménagement de trois serres de type aéroponique pour la production de mini tubercule de pomme de terre à la station de recherche de l'ISABU à Gisozi	Fournitures	VRECH	EMEC	19-janv.-15	9-juin-16	Clôturé	EUR	68.786	65.347
BDI 720	Réhabilitation des infrastructures des centres semenciers de Mirudi	Travaux	VDEVA	COFOUMAT	7-avr.-15		Réceptionné	BIF	60.289.250	60.289.250
BDI 727	Marché de fourniture des équipements pour câblage informatique de 5 DPAAE et de trois stations de l'ISABU	Fournitures	VRECH				Clôturé	EUR	54.482	34.128
BDI 728	Marché de travaux de construction d'un centre de collecte de lait en commune NTEGA et d'infrastructure de pêche à Yaranda en commune Kirundo, Kiyonza en commune Bugabira, Nyange et Mago en commune Busoni	Travaux	VDEVA				Abandonné		0	
BDI 730	Réhabilitation de 5 ponceaux de la route provinciale Kirundo - Ntega, RP 64	Travaux	VDEVA	B&B	3-mars-15		Réceptionné	BIF	48.943.680	48.943.630
BDI 732	Marché de service pour l'étude et contrôle des travaux de correction d'une ravine Kanywankona sur le sous bassin versant jouxtant le marais Nyamabuye, périmètre 2 en rive droite	Services	VDEVA	Groupeement CEETRAV-ERETRA	28-janv.-15		Clôturé	BIF	55.026.000	56.257.875
BDI 734	Marché de service pour consultation externe visant à élaborer les propositions de modalités pour la mise en place d'une société de l'eau dans le cadre des aménagements hydro agricoles des communes Rugombo et Buganda en Province de Cibitoke (Plaine de l'Imbo)		VDEVA				Abandonné		0	
BDI 736	Travaux d'aménagement du marais Nyamabuye / périmètre 2 et 4 dans les Communes Nyabitsinda (Ruyigi) et Mpinga-Kayove (Rutana)		VDEVA				Abandonné		0	
BDI 743	Travaux de raccordement des stations de Karusi et Imbo-Centre en électricité	Travaux	VRECH	ECRI			Réceptionné	BIF	166.909.000	91.240.020
BDI 757	Marché de fourniture de chargeurs - inverseurs, batteries et connectique pour 5 DPAAE, la direction générale de l'ISABU et 3 stations de l'ISABU	Fournitures	VRECH	SOLAR TECH	3-févr.-15		Clôturé	EUR	16.034	16.034
BDI 759	Travaux d'extension des bureaux de la DPAAE Rutana	Travaux	VDEVA				Abandonné		0	
BDI 761	Construction et réhabilitation des infrastructures de l'ISABU (bureaux, gites, bloc sanitaire)	Travaux	VRECH				Annulé avant attribution		0	0
BDI 773	Marché de services pour une étude, surveillance et contrôle des travaux d'aménagement des marais en région Moso : aménagement du marais	Services	VDEVA	UCODE Lot 1,2 / APROCUVI Lot 3	3-juil.-15		Clôturé	BIF	157.467.006	157.467.006

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
	Nyamabuye / P2 et P4 situé entre les communes Nyabitsinda (Ruyigi) et Mpinga – Kavoye (Rutana)									
BDI 797	Marché des travaux de construction d'une maisonnette gardiennage prise Nyamagana	Travaux	VDEVA	DAC	18-avr.-16		Réceptionné	BIF	73.371.050	73.371.050
BDI 802	Travaux d'aménagement du marais Nyamabuye / P2 (62 ha) et P4 (60 ha) dans les communes Nyabitsinda (Ruyigi) et Mpinga Kayove (Rutana) Lot 1	Fournitures	VDEVA	COFOUMAT Lot 1	13-juil.-16		Réceptionné	EUR	731.186	302.470
BDI 802	Travaux d'aménagement du marais Nyamabuye / P2 (62 ha) et P4 (60 ha) dans les communes Nyabitsinda (Ruyigi) et Mpinga Kayove (Rutana) Lot 2	Travaux	VDEVA	ECBROH Lot 2	13-juil.-16		Réceptionné	EUR	618.030	346.928
BDI 805	Marché des travaux d'aménagement des marais de Nyabigozi (Commune Gisuru) (200 ha) et de Ntanga (Communes Nyabitsinda et Kinyinya) en Province Ruyigi	Travaux	VDEVA	ECBROH Lot 3	20-sept.-16		Actif	EUR	585.958	474.722
BDI 811	Marché des travaux de construction des réseaux d'irrigation de l'IMBO Nord (2480 ha) en province de Cibitoke Lot 1	Travaux	VDEVA	ECC (Lot 1)	27-févr.-17		Actif	EUR	984.353	353.517
BDI 811	Marché des travaux de construction des réseaux d'irrigation de l'IMBO Nord (2480 ha) en province de Cibitoke Lot 2	Travaux	VDEVA	ECBROH (Lot 2)	27-févr.-17		Actif	EUR	1.931.687	349.368
BDI 812	Marché de service pour appui à la maîtrise d'ouvrage par la mise en place d'un Atlas inter actif marais / plaines/ bas-fonds et bassins versants et élaboration de manuel de conception de maintenance et de gestion d'aménagement hydro agricole	Services	VDEVA	SHER	17-août-16		Actif	EUR	633.386	596.180
BDI 818	Marché de travaux pour la correction d'une ravine Kanywankona sur le bassin versant jouxtant le marais de Nyamabuye, P2 en rive droite	Travaux	VDEVA	SOGERCO	12-mai-16		Clôturé	BIF	144.598.020	144.598.020
BDI 824	Marché des travaux pour la remise en état des ouvrages hydro agricole dans les marais Nyamabuye P3 et Ntanga P1, 4 et 5	Travaux	VDEVA	SOGERCO	27-juin-16		Clôturé	BIF	95.694.681	95.694.681
BDI 827	Marché des fournitures des vélos	Fournitures	VDEVA	ETS DOSH STORE	17-août-16		Actif	EUR	65.160	37.800
BDI 828	Marché de service pour le recrutement d'un master Trainer spécialisé en CEP (champs écoles paysans) afin de préparer, organiser et mettre en œuvre des sessions de formation de formateurs (TOT) et des activités CEP sur la culture des bananiers	Services	VDEVA	JENNIFER HIRE	30-août-16	9-mars-17	Clôturé	EUR	33.000	31.130

N° registre	Intitulé du marché	Type	Volet	Attributaire	Date notification	Date récep déf.	Statut	Monnaie	Montant contrat	Montant exécuté
BDI 840	Marché de travaux de construction d'un pont et deux dalots à Mago sur la piste de déviation de la RP (Nyabitsinda - Nyabitare) en commune Nyabitsinda, province Ruyigi	Services	VDEVA	SOCEA	23-janv.-17		Réceptionné	BIF	56.234.949	56.234.948
BDI 845	Etude topographique, géotechniques et génie civil de 17 sites pour la construction d'ouvrages sur pistes rurales dans les communes de Nyabitsinda et Gisuru en Province Ruyigi	Travaux	VDEVA				Infructueux	EUR	0	
BDI 848	Travaux d'aménagement du marais Ntanga amont et Ntanga aval situés en communes Nyabitsinda et Kinyinya, province Ruyigi, lot 1	Travaux	VDEVA	ETRAC	25-juil.-17		Actif	EUR	640.098	16.996
BDI 848	Travaux d'aménagement du marais Ntanga amont et Ntanga aval situés en communes Nyabitsinda et Kinyinya, province Ruyigi, lot 2	Travaux	VDEVA	COFOUMAT	25-juil.-17		Actif	EUR	391.266	0
BDI 858	Marché des travaux d'aménagement des marais d'un périmètre irrigué dans la région d'Imbo Nord (525 ha) en commune Rugombo, Province Cibitoke, lot 3	Travaux	VDEVA	ECBROH	5-juin-17		Actif	EUR	1.730.331	154.107
BDI 864	Marché de travaux de remise en état de fonctionnement par gabionnage du barrage de prise d'eau à Musasa 3 en commune Bukemba, province Rutana	Travaux	VDEVA	COFOUMAT	19-juin-17		Réceptionné	EUR	72.885	66.813
BDI 868	Marché de services pour « Etudes des ouvrages de franchissement sur pistes rurales en régions Imbo et Moso »	Services	VDEVA				Infructueux	EUR	0	
BDI 874	Marché de service pour le contrôle et la surveillance des travaux divers	Services	VDEVA	BETACOM	2-août-17		Actif	EUR	57.200	3.823

6 Accords d'exécution

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/VRECH/13/2013	2013	VRECH	Accord d'Exécution pour l'Assistance à la finalisation de la carte pédologique du Burundi	15-mars-13	30-juin-04	242.300.000	241.900.000	100%
PAIOSA/VRECH/14/2013	2013	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la numérisation de la carte des sols du Burundi	6-mai-13	31-déc-13	14.000.000	11.362.500	81%
PAIOSA/VRECH/19/2013 + Avenant N° 1 A	2013	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la numérisation de la carte des sols du Burundi	6-mai-13	31-déc-13	35.000.000	21.937.500	63%
PAIOSA/VDEVA/21/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution/Structure portant sur le développement des performances des services de la DPAE Ruyigi	1-nov-12	31-déc-13	29.028.250	18.267.895	63%
PAIOSA/VRECH/22/2013	2013	VRECH	Accord d'Exécution (Structure) pour un appui à l'atteinte des objectifs de l'ISABU dans le cadre de la mise en œuvre du volet recherche (VRECH) du PAIOSA	1-nov-12	31-déc-14	36.809.000	25.803.360	70%
PAIOSA/VRECH/23/2013	2013	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la planification et au suivi des travaux de construction et de réhabilitation des infrastructures dans les stations de recherche et au siège de l'ISABU	1-mars-13	31-déc-14	60.720.000	2.968.750	5%
PAIOSA/VDEVA/25/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution/structure portant sur le développement des performances des services de la DPAE Bubanza	1-juil-13	31-mars-04	33.821.640	11.848.060	35%
PAIOSA/VDEVA/26/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur des travaux en régie de la mise en place d'ouvrages en gabions et remblais - DPAE Cibitoke	11-juin-13	30-nov-13	7.831.250	5.522.500	71%
PAIOSA/VDEVA/28/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à l'organisation de consultations dans le cadre de l'accès aux terrains avoisinant le site d'exécution des travaux de construction de la nouvelle prise de Nyamagana et son dessableur en province Cibitoke (communes Mugina et Rugombo)	1-juil-13	31-août-13	2.000.000	2.000.000	100%
PAIOSA/VDEVA/030/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution (Structure) portant sur le développement des performances des Services de la DPAE Kirundo	1-janv-13	31-déc-13	53.374.520	20.508.031	38%
PAIOSA/VDEVA/032/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution (structure) portant sur le développement des performances des services de la DPAE Rutana	1-juil-13	31-mars-14	35.127.360	11.739.948	33%
PAIOSA/VRECH/033/2013	2013	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Adaptation des systèmes de production agricoles aux variabilités climatiques".	1-oct-13	30-sept-15	24.988.200	-	0%
PAIOSA/VDEVA/034/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution (structure) portant sur le développement des services de la DPAE Cibitoke	1-avr-13	31-mars-14	72.565.560	55.166.600	76%
PAIOSA/VRECH/035/2013	2013	VRECH	Accord d'Exécution et de Financement pour un Appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Détermination d'une dose économiquement rentable de l'engrais NPK à appliquer aux vergers de plants de Macadamia" dans le cadre du FOCRA.	21-oct-13	30-nov-15	37.687.500	8.703.600	23%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/VDEVA/ ANTENNE IMBO/ 45 /2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la synchronisation des chaleurs et insémination artificielle de 1.500 vaches - Cibitoke	1-avr-13	1-août-13	4.418.750	4.418.750	100%
PAIOSA/VDEVA/ ANTENNE IMBO/ 46 /2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la vaccination de 19.000 bovins contre la fièvre aphteuse et de 1000 chiens contre la rage - Cibitoke	1-mars-13	30-avr-13	5.675.000	5.465.000	96%
PAIOSA/VDEVA/ANTENNE IMBO / 47/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la production de 2.200.000 plants forestiers saison 2013-2014 dans la province de Cibitoke	1-mai-13	31-déc-13	11.400.000	11.400.000	100%
PAIOSA/VDEVA/ANTENNE IMBO/ 48/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à l'entretien et au gardiennage des parcelles de la DPAE Cibitoke	1-avr-13	31-déc-13	2.430.000	2.430.000	100%
PAIOSA/VDEVA BUGESERA / 49 /2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution pour le gardiennage et service de planton de l'Antenne Bugesera à la DPAE Kirundo	1-janv-13	31-déc-13	2.256.000	-	0%
PAIOSA/VDEVA/ ANTENNE IMBO / 50 /2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la mise en place et le suivi des champs mères de bananiers améliorés et la surveillance phytosanitaire sur les collines bénéficiant des vitroplants - Cibitoke	1-sept-12	31-août-13	15.220.000	15.020.000	99%
PIAOSA/VDEVA/ ANTENNE IMBO / 51 /2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la mise en place des dispositifs anti érosifs dans la province de Cibitoke pendant la campagne 2012-2013.	1-oct-12	31-août-13	33.760.000	33.160.000	98%
PAIOSA/VDEVA/ 52/2013	2013	VDEVA	Accord d'Exécution relatif au contrôle des travaux de réhabilitation du pont NTANGA (Communes de KINYINYA et NYABITSINDA) - Province RUYIGI	18-déc-13	5-mars-14	965.400	700.000	73%
PAIOSA / VRECH / 54 / 2014	2014	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la conception et mise en œuvre de la réforme concernant la gestion des ressources humaines de l'ISABU	1-juil-13	31-déc-14	31.800.000	1.206.250	4%
PAIOSA / VRECH / 56 / 2014	2014	VRECH	Accord d'Exécution pour contrat de chantier et de financement pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "contribution à l'analyse d'une intensification durable de la production agricole dans les différentes zones agro-écologiques du Burundi dans le cadre du FOCRA	1-avr-14	30-nov-15	27.711.900	5.358.750	19%
PAIOSA / VDEVA / IMBO / 58 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à l'accompagnement et la sécurisation des travaux de construction d'une prise d'eau sur la NYAMAGANA avec l'appui des autorités provinciales (Cibitoke) et communales (Rugombo et Mugina)	1-janv-14	31-juil-14	7.000.000	7.000.000	100%
PAIOSA / VRECH / 63 / 2014	2014	VRECH	Accord d'exécution pour une analyse des potentialités offertes par les laboratoires de l'ISABU et apport d'éléments techniques pour l'élaboration d'un plan d'utilisation rationnelle de l'équipement	1-avr-14	30-nov-14	3.753.690	3.482.000	93%
PAIOSA / VDEVA / BUGESERA / 65 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur le Développement des performances des services de la DPAE KIRUNDO	1-janv-14	31-déc-14	52.198.400	19.316.321	37%
PAIOSA / VDEVA MOSO / 66 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur le Développement des performances des services de la DPAE RUYIGI	1-janv-14	31-déc-14	50.771.400	20.476.287	40%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA / VDEVA MOSO / 67 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur le Développement des performances des services de la DPAE RUTANA	1-avr-14	31-déc-14	23.855.400	18.615.104	78%
PAIOSA VDEVA / 69 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution pour la reconnaissance des variétés locales de bananes appréciées dans le MOSO et l'identification de parcelles saines	13-avr-14	26-avr-14	418.500	280.000	67%
PAIOSA / VRECH / 70 / 2014	2014	VRECH	Accord d'Exécution "relatif à l'organisation des équipes, au contrôle des travaux de nettoyage et recalibrage des canaux primaires, secondaires et drains dans le marais MUSASA 3 (périmètre amont exploité par les membres de l'association SHIGIKIRA ITERAMBERE et celui a val de l'ISABU MOSO"	1-juin-14	15-août-14	69.039.500	62.485.137	91%
PAIOSA / VDEVA / 71 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution pour la reconnaissance des variétés locales de bananes appréciées dans le BUGESERA et l'identification de parcelles saines	27-avr-14	10-mai-14	418.500	375.000	90%
PAIOSA / VDEVA IMBO / 72 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAE Cibitoke	1-avr-14	31-déc-14	60.015.600	46.621.584	78%
PAIOSA / VDEVA IMBO / 73 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAE Bubanza	1-avr-14	31-déc-14	36.612.900	29.134.789	80%
PAIOSA/VDEVA/MOSO/75/2014	2014	VDEVA	Accord d'exécution portant sur la production et la plantation de plants forestiers et agro-forestiers dans la province de Ruyigi	1-juin-14	31-janv-15	5.376.382	3.393.750	63%
PAIOSA/VDEVA/MOSO/76/2014	2014	VDEVA	Accord d'exécution portant sur la production et la plantation de plants forestiers et agro-forestiers dans la province de Rutana	1-juin-14	31-janv-15	5.113.000	3.233.750	63%
PAIOSA/VDEVA/Antenne Imbo/80/2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution relatif au renforcement des capacités de la population locale dans le cadre de la protection des bassins versants par la construction de deux digues filtrantes sur la NYAMUGERERA (bassin versant de la MUHIRA) avec l'appui des autorités	30-juin-14	31-déc-14	13.978.250	12.225.500	87%
PAIOSA/VDEVA/82/2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution pour l'identification de parcelles avec des variétés locales de bananiers pour la fourniture de rejets sains dans le cadre des "Champs-Ecoles Paysans" dans 3 provinces d'intervention du PAIOSA	1-sept-14	30-oct-14	2.057.500	-	0%
PAIOSA/VDEVA MOSO/86/2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur la mise en œuvre et le suivi des activités de "Champs-Ecoles Paysans" banane par la DPAE Rutana	1-juil-14	31-déc-14	4.789.746	3.975.000	83%
PAIOSA/VDEVA MOSO/87/2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur la mise en œuvre et le suivi des activités de "Champs-Ecoles Paysans" banane par la DPAE Ruyigi	1-juil-14	31-déc-14	4.968.851	4.313.750	87%
PAIOSA/VRECH/89/2014	2014	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Evaluation Germoplasme et étude des effets de la fumure et d'un traitement fongicide sur la productivité des colocasés" dans le cadre du Fonds de Compétitivité de la Recherche Agronomique - FOCRA	10-sept-14	30-nov-15	29.936.905	7.207.318	24%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA/VRECH/90/2014	2014	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à la mise en œuvre du projet de recherche "Amélioration de la production du blé par le développement de nouvelles variétés à hauts rendements et panifiables au Burundi" dans le cadre du Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique - FOCRA	10-sept-14	30-sept-16	29.979.900	10.356.699	35%
PAIOSA/VDEVA/ Antenne Bugesera/ 94/2014	2014	VDEVA	Accord d'exécution pour le gardiennage et service de planton de l'Antenne Bugesera à la DPAE Kirundo	1-janv-14	31-déc-14	2.016.000	1.596.000	79%
PAIOSA/VDEVA/ Antenne Bugesera/ 95 /2014	2014	VDEVA	Accord d'exécution portant sur la mise en œuvre et le suivi des "Champs-Ecoles Paysans" banane par la DPAE Kirundo	1-janv-14	31-déc-14	12.195.000	10.820.000	89%
PAIOSA / VRECH / 96 / 2014	2014	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui au renforcement du dispositif de communication de l'ISABU à travers la connexion du siège de l'Institut au réseau d'internet via la "fibre optique"	1-oct-14	30-sept-15	12.905.538	6.044.352	47%
PAIOSA/VDEVA/ Antenne Bugesera/ 97 /2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur la mise en œuvre et le suivi des activités de protection des berges de lacs par la DPAE Kirundo	1-mai-14	31-déc-14	5.830.000	6.037.500	104%
PAIOSA/VDEVA/ Antenne Bugesera/ 98 /2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur la mise œuvre et le suivi des activités de lutte antiérosive par la DPAE Kirundo	1-mai-14	31-déc-14	3.415.000	3.415.000	100%
PAIOSA / VAIM / 102 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la lutte anti-érosive: Réalisation des courbes de niveau avec haies anti-érosives dans le communes Mugina, Mabayi, Murwi et Rugombo en province Cibitoke	1-nov-14	30-avr-15	36.535.833	31.408.000	86%
PAIOSA / VDEVA / 103 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution pour le contrôle de qualité phytosanitaire des rejets de bananiers pour le Banana Xanthomonas Wilt (BXW) dans le cadre des champs-Ecoles Paysans	1-sept-14	31-oct-14	937.500	-	0%
PAIOSA / VDEVA - Imbo / 104 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution relatif à la production de plants forestiers et le reboisement sur terrains communaux dans la province de Cibitoke; Saison 2014-2015	1-mai-14	30-avr-15	28.423.400	22.916.000	81%
PAIOSA / VDEVA - Imbo / 106 / 2014	2014	VDEVA	Accord d'Exécution portant sur le suivi des travaux de remise en fonction du réseau d'irrigation du périmètre irrigué de Buganda et Rugombo en province cibitoke encadrés par CACERISE	1-nov-14	30-avr-15	90.367.450	64.256.900	71%
PAIOSA / UAC / 107 / 2014	2014	UAC	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des chauffeurs affectés dans les 5 DPAE partenaires du PAIOSA	1-avr-14	31-déc-16	14.437.500	11.806.250	82%
PAIOSA / VRECH / 108 / 2015	2015	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui au cadastrage et bornage des domaines affectés à l'ISABU	1-janv-15	30-juin-15	66.606.750	60.767.366	91%
PAIOSA / VDEVA MOSO / 109 / 2015	2015	VDEVA Moso	Accord d'Exécution pour le Gardiennage de l'Antenne MOSO de la DPAE Ruyigi	1-janv-15	31-déc-15	2.160.000	1.878.000	87%
PAIOSA / VSEM / 110 / 2015	2015	VSEM	Accord d'Exécution pour la mise en œuvre d'essais portant sur l'adaptabilité au Burundi de la variété de maïs BAZOOKA, résistante à la nécrose létale de maïs (MLND)	26-févr-15	25-sept-15	17.497.650	1.167.150	7%
PAIOSA / VDEVA - Imbo / 111 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution portant sur la production de Vétiver en province Cibitoke	1-déc-14	30-nov-15	2.704.000	2.554.230	94%

N° AE	Année	Volets	Objet de l'Accord d'Exécution	Date démarrage	Date clôture	Budget total "Bon" (BIF)	Payé (BIF)	Taux
PAIOSA / VDEVA - Imbo / 113 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution portant sur la gestion et la sécurisation de la prise d'eau de NYAMAGANA et des ouvrages connexes construits dans son périmètre en province Cibitoke	1-mars-15	31-déc-16	31.286.500	13.243.782	42%
PAIOSA / VDEVA Moso / 116 / 2015	2015	VDEVA Moso	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAAE RUYIGI - 2015	1-janv-15	31-mars-16	61.171.500	20.898.320	34%
PAIOSA / VDEVA Moso / 117 / 2015	2015	VDEVA Moso	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAAE RUTANA - 2015	1-janv-15	31-mars-16	43.798.500	19.946.489	46%
PAIOSA / VDEVA Bugesera / 119 / 2015	2015	VDEVA Bugesera	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAAE KIRUNDO - 2015	1-janv-15	31-déc-15	38.478.000	21.018.922	55%
PAIOSA / VDEVA Bugesera / 120 / 2015	2015	VDEVA Bugesera	Accord d'Exécution pour le Gardiennage et service de Planton de l'Antenne Bugesera à la DPAAE KIRUNDO	1-janv-15	31-déc-15	2.352.000	1.806.000	77%
PAIOSA / VDEVA Imbo / 121 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAAE CIBITOKÉ - 2015	1-janv-15	31-mars-16	116.229.000	57.092.770	49%
PAIOSA / VDEVA Bugesera / 123 / 2015	2015	VDEVA Bugesera	Accord d'Exécution portant sur la mise en œuvre et le suivi des activités de Champs-Ecoles Paysans "Maïs" par la DPAAE Kirundo	1-avr-15	31-déc-15	7.750.000	7.690.000	99%
PAIOSA / VDEVA Imbo / 125 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution portant sur le développement des performances des services de la DPAAE Bubanza - 2015	1-janv-15	31-mars-16	41.524.500	15.367.149	37%
PAIOSA / VDEVA Imbo / 126 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution relatif au contrat de chantier d'entretien et de gardiennage des parcelles DPAAE Cibitoke - 2015	1-janv-15	31-déc-15	1.260.000	1.050.000	83%
PAIOSA / VRECH / 127 / 2015	2015	VRECH	Accord d'Exécution pour un appui à l'atteinte des objectifs de l'ISABU dans le cadre de la mise en œuvre du Volet Recherche du PAIOSA	1-janv-15	30-avr-15	4.855.000	4.455.000	92%
PAIOSA / VDEVA Imbo / 129 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution portant sur le suivi des travaux de remise en fonction du réseau d'irrigation pour le périmètre irrigué de Buganda et Rugombo en province Cibitoke encadrés par CACERISE: ZONE G	1-juil-15	31-déc-15	158.701.000	170.975.000	108%
PAIOSA / VDEVA Imbo / 130 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution relatif à la production de 1 029 000 plants forestiers et le reboisement sur terrains communaux dans la province de Cibitoke; Saison 2015 - 2016	1-mai-15	31-janv-16	11.062.200	9.933.000	90%
PAIOSA / VDEVA Imbo / 131 / 2015	2015	VDEVA Imbo	Accord d'Exécution portant sur le suivi des travaux urgents de remise en état du "Canal 7 aval" du réseau d'irrigation du périmètre irrigué de Buganda et Rugombo en province Cibitoke encadrés par CACERISE.	18-août-15	29-sept-15	13.526.000	14.385.000	106%
PAIOSA / VDEVA / 132 / 2015	2015	VDEVA	Accord d'Exécution pour l'identification de parcelles avec des variétés locales de bananiers, pour la fourniture de rejets sains dans le cadre des Champs-Ecoles Paysans dans les 3 zones d'intervention du PAIOSA	8-nov-15	8-déc-15	2.253.000	2.382.500	106%

7 Accords de financement

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/06/2013	COOPERATIVE RUZIBA	Acquisition d'un hangar de stockage, d'une aire de séchage et d'un bureau	16/07/2013	16/01/2014	42.660.328	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/07/2013	COOPERATIVE BUSERUKO	Acquisition d'un hangar de stockage, d'une aire de séchage et d'un bureau	16/07/2013	16/01/2014	36.991.838	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/08/2013	ASSOCIATION ABAJAMUGAMBI	Acquisition d'un hangar de stockage, d'une aire de séchage, d'un bureau + latrine	16/07/2013	16/01/2014	68.612.047	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/21/2013	CACERISE	Renforcement des capacités : Durabilité des investissements en infrastructures	16/07/2013	31/01/2016	273.506.200	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/22/2013	KANDANGA Floriane	1 Décortiqueuse à riz, 1 Grande balance, 10 palettes en bois et 1 Groupe électrogène	2/07/2013	30/09/2013	9.000.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/23/2013	ASSOCIATION TURWANYE INZARA	1 Moulin, 1 Groupe électrogène, 2 Balances, 1 fût, 30 palettes et 10 bidons plastiques	2/07/2013	30/09/2013	9.720.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/24/2013	CISHAHAYO Spès	1Moulin, 1 Groupe électrogène	2/07/2013	30/09/2013	5.180.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/25/2013	ASSOCIATION DUSANGIRE GUSABIKANYA UBURIMYI NUBWOROZI	1 moulin, 1 grande balance, 10 palettes en bois, 100 sacs en polyester et 5 bidons plastiques	2/07/2013	30/09/2013	7.330.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ BUG/AF/26/2013	NYANDWI HASSAN	15 bassins plastiques, 15 seaux plastiques, 16 caisses métalliques, 10 grilles de séchage, 2 grandes balances, 10 petites balances et 100 couteaux	2/07/2013	30/09/2013	8.500.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/27/2013	MUKANTWARI Gloriose	1 décortiqueuse à riz, 1 grande balance	3/07/2013	30/09/2013	6.600.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/28/2013	SIMBIYARA Oswald	1 machine extractrice du jus de banane, 1 grande balance, 100 bouteilles de 33 cl, 1 grand fût plastique, 1 capsule et 100 étiquettes	2/07/2013	30/09/2013	7.420.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ BUG/AF/29/2013	ASSOCIATION TWUNGURANE	1 moulin, 1 grande balance, 1 petite balance et 200 sacs en polyester	2/07/2013	30/09/2013	4.700.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ BUG/AF/30/2013	ASSOCIATION PAV	1 décortiqueuse à riz, 1 grande balance, 100 sacs en polyester, 4 seaux en plastique et 5 bassins	2/07/2013	30/09/2013	7.555.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ BUG/AF/31/2013	ASSOCIATION TWIYUNGUNYANE	1 moulin de productivité, 1 grande balance et 1 fût métallique de capacité de 200 litres	2/07/2013	30/09/2013	5.695.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/32/2013	MUKAKIGERI Séraphine	1frigo, 4 casseroles en aluminium, 4 bidons métalliques, 2 thermomètres et 2 lactodensimètres	5/07/2013	30/09/2013	2.936.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/KDO/AF/33/2013	NSENGIYUMVA Vianney	1 moulin, 1 grande balance, 1 petite balance, 100 sacs en polyester, 5 bâches et 5 palettes en bois	3/07/2013	30/09/2013	9.468.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/KDO/AF/34/2013	ASSOCIATION MUKENYEZI MENYA	1 moulin, 1 grande balance, 4 sceaux, 5 bassins et 100 sacs en polyester	2/07/2013	30/09/2013	6.460.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/35/2013	ASSOCIATION TSIMBATARA	1 moulin, 1 Balance + 50 sacs en polyester	2/07/2013	30/09/2013	4.980.000	Clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/36/2013	ASSOCIATION TURWIZIBIKORWA	1 Décortiqueuse, 3 bâches, 1 grande balance et 2 bidons	3/07/2013	30/09/2013	6.250.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/37/2013	ASSOCIATION ABIZERANA	1 Décortiqueuse, 1 grande balance, 1 groupe électrogène et 10 palettes	3/07/2013	30/09/2013	8.300.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/38/2013	ASSOCIATION HAGURUKA DUFASHANYE MWITERAMBERE	1 moulin, 1 balance, 30 sacs en polyester et 3 fûts métalliques	3/07/2013	30/09/2013	6.860.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/74/2013	ASSOCIATION KORIBIRAMA	Réhabilitation d'un hangar de stockage du riz Paddy	27/12/2013	30/06/2014	2.727.750	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/75/2013	ASSOCIATION NYUNGANIRA	Facilitation de la construction du centre de collecte de lait et l'acquisition des équipements de collecte du lait et transformation du lait	27/12/2013	30/06/2014	29.825.040	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/76/2013	STV UMUTSAMA	Achat des équipements de transformation du vin de banane	26/12/2013	30/06/2014	13.633.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/77/2013	NYANDWI Joseph	stockage et mouture du maïs, Stockage et vente de la farine de maïs	27/12/2013	30/06/2014	12.827.925	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/78/2013	NDAYIZEYE Ezéchiel	Facilitation de la collecte, de stockage, transformation et commercialisation du lait	27/12/2013	30/06/2014	5.332.875	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/79/2013	ASSOCIATION TWUNGURANE	Facilitation du stockage et mouture du maïs, stockage et vente de farine de maïs	27/12/2013	30/06/2014	28.087.987	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/80/2013	ASSOCIATION ABAJAMUGAMBI	Facilitation du stockage et mouture du maïs, stockage et vente de la farine du maïs	27/12/2013	30/06/2014	16.856.625	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/81/2013	ASSOCIATION TWIKORE KW'IKAWA YACU	Facilitation de l'acquisition du motoculteur, une décortiqueuse et un air de battage	27/12/2013	30/06/2014	17.947.500	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/82/2013	AKANA Jeanine Gentille	Facilitation d'une décortiqueuse et d'une balance	27/12/2013	30/06/2014	2.437.500	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/83/2013	ASSOCIATION TERIMBEREMURIMVYI	Facilitation de la construction d'un hangar de stockage, l'acquisition d'une décortiqueuse du riz, l'acquisition de la machine à briquettes et l'acquisition d'une balance	27/12/2013	30/06/2014	25.395.750	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/AF/84/2013	NSENGIYUMVA Sylvestre	Construction d'un bâtiment abritant les opérations et les équipements, achat d'un Kit de transformation	27/12/2013	30/06/2014	9.173.775	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/MOSO/AF/85/2013	COOPERATIVE GIRUMWETE	Facilitation de l'acquisition d'un moulin de maïs	27/12/2013	30/06/2014	7.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/86/2013	NTAHIRAJA Evariste	Facilitation de la construction d'un hangar de stockage et l'acquisition d'une décortiqueuse de riz	26/12/2013	30/06/2014	28.104.945	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/87/2013	COOPERATIVE TWIZIGIRANIRE	Facilitation d'un hangar de stockage et d'une décortiqueuse	29/12/2013	30/06/2014	49.622.950	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/88/2013	COOPERATIVE UMUCO	Facilitation de la construction d'un hangar de stockage et l'acquisition d'une décortiqueuse	20/12/2013	30/06/2014	52.570.505	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/89/2013	COOPERATIVE TSINDAGIRABIGEGA	Facilitation de la construction d'un hangar de stockage et l'acquisition d'un moulin moderne de Maïs	26/12/2013	30/06/2014	46.907.345	Clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/90/2013	COOPERATIVE TERIMBERE	Facilitation de la construction d'un hangar de stockage, l'acquisition d'un moulin de Mais et d'une motopompe	24/12/2013	30/06/2014	41.131.425	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/91/2013	COOPERATIVE AFEBU	Facilitation du stockage et décortiquage du riz paddy, stockage et vente du riz blanc	20/12/2013	30/06/2014	51.271.460	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/92/2013	KARIKURUBU MOUSSA	Facilitation de la construction d'un hangar de stockage et l'acquisition d'une décortiqueuse de maïs	31/12/2013	30/06/2014	46.902.185	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/MOSO/AF/96/2014	CARITAS INTERNATIONAL Belgique	Accord de financement pour développer une initiative de développement des EFI (Exploitation familiale Intégrée) dans les bassins versants de Nyabigozi et Ntanga	24/06/2014	24/06/2016	313.994.502	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/97/2014	ASSOCIATION KEREBUKA	Accord de financement pour la production de plants forestiers (Saison 2014 - 2015) en Province de Cibitoke	3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/98/2014	ASSOCIATION TWIZERANE II		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/99/2014	ASEBD		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/100/2014	ASSOCIATION MUGISHA		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/101/2014	ASSOCIATION GARUKIRABARIMYI		3/07/2014	31/01/2015	3.102.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/102/2014	ADAP		3/07/2014	31/01/2015	4.700.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/103/2014	ASSOCIATION TERIGITI		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/104/2014	CEMB		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/105/2014	ASSOCIATION TUREMESHANYE		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/106/2014	ASSOCIATION MUKENYEZIGIRIJAMBO		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/107/2014	ASSOCIATION DUKINGIRIBIDUKIKIJE		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/108/2014	ASSOCIATION NDAMIRABANA		3/07/2014	31/05/2014	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/109/2014	ASSOCIATION TERIMBERE		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/110/2014	ASSOCIATION DIGNITE COLLINAIRE		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/111/2014	AGSE		2/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/112/2014	ASSOCIATION TWITEZIMBERE		2/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/113/2014	ASOBI-BIRUKUNDI		2/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/114/2014	ASSOCIATION TURWANYUBUGARAGWA		2/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/115/2014	ASSOCIATION UPRODHD		2/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/116/2014	ASSOCIATION HARANIRITERAMBERE		2/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/117/2014	ASSOCIATION COLUPAC		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/118/2014	ASSOCIATION DUHARANIRIBIKORWA		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/119/2014	ASSOCIATION ICOMPABURA		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/120/2014	ASSOCIATION GARUKIRIBIDUKIKIJE		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/121/2014	ASSOCIATION TURWANYINKUKURA		3/07/2014	31/01/2015	2.820.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/123/2014	FARI	Accord de financement du fonds compétitif d'investissement filière (FIF) dans le cadre du PAIOSA	14/07/2014	7/06/2016	68.349.055	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/124/2014	ABAGUMYABANGA	Acquisition décortiqueuse ; machine à briquettes & motoculteur	10/07/2014	10/02/2015	35.930.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/125/2014	MUCOWABARIMYI	Acquisition décortiqueuse et construction hangar	10/07/2004	10/02/2015	44.482.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/126/2014	VOMERIMIRIMA	Accord de financement pour l'entretien et la remise au gabarit des canaux primaires du réseau d'irrigation des communes Rugombo et Buganda en Province de Cibitoke	29/07/2014	28/09/2014	15.612.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/127/2014	TUGWANYE UBUGARAGWA MU KUVOMERA INDIMO		29/07/2014	28/09/2014	3.708.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/128/2014	TURWANYE UBUKENE		29/07/2014	28/09/2014	6.984.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/129/2014	DUKOREREHAMWE		29/07/2014	28/09/2014	7.686.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/130/2014	TUVOMERE IMIRIMA		29/07/2014	28/09/2014	4.356.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/131/2014	ASSOCIATION BIBUTSE		29/07/2014	28/09/2014	5.853.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/132/2014	DUHANAHANE AMAZI YA DOGODOGO		27/08/2014	28/09/2014	3.156.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/133/2014	APAPE GWIZUMWIMBU		29/07/2014	28/09/2014	1.947.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/134/2014	TWIYAMBIKE NEZA MU KURIMA IGITERWA C'IPAMPA		29/07/2014	28/09/2014	5.211.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/135/2014	TUBEMASO TURWANYE UBUKENE		29/07/2014	28/09/2014	2.658.000	clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA/IMBO/ AF/136/2014	TWIJUKIRE GUSIBURA IMISEREGE MU KUVOMERA INDIMO		29/07/2014	28/09/2014	3.672.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/137/2014	ABISHIZEHAMWE A	Accord de financement portant sur la production et la plantation de plants indigènes et forestiers dans le cadre de la protection des berges des lacs Cohoha et Rweru	15/07/2014	31/12/2014	7.920.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/138/2014	DUSHIGIKIRANE		17/07/2014	31/12/2014	6.336.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/139/2014	DUFATANEMUNDA		17/07/2014	31/12/2014	10.560.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/140/2014	F F S KURIKOTI		24/07/2014	31/12/2014	11.352.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/141/2014	GIRUMWETE		17/07/2014	31/12/2014	11.352.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/142/2014	REMA		17/07/2014	31/12/2014	8.448.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/143/2014	TWITZIMBERE 2		17/07/2014	31/12/2014	9.504.000	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/144/2014	DUFASHANYE IBIKORWA		Accord de financement portant sur la production et la plantation de plants forestiers et agroforestiers dans le cadre de la lutte anti-érosive en Commune Kirundo	16/07/2014	31/12/2014	2.604.000
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/145/2014	EJO NZOMERA GUTE	Accord de financement portant sur la production et la plantation de plants agro forestiers et boutures fourragères dans le cadre de la lutte anti-érosive en Commune Kirundo	16/07/2014	31/12/2014	5.626.500	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/146/2014	AFRICA PUSH MINISTRY	Accord de financement portant sur la production et la plantation de plants forestiers et agroforestiers dans le cadre de la lutte anti-érosive en Commune Kirundo	16/07/2014	31/12/2014	4.882.500	clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/147/2014	ABAHUZAMUGAMBI	Accord de financement portant sur la production et la plantation de plants forestiers et agroforestiers dans le cadre de la lutte anti-érosive en Commune Kirundo	16/07/2014	31/12/2014	2.929.500	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/BUG/ AF/148/2014	TUGWIZUMWIMBU MU BUROVYI	Accord de financement portant sur la production et la plantation de plants indigènes et forestiers dans le cadre de la protection des berges des lacs Cohoha et Rweru	15/07/2014	31/12/2014	7.128.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ AF/150/2014	ACORI	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage et d'une machine à briquette dans le cadre du PAIOSA	12/11/2014	11/05/2015	49.420.919	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/151/2014	SERUKUBEZE	Accord de financement portant sur les activités de reboisement forestier des terres communales	27/11/2014	28/02/2015	17.664.900	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/152/2014	TUGWIZIMBUTO		27/11/2014	28/02/2015	17.664.900	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/153/2014	APRNR		27/11/2014	28/02/2015	16.665.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/154/2014	GARUKIRIGITI		27/11/2014	28/02/2015	15.331.800	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/155/2014	TWIZERANE		27/11/2014	28/02/2015	15.665.100	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/ AF/156/2014	TWIYUNGURUZE		27/11/2014	28/02/2015	16.331.700	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/157/2014	DUFASHANYE		27/11/2014	28/02/2015	16.331.700	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/158/2014	TWIZERANE		27/11/2014	28/02/2015	12.165.450	Clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/159/2014	APCE		27/11/2014	28/02/2015	11.832.150	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/160/2014	DUKORIBIRAMA		27/11/2014	28/02/2015	13.498.650	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/161/2014	TUBANGUKE		27/11/2014	28/02/2015	16.831.650	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/162/2014	TWIYUNGURUZE		27/11/2014	28/02/2015	15.998.400	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/163/2014	APCE		27/11/2014	28/02/2015	11.998.800	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/164/2014	DUKORIBIRAMA		27/11/2014	28/02/2015	9.165.750	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/165/2014	TUGWANYINKUKURA		27/11/2014	28/02/2015	16.831.650	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/166/2014	TWIYUNGURUZE		27/11/2014	28/02/2015	3.999.600	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ MOSO/AF/167/2014	TWIYUNGURUZE		27/11/2014	28/02/2015	13.165.350	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/ IMBO/AF/168/2014	KASOM		Accord de financement de la construction d'un hangar de stockage, une aire de séchage et d'une usine de transformation de soja en lait et farine	27/11/2014	27/11/2015	149.531.961
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/169/2014	ASSOCIATION BENEDINATA	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar, un moulin combine, une balance, machine couseuse de sacs et des palettes	19/12/2014	28/05/2016	35.606.347	Clôture
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/170/2014	ASSOCIATION FAJA	Accord de financement pour acquisition d'un hangar de stockage et d'un moulin combine	19/12/2014	30/06/2015	3.976.011	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/IMBO/AF/172/2015	UDMR - SECTION BUGANDA	Accord de Financement de l'acquisition d'un hangar de stockage, d'un moulin et d'une écorceuse de maïs	23/02/2015	23/08/2015	44.070.566	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/AF/FIF/173/2015	MASABO Callixte	Accord de Financement de l'acquisition d'un bâtiment, des équipements pour la production artisanale du sucre et d'un système d'irrigation	23/02/2015	26/11/2016	64.484.506	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/175/2015	TURWIZE	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage et d'un motoculteur	16/03/2015	23/03/2015	37.821.009	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/176/2015	GIRUMWETE	Accord de financement du Fonds compétitif d'Investissement Filière pour l'acquisition d'une décortiqueuse de riz, son abri et une balance	18/02/2015	18/08/2015	14.425.345	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/177/2015	MINANI Gaspard	Accord de financement du Fonds compétitif d'Investissement Filière pour l'acquisition d'une décortiqueuse de riz et de son abri	18/02/2015	18/08/2015	20.430.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/178/2015	UMUGAARA	Accord de financement de l'acquisition d'un hangar de stockage et d'une décortiqueuse combinée	27/02/2015	30/05/2016	76.633.017	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/MOSO/AF/FIF/179/2015	UMUHUZA-CORA	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage, deux motoculteurs, balance et 100 palettes	7/04/2015	20/11/2016	47.077.615	En cours
PAIOSA/VDEVA/MOSO/AF/FIF/180/2015	BAHENDA Albert	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage et d'un motoculteur	7/04/2015	7/10/2015	34.484.350	Clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/181/2015	IKIREZI	Accord de financement pour l'acquisition d'un moulin, une écorceuse de maïs, une machine couseuse de sacs et un hangar de stockage	10/04/2015	10/10/2015	47.515.462	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/183/2015	DUFASHANYE	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage, d'une motopompe, un humidimètre et d'une balance	10/04/2015	10/10/2015	43.050.479	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/184/2015	NZOBINKUMI Léocadie	Accord de financement pour l'acquisition d'un moulin et son moteur d'entraînement, un hangar de stockage, deux types de balance et une motopompe manuelle	10/04/2015	10/10/2015	46.699.548	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/AF/FIF/185/2015	UBUGIRIGIRI BUGIRA BABIRI	Accord de Financement pour l'acquisition d'un moulin combiné et son abri, un motoculteur et une balance	12/06/2015	12/12/2015	31.526.130	Clôturé
PAIOSA/VDEVA/MOSO/AF/FIF/186/2015	CAEAP (Collectif des Associations des Exploitants Agricoles Progressistes de Butaganzwa)	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage, un tracteur à utilité agricole et de 4 balances	17/06/2015	7/09/2016	65.629.368	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/187/ 2015	TWIZERANE	Accord de financement portant sur la production de plants forestiers	24/06/2015	31/12/2015	2.266.950	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/188/ 2015	TUGIRUMWETE		24/06/2015	31/12/2015	2.331.250	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/189/ 2015	RUMURIRWABARIMYI BIKAWA		24/06/2015	31/12/2015	1.285.100	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/190/ 2015	TUBANGUKE		24/06/2015	31/12/2015	2.565.850	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/191/ 2015	DUKORIBIRAMA 1		24/06/2015	31/12/2015	2.709.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/192/ 2015	TWIZERANE		24/06/2015	31/12/2015	1.712.900	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/193/ 2015	TUGWIZIMBUTO		24/06/2015	31/12/2015	2.627.950	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/AF/194/ 2015	TWIYUNGURUZE		24/06/2015	31/12/2015	205.950	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/195/2015	TWIJUKIRE GUSIBURA IMISEREGE MUKUVOMERA INDIMO	Accord de financement pour l'entretien et la remise au gabarit des canaux primaires du réseau d'irrigation des communes Rugombo et Buganda en province Cibitoke	24/06/2015	30/09/2015	9.441.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/196/2015	TUBE MASO TURWANYE UBUKENE		24/06/2015	30/09/2015	3.651.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/197/2015	TWIYAMBIKE NEZA MUKURIMA IGITERWA C'IPAMPA		24/06/2015	30/09/2015	6.354.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/198/2015	DUHANAHANE AMAZI YA DOGODOGO		24/06/2015	30/09/2015	9.756.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/199/2015	BIBUTSE		24/06/2015	30/09/2015	23.166.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/200/2015	DUKORERHAMWE		24/06/2015	30/09/2015	15.390.000	Clôturé

N° AF	Institution / Organisation	Objet de l'Accord	Date sign.	Date clôture	Budget (BIF)	Etat
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/201/2015	TURWANYE UBUKENE		24/06/2015	30/09/2015	7.560.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/202/2015	TUGWANYE UBUGARAGWA MU KUVOMERA INDIMO		24/06/2015	30/09/2015	5.502.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/AF/OA/203/2015	VOMERIMIRIMA		24/06/2015	30/09/2015	28.644.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /BUG/FIF/204/ 2015	NTIRANDEKURA Wilson	Accord de financement pour l'acquisition d'un bâtiment et des équipements solaires pour le Projet de collecte et de commercialisation de lait	9/07/2015	9/12/2015	51.096.035	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/205/2015	ABAHUZAMUGAMBI	Accord de financement pour la production de plants forestiers (Saison 2015 -2016) en Province Cibitoke	15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/206/2015	ADAP		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/207/2015	AGSE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/208/2015	C.M.B.		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/209/2015	COLUPAC		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/210/2015	DUFASHANYE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/211/2015	DUHARANIRIBIKORWA		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/212/2015	GARUKIRIBIDUKIKIJE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/213/2015	HARANIRITERAMBERE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/214/2015	ICOMPABURA		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/215/2015	KEREBUKA		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/216/2015	MUKENYEZIGIRIJAMBO		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/217/2015	TERIGITI		15/07/2015	31/03/2016	2.773.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/218/2015	TERIMBERE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/219/2015	TUREMESHANYE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/220/2015	TURWANYINKUKURA		15/07/2015	31/03/2016	2.290.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/221/2015	TURWANYUBUGARAGWA		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/222/2015	TWITEIMBERE		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/223/2015	TWISERANE II		15/07/2015	31/03/2016	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /IMBO/OA/224/2015	UPRODHD		15/07/2015	31/03/2015	2.350.000	Clôturé
PAIOSA/VDEVA /MOSO/FIF/225/2015	MBONIMPA Dieudonné	Accord de financement pour l'acquisition d'un hangar de stockage, d'un moulin, d'une décortiqueuse, d'un groupe électrogène et d'une balance	5/11/2015	5/06/2015	38.878.601	Clôturé

8 Équipements

VEHICULES (GL 60 40 10) acquis durant l'intervention

Modèle et plaque	Type	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Toyota Hilux DC, C 334 AIT	Voiture	2012	27.518	
Toyota Hilux DC, C 335 AIT	Voiture	2012	27.518	
Toyota Hilux DC, C 336 AIT	Voiture	2012	27.518	
Toyota Hilux DC, C 337 AIT	Voiture	2012	27.518	
Toyota Hilux DC, C 338 AIT	Voiture	2012	27.518	
Toyota Hiace, C 335 AIT	Bus	2012	30.077	
Toyota Hilux, D 558 AIT	Voiture	2013	22.961	
5 Yamaha DT 125	Moto	2013	15.727	Antenne Imbo
5 Yamaha DT 125	Moto	2013	15.727	Antenne Moso
4 Yamaha DT 125	Moto	2013	11.569	VSEM
6 Yamaha DT 175	Moto	2014	20.375	Antenne Imbo
4 Yamaha DT 175	Moto	2014	13.583	Antenne Moso
1 Yamaha DT 175	Moto	2014	3.396	Antenne Bugesera
2 Yamaha DT 175	Moto	2014	6.792	Antenne Imbo

VEHICULES (GL 60 40 10) transféré de projets précédents

Modèle et plaque	Type	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Toyota Lander Cruiser, B 324 AIT	Voiture	8-nov-11	31.057	Transféré de PAIOSA 1
Toyota Lander Cruiser, B 325 AIT	Voiture	8-nov-11	31.057	Transféré de PAIOSA 1
Toyota Hilux DC, B 331 AIT	Voiture	8-nov-11	24.971	Transféré de PAIOSA 1
Toyota Hilux DC, B 332 AIT	Voiture	8-nov-11	24.971	Transféré de PAIOSA 1

Modèle et plaque	Type	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Toyota RAV 4, D 386 AIT	Voiture	25-juin-12	21.986	Transféré de PAIOSA 1
Toyota RAV 4, D 387 AIT	Voiture	25-juin-12	21.986	Transféré de PAIOSA 1
Toyota RAV 4, D 388 AIT	Voiture	25-juin-12	21.986	Transféré de PAIOSA 1
Toyota Hilux DC, D 389 AIT	Voiture	25-juin-12	19.897	Transféré de PAIOSA 1
Toyota Hilux DC, D 390 AIT	Voiture	25-juin-12	19.898	Transféré de PAIOSA 1
Toyota Hilux DC, D 391 AIT	Voiture	25-juin-12	19.898	Transféré de PAIOSA 1
Moto Yamaha DT 175, A 357 AIT	Moto	14-janv-13	3.530	Transféré de PAIOSA 1
Moto Yamaha DT 175 A 501 AIT	Moto	27-sept-13	3.702	Transféré de PAIOSA 1
Moto Yamaha DT 175 A 511 AIT	Moto	27-sept-13	3.702	Transféré de PAIOSA 1
Nissan Double Cabine, D 148 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Suzuki Grand Vitara, A 591 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Suzuki Grand Vitara, A 302 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Camionnette Nissan DC, B 363 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet RAFS
Mitsubishi Pajero, B 152 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet PAI MINAGRIE
Suzuki Grand Vitara, B 151 AIT	Voiture		PM	Transféré du Projet PAI MINAGRIE
Suzuki Grand Vitara, A 318 AIT	Voiture		PM	Transféré de PAI ISABU

MATERIEL INFORMATIQUE acquis durant l'intervention

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	6	28-juil.-14	3.398	UAC
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	2	28-juil.-14	998	Antenne Bugesera
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	3	28-juil.-14	1.996	Antenne Imbo
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	4	28-juil.-14	3.614	Antenne Moso
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	7	28-juil.-14	3.492	VDEVA Moso/DPAE Rutana
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	18	28-juil.-14	8.981	VDEVA Bugesera/DPAE Kirundo

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	2	28-juil.-14	1.807	VDEVA Imbo/DPAE Bubanza
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	4	28-juil.-14	3.614	VRECH
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5540	1	28-juil.-14	424	ONCCS
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5550	4	04-sept.-15	1.728	UAC
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5550	2	04-sept.-15	1.000	Antenne Bugesera
Ordinateur portable DELL LATITUDE E5550	2	04-sept.-15	1.272	Antenne Imbo/ COSPEC
Ordinateur portable DELL LATITUDE E6540	1	28-juil.-14	499	UAC
Ordinateur portable DELL LATITUDE E7420	3	28-juil.-14	4.418	UAC
Photocopieuse Canon Image RUNNER 2535i	1	26-sept.-13	5.945	Antenne Imbo (en panne)
Photocopieuse Canon Image RUNNER 2520	1	30-janv.-15	2.563	Antenne Bugesera
Ecran Philips 221S3LSB00	3	30-juil.-14	297	VRECH
Ecran Philips 221S3LSB00	1	30-juil.-14	99	Antenne Bugesera
Imprimante HP LASERJET 500 COLOR M551	1	30-janv.-15	890	Antenne Bugesera
Imprimante HP LASERJET 500 COLOR M551	1	19-mars-14	864	Antenne Imbo
Imprimante HP LASERJET 500 COLOR M551	1	26-sept.-13	777	Antenne Moso
Imprimante HP LASERJET 500 COLOR M551	2	19-mars-14	1.348	VDEVA Moso/DPAE Rutana
Imprimante Canon I-SENSYS MF-4870 DN	1	06-mars-15	483	VRECH
Vidéoprojecteur EPSON EB X11	1	04-juin-13	507	Antenne Bugesera
Vidéoprojecteur OPTOMA W303	1	01-août-14	410	Antenne Imbo
Vidéoprojecteur OPTOMA W303	1	01-août-14	410	VDEVA Imbo/DPAE Bubanza
Vidéoprojecteur OPTOMA W303	2	01-août-14	820	VRECH
Vidéoprojecteur DELL 1610 HD	1	04-nov.-13	684	Antenne Moso
Vidéoprojecteur SONY VPLDW-120	1	01-avr.-14	568	VDEVA Moso/DPAE Rutana

MATERIEL INFORMATIQUE transféré de projets précédents

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Imprimante HP Officejet 650	1	30-juin-11	158	Transféré de PAIOSA 1
Ecran Philips 220S2SS00	4	3-nov-11	488	Transféré de PAIOSA 1
Ordinateur portable Dell latitude E5520	8	3-nov-11	9.545	Transféré de PAIOSA 1
Photocopieuse multifonction canon IR2535	1	7-mai-12	5.738	Transféré de PAIOSA 1
Imprimante HP laser Entreprise 500 couleur	1	26-juin-12	846	Transféré de PAIOSA 1
Vidéo Projecteur Dell	3	24-août-12	947	Transféré de PAIOSA 1
Ordinateur portable Dell E5520	15	30-oct-12	11.194	Transféré de PAIOSA 1
Imprimante HP Laser couleur M551dn	1	4-juin-13	801	Transféré de PAIOSA 1
Serveur NAS Turbo QNAP TS-469U-RP avec 4 WD Red WD30EFRX	1	4-juin-13	2.068	Transféré de PAIOSA 1
Switch DLINK DES-1210-28P	1	10-juin-13	325	Transféré de PAIOSA 1
Ordinateur portable Dell latitude E6530	2	4-nov-13	2.338	Transféré de PAIOSA 1
ZOTAC ZBOX NANOBAREBONE ZBOX	3	29-nov-13	552	Transféré de PAIOSA 1
Ordinateur portable Dell latitude E5530 i3	5	18-déc-13	3.125	Transféré de PAIOSA 1
Ordinateur portable Dell latitude E7240	1	28-juil-14	1.473	Transféré de PAIOSA 1
Ecran Philips 224E5QDAB/00	3	1-août-14	297	Transféré de PAIOSA 1
Ellipse Eco 800 USB FR	1	1-août-14	125	Transféré de PAIOSA 1
Ellipse Eco 1600 USB FR	1	1-août-14	236	Transféré de PAIOSA 1
MINI PC INTEL NUC	1	18-avr-15	290	Transféré de PAIOSA 1
Antenne 5GHz mANT30 PA MTAD-5G-30D3-PA	1	24-avr-15	558	Transféré de PAIOSA 1
SWITCH DLINK DGS-1016D	1	23-juin-15	119	Transféré de PAIOSA 1
Ordinateur portable Dell latitude E5550	1	4-sept-15	424	Transféré de PAIOSA 1
Laptop HP 6730	3	20-avr-09	PM	Transféré du Projet RAFS
Multifonction HP Laserjet M 5035 xs MFP	1	20-avr-09	PM	Transféré du Projet RAFS

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Vidéo projecteur Sony	2	20-avr-09	PM	Transféré du Projet RAFS

EQUIPEMENT AUTRE (GL 60 40 90) acquis durant l'intervention

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Etagères Stratifiés en bois	3	7-janv-13	322	UAC
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	10-janv-13	137	UAC
Distributeur d'eau	1	2-avr-13	119	UAC
Scléromètre à béton PC	1	5-déc-13	USD 2.205	UAC
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	18-févr-14	222	UAC
Fauteuil secrétaire bas dossier	1	10-mars-14	80	UAC
Etagères Stratifiés en bois	3	25-mars-14	397	UAC
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	10-déc-14	129	UAC
Appareil photo SONY DSC-W830	2		PM	UAC
Armoires en bois contreplaqué	2		PM	Antenne Moso
Bureaux sans tiroirs	2		PM	Antenne Moso
Bureaux avec tiroirs 180*70	7		PM	Antenne Moso
Bureaux avec tiroirs 160*70	4		PM	Antenne Moso
Caisson mural	1		PM	Antenne Moso
Chaises en bois	10		PM	Antenne Moso
Chaises noires	12		PM	Antenne Moso
Coffre-fort	1		PM	Antenne Moso
Groupe électrogène 10 KVA	1	1-nov-15	7.461	Antenne Moso
groupe électrogène 7 KVA	1		PM	Antenne Moso
Appareil photo numérique	2		PM	Antenne Moso
Disque dur externe Toshiba	1		PM	Antenne Moso

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
GPS eTrex 10	7		PM	Antenne Moso
Table de réunion	1		PM	Antenne Moso
Téléphones Sonashi	2		PM	Antenne Moso
Stabilisateurs	5		PM	Antenne Bugesera
Tableaux blancs	4		PM	Antenne Bugesera
GPS Garmin montana 650	4	16-juil-14	PM	Antenne Bugesera
Groupe électrogène Honda	1	19-oct-13	PM	Antenne Bugesera
Groupe électrogène Techno GEN	1	10-déc-13	PM	Antenne Bugesera
Appareils photo numérique canon	2	13-janv-14	PM	Antenne Bugesera
Armoires bois/métallique	3	1-févr-14	PM	Antenne Bugesera
Chaises roulantes	2	28-févr-14	PM	Antenne Bugesera
Tables MDF	3	11-mars-14	PM	Antenne Bugesera
Bureaux et caissons tiroirs	5	11-mars-14	PM	Antenne Bugesera
Tableaux à punaise	4	9-avr-14	PM	Antenne Bugesera
Stabilisateur 5000 v	1	14-janv-15	PM	Antenne Bugesera
Chaises roulantes	2	10-juin-16	PM	Antenne Bugesera
Tables de bureau + bloc	2	10-août-16	PM	Antenne Bugesera
Disque dur externe	1	5-déc-16	PM	Antenne Bugesera
Fauteuil de bureau	11	1-nov-15	955	ISABU
Armoire en bois à 04 niveaux	2	1-nov-15	370	
Table de bureau (1,60 x 0,80 x 0,75)	8	1-nov-15	1.548	
Bloc de tiroirs de bureau avec roulettes	4	1-nov-15		
Fauteuil en cuir pivotant avec accoudoirs et roulettes	1	1-nov-15		
Climatiseur 2400BTU	1	1-oct-15	974	ISABU
Bloc de 03 tiroirs avec roulettes	1	1-sept-15	541	
Armoire en bois à 4 niveaux	3	1-sept-17		

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Table de dimensions 1,20 x 0,60 x 0,75	4	1-sept-15	542	
Fauteuil de bureau avec accoudoirs et roulettes	3	1-sept-15		
Climatiseur	1	1-oct-15	798	ISABU

EQUIPEMENT AUTRE (GL 60 40 90) transféré de projets précédents

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Fauteuil Visiteur	2	6-mai-11	75	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil de direction haut dossier	1	6-mai-11	235	Transféré de PAIOSA 1
Chaise visiteur	6	25-oct-11	186	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	10-nov-11	407	Transféré de PAIOSA 1
Armoire Stratifiée en bois	2	10-nov-11	365	Transféré de PAIOSA 1
Etagères Stratifiés en bois	2	10-nov-11	242	Transféré de PAIOSA 1
Table ronde de 120cm de diamètre	1	10-nov-11	115	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	3	11-nov-11	520	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	2	11-nov-11	364	Transféré de PAIOSA 1
Table de 180cm pieds HY-002 IMP	1	11-nov-11	176	Transféré de PAIOSA 1
Chaise visiteur	6	19-nov-11	253	Transféré de PAIOSA 1
Table modulable	2	19-nov-11	110	Transféré de PAIOSA 1
Bloc tiroir mobile sur roulettes	3	14-déc-11	256	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil de Direction haut dossier	3	14-déc-11	651	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil Secrétaire en tissus bas dossier	4	14-déc-11	353	Transféré de PAIOSA 1
Table en panneau mélamine foncée	1	15-déc-11	151	Transféré de PAIOSA 1
Table Bureau à 2 tiroirs fixes	1	15-déc-11	114	Transféré de PAIOSA 1
Etagère avec 2 petites portes en bois	1	13-févr-12	87	Transféré de PAIOSA 1
Etagère stratifiée en bois	1	13-févr-12	78	Transféré de PAIOSA 1

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Chaise visiteur sans accoudoir	35	14-mars-12	568	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	14-mars-12	58	Transféré de PAIOSA 1
GPS Oregon 450	1	16-mars-12	299	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil de Direction en cuir	2	19-mars-12	313	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil Secrétaire en tissu	22	19-mars-12	1.474	Transféré de PAIOSA 1
Armoire stratifiée en bois	6	19-mars-12	878	Transféré de PAIOSA 1
Coffre-Fort 210kg	1	19-mars-12	586	Transféré de PAIOSA 1
Coffre-Fort SS660	1	20-janv-12	318	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	20-mars-12	265	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	14	20-mars-12	2.004	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	20-mars-12	154	Transféré de PAIOSA 1
Table de réunion	6	21-mars-12	318	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	26-mars-12	293	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	4	18-mai-12	484	Transféré de PAIOSA 1
Réfrigérateur 2 portes, marque SONASHI	2	24-mai-12	800	Transféré de PAIOSA 1
Armoire en bois à une porte	1	30-mai-12	24	Transféré de PAIOSA 1
Armoire en bois à 2 portes	1	30-mai-12	32	Transféré de PAIOSA 1
Groupe électrogène 15KVA	1	24-oct-12	15.854	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	2	25-oct-12	219	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	4	31-oct-12	509	Transféré de PAIOSA 1
Caisson Mural pour les clés de contact	1	31-oct-12	72	Transféré de PAIOSA 1
Table pour imprimante	1	5-nov-12	67	Transféré de PAIOSA 1
Appareil chargeur de batteries	1	4-déc-12	227	Transféré de PAIOSA 1
Table de réunion 130cm*60cm	3	11-févr-13	184	Transféré de PAIOSA 1
Destructeur de papier	1	26-févr-13	217	Transféré de PAIOSA 1
Etagère stratifiée en bois	21	23-mars-12	2.076	Transféré de PAIOSA 1
Réfrigérateur 2 portes, marque SONASHI	1	15-avr-13	357	Transféré de PAIOSA 1

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Fauteuil Secrétaire bas dossier en tissu	3	17-avr-13	241	Transféré de PAIOSA 1
Etagères Stratifiés en bois	6	17-avr-13	832	Transféré de PAIOSA 1
Armoire stratifiée	1	17-avr-13	210	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil Secrétaire en tissu	1	17-avr-13	80	Transféré de PAIOSA 1
Chaise visiteur en tissu	2	18-avr-13	30	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	3	18-avr-13	437	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	3	18-avr-13	485	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	4	18-avr-13	620	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	2	18-avr-13	288	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir fixe	1	15-janv-09	90	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	5	18-avr-13	719	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil Secrétaire en tissu	9	18-avr-13	723	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil de Direction en cuir	1	18-avr-13	199	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil de Direction en tissu	1	18-avr-13	235	Transféré de PAIOSA 1
Armoire stratifiée en bois	4	18-avr-13	838	Transféré de PAIOSA 1
Etagères Stratifiés en bois	10	18-avr-13	1.387	Transféré de PAIOSA 1
Etagères Stratifiés en bois	3	11-déc-13	402	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	18-avr-13	155	Transféré de PAIOSA 1
Appareil Photo Numérique SX260 HS	1	6-mai-13	317	Transféré de PAIOSA 1
Table en bois 1,50m*0,70m (de cuisine)	1	7-mai-13	50	Transféré de PAIOSA 1
Armoire en bois de cuisine 1,20m*0,75m*0,50m	2	7-mai-13	132	Transféré de PAIOSA 1
Table en bois 1,20m*0,70m	1	7-mai-13	45	Transféré de PAIOSA 1
Chaise visiteur en tissu	3	7-mai-13	45	Transféré de PAIOSA 1
Distributeur d'eau, marque NIKAI	2	30-mai-13	297	Transféré de PAIOSA 1
GPS Montana 650	10	21-juin-13	4.038	Transféré de PAIOSA 1
Chaise visiteur sans accoudoir	8	18-avr-13	119	Transféré de PAIOSA 1

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
GPS Montana 650	2	21-juin-13	880	Transféré de PAIOSA 1
Distributeur d'Eau	2	16-août-12	232	Transféré de PAIOSA 1
Groupe électrogène 3,3 KVA	1	5-nov-13	1.843	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	10-déc-13	127	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	12-déc-13	171	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil secrétaire bas dossier	1	11-déc-13	81	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	2	10-déc-13	254	Transféré de PAIOSA 1
Distributeur d'Eau	1	16-août-12	116	Transféré de PAIOSA 1
Télévision Panasonic + support mural	1	31-oct-13	680	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil secrétaire bas dossier	2	10-mars-14	161	Transféré de PAIOSA 1
Table simple sur structure métallique	1	28-févr-14	73	Transféré de PAIOSA 1
Table simple avec tiroir	1	5-juin-14	PM	Transféré de PAIOSA 1
Chaise visiteur sans accoudoir	3	6-mai-14	PM	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	11-juin-14	151	Transféré de PAIOSA 1
Table bureau avec bloc tiroir mobile	1	11-juin-14	212	Transféré de PAIOSA 1
Fauteuil de Direction en tissu	1	9-avr-14	101	Transféré de PAIOSA 1
Armoire métallique à 2 portes battantes	1	18-févr-14	222	Transféré de PAIOSA 1
Armoire	7	2-déc-08	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Bureau	8	2-déc-08	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Fauteuil de bureau avec roulettes	7	2-déc-08	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Chaise	15	11-déc-08	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Table de réunion	1	11-déc-08	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Table	1	20-mai-09	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Etagère	3	20-mai-09	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Etagère	2	14-avr-10	PM	Transféré de PAI MINAGRIE
Chaise de bureau à tissu bleu	8	1-nov-11	PM	Transféré de APV Ruyigi
Fauteuil à roulettes	1		PM	Transféré de APV Ruyigi

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Photocopieur HP 1132	1		PM	Transféré de APV Ruyigi
Etagères en bois	7		PM	Transféré de APV Ruyigi
Etagère métallique	1		PM	Transféré de APV Ruyigi
Armoire en bois	1		PM	Transféré de APV Ruyigi
Tables de réunion en bois	2		PM	Transféré de APV Ruyigi
Onduleur (kit internet)	1		PM	Transféré de APV Ruyigi
Kit internet	1		PM	Transféré de APV Ruyigi
Bureaux avec blocs 3 tiroirs	6	19-mai-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Retours simples 4 niveaux	6	19-mai-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Etagères 3-5 niveaux	11	19-mai-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Etagères à 2 portes	3	19-mai-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Fauteuils à roulettes	6	19-mai-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Table de réunion	1	19-mai-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Chaises visiteurs noires	14	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Coffre-fort	2	4-oct-10	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Bureaux avec blocs et retour	3	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Tables simples 120*60*75	11	29-nov-12	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Etagères 5 niveaux	10	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Armoires à portes	2	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Armoires métalliques	2	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Meubles à 2 portes	2	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Fauteuils secrétaire/visiteurs	9	3-août-11	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Chaises visiteurs noires	10	29-nov-12	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Fauteuils exécutifs	4	29-nov-12	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Armoires à 2 portes	2	29-nov-12	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Etagères à 5 niveaux	4	29-nov-12	PM	Transféré de PADAP Cibitoke / Imbo
Bureaux avec tiroirs	4		PM	Transféré de PADAP Kirundo

Type d'équipement	Nombre	Date d'achat	Valeur (€)	Remarque
Table avec coffre-fort	1		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Ventilateurs	5		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Etagères en bois	3		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Etagères métalliques	2		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Table simple/circulaire	2		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Armoires en bois	5		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Fûts	5		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Chaises en bois avec housse	18		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Chaises de bureau	3		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Téléphone fixe	1		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Machine à reliure	1		PM	Transféré de PADAP Kirundo
Bureaux avec tiroirs	3	15-janv-09	PM	Transféré du Projet RAFS
Table 160*80	2	15-janv-09	PM	Transféré du Projet RAFS
Armoire	1	15-janv-09	PM	Transféré du Projet RAFS

9 Cadre logique original tiré du DTF

9.1 Cadre logique du volet « Appui institutionnel à l'ISABU et à la recherche participative »

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
R1	La recherche agronomique produit des résultats et recommandations adaptés aux besoins des utilisateurs	<p>Nombre de technologies effectivement adoptées par les utilisateurs finaux</p> <p>Nombre de technologies adoptées par les utilisateurs finaux</p>	<p>Rapports DPAE et autres structures d'appui conseils</p> <p>Entretiens et enquêtes de satisfaction auprès des utilisateurs intermédiaires et finaux</p>	
	<p><u>Sous Résultat 11 :</u> La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée</p>	<p>Infrastructures et équipements disponibles offrant des conditions de travail satisfaisantes aux équipes de chercheurs.</p> <p>Nombre de documents de référence régionaux élaborés de manière participative</p> <p>Niveau d'autonomie et de fonctionnalité des services administratifs et financiers des stations et laboratoires.</p> <p>Nombre de conventions de recherche contractuelle alignées sur les systèmes et procédures de l'ISABU.</p>	<p>Rapports de l'ISABU</p> <p>PV de réception des infrastructures/équipements</p> <p>Rapports d'évaluation</p> <p>Comptabilité de l'ISABU</p> <p>Enquêtes auprès des membres des Comités d'Orientation</p>	<p>Condition préalable : Le nouvel organigramme est adopté et mis en application</p> <p>Condition préalable : une dérogation est accordée à l'ISABU sur le décret concernant le versement des recettes au Trésor Général</p> <p>Les négociations entre la direction et le personnel pour un redéploiement effectif aboutissent.</p> <p>Les conditions sécuritaires permettent effectivement une décentralisation.</p>
	<p><u>Sous Résultat 12 :</u> Les programmes de Recherche Prioritaires du Plan Directeur sont mis en œuvre</p>	<p>Nombre de projets de recherche pluridisciplinaires examinés, financés et exécutés.</p> <p>Nombre de chercheurs formés ayant effectivement améliorés leurs performances.</p> <p>Nombre de conventions de collaboration scientifique avec des institutions internationales et universités à l'étranger.</p>	<p>Rapports de l'ISABU</p> <p>Entretiens auprès des chercheurs et des utilisateurs de la recherche</p>	<p>Le statut du personnel est révisé.</p> <p>Les bailleurs de fonds harmonisent leurs approches en matière de contractualisation des chercheurs</p>

	Logique d'intervention	Indicateurs objectivement vérifiables	Sources de vérification	Hypothèses
	<u>Sous Résultat 1.3</u> : Les services d'appui à la recherche et la production semencière sont améliorés	Fiabilité des analyses réalisées, homologation des laboratoires de chimie et de phytopathologie L'unité d'entomologie est fonctionnelle.	Enquêtes auprès des utilisateurs.	Une plus grande autonomie de gestion est accordée aux laboratoires.

	Activités pour atteindre le Résultat 1	Moyens	Contribution belge
R 1	Résultat 1 : La recherche agronomique produit des résultats et recommandations qui répondent aux besoins du monde rural.		4.742.490 €
A 01.01	La performance organisationnelle et institutionnelle de l'ISABU est améliorée		1.676.490 €
	A 01.01.01 : Accompagnement de la mise en œuvre d'une feuille de route pour l'implémentation des réformes organisationnelles. <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : élaboration d'un plan d'investissement à long terme, plan de valorisation et de maintenance du patrimoine, plan de redéploiement du personnel,...</i>	Appuis ATI Missions externes ponctuelles selon besoins spécifiques.	30.000 €
	A 01.01.02 : Réhabilitation des infrastructures et dotations en équipements dans les stations de recherche. <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : études techniques, constitution des Dossiers d'Appel d'offres pour les entreprises de travaux, surveillance des travaux, mise en activité des infrastructures.</i>	Expertise en infrastructures partagée avec les autres volets du programme. Bureaux d'études, entreprises de travaux publics.	1.444.490 €
	A 01.01.03 : Mise en place des mécanismes de gestion concertée des programmes de recherche régionaux <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Mise en place de comités d'orientation de la recherche dans chaque station régionale, élaboration de documents de référence, identification des thèmes de recherche prioritaires, mise en cohérence des programmes régionaux,...</i>	Ateliers de réflexion et d'échanges. Appuis ATI en gestion des programmes de recherche. Appuis des antennes régionales	127.000 €

	Activités pour atteindre le Résultat 1	Moyens	Contribution belge
	A 01.01.04 : Adaptation des systèmes de production et des procédures de gestion administratives et financières. <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : élaboration des manuels de procédures, formation du personnel dans les stations, mise en place d'un système de comptabilité permettant une répartition des recettes et dépenses par centre de coûts</i>	Contrat de suivi avec un bureau d'audit, sur base d'une proposition méthodologique globale.	45.000 €
	A 01.01.05 : Définition de systèmes et procédures pour ce qui concerne la gestion contractuelle. <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : définition des procédures de contractualisation, harmonisation des systèmes de primes aux chercheurs, mécanismes de paiement, élaboration de conventions types, formalisation des modalités qui définissent la recherche contractuelle,...</i>	Assistant technique en gestion de la recherche scientifique. Expertises ponctuelles	30.000 €
A 01.02	Les programmes de recherche prioritaires du Plan Directeur de la Recherche sont mis en œuvre		1.436.000 €
	A 01.02.01 : Mise en place d'un fonds d'appui à la recherche agronomique <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : élaboration des modalités de gestion, constitution des comités d'octroi, définition des critères d'éligibilité des projets de recherche...</i>	Expertise externe pour élaboration du manuel de procédures.	94.500 €
	A 01.02.02 : Mise en œuvre des programmes de recherche <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : définition des critères d'éligibilité, financement des protocoles de recherche sélectionnés, suivi de la mise en œuvre</i>	Alimentation du fonds ATI en appui à la recherche scientifique	817.500 €
	A 01.02.03 : Formation des chercheurs <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Inventaire et analyse des besoins en compétences, élaboration d'un plan de recrutement et de formation du personnel scientifique, formation qualifiante du personnel, établissement de conventions de collaboration avec des universités et autres structures de recherche internationales.</i>	Expertise internationale pour élaboration d'un plan de formation Visites et échanges d'expériences Ateliers et formations	524.000 €
A 01.03	Les capacités de l'ISABU à offrir des services de qualité sont améliorées		200.000 €
	A 01.03.01 : Amélioration du fonctionnement des laboratoires d'analyse	Travaux de réhabilitation, achats d'équipements,	120.000 €

	Activités pour atteindre le Résultat 1	Moyens	Contribution belge
	<i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : réhabilitation du laboratoire et équipements de chimie agricole, laboratoire d'entomologie, laboratoire de phytopathologie – protocoles d'analyse – renforcement de la gestion</i>		
	A 01.03.02 : Amélioration des services d'appui à la valorisation des résultats de la recherche <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : acquisition de matériel audiovisuel, partage d'informations via les nouvelles technologies de l'information, aménagements, acquisition d'ouvrages,.....</i>	Expertises en traitement et partage de données, travaux.	80.000€
SR 35	Etudes et expertises stratégiques		1.050.000 €

9.2 Cadre logique du volet « Développement agricole »

		Indicateurs	Sources de vérification	Hypothèses
R 2	Les conditions de production et de mise en marché sont améliorées dans les régions de l'Imbo, du Moso et du Bugesera.	Augmentation des productions et des quantités mises en marché. Augmentation des marges nettes des producteurs et opérateurs dans les chaînes de valeur. Existence de contrats entre opérateurs dans les filières	Rapport des DPAE Suivi de la formation des prix et des charges. Rapports de suivi évaluation	Les coûts des produits et des intrants restent compatibles avec la recherche de la compétitivité. La sécurité des biens et des personnes est assurée dans les régions d'intervention
	<u>Sous Résultat 2.1 :</u> Le capital productif et la productivité sont améliorés dans la zone d'intervention	Nombre d'hectares aménagés Mètres linéaires ou superficie d'aménagements antiérosifs. Existence de conventions de gestion entre les comités d'usagers, les CDC et les DPAE	Rapports des DPAE Rapports de projets Entretiens avec les bénéficiaires	La législation portant sur le foncier est adoptée et appliquée.
	<u>Sous Résultat 2.2 :</u> La compétitivité et l'articulation des chaînes de valeur sont améliorées dans les zones d'intervention	Nombre de projets économiquement viables mis en œuvre par filières agricoles, avec analyse par segment de filières. Evolution du volume d'échanges de produits bruts et transformés, par département et par communes. Nombre de femmes ayant effectivement pu développer une activité génératrice de revenus.	Rapports de projets Rapports d'évaluation	L'Etat assure son rôle de régulateur et se désengage effectivement des fonctions de services. Le climat des investissements continue à s'améliorer. Une concertation inter-ministérielle se met en place pour la promotion des filières agricoles.
	<u>Sous Résultat 2.3 :</u> Les capacités des acteurs locaux à assumer leurs rôles et mandats pour la mise en œuvre des stratégies de développement agricole sont améliorées	Mise en œuvre coordonnée des plans de développement agricole dans les zones d'intervention Capacités des DPAE à assurer leurs missions régaliennes dans les zones d'intervention. Capacités des acteurs locaux à assurer la viabilité des actions mises en œuvre Nombre d'OPA fonctionnelles (Services délivrés aux membres, capacités stratégiques et de gouvernance).	Rapports DPAE Missions d'évaluation	Le MINAGRIE exerce effectivement un contrôle objectif des performances des DPAE Les OPA sont effectivement impliquées dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques agricoles.

	Activités pour atteindre le Résultat 2	Moyens	Contribution belge
R 2	Résultat 2 : Les conditions de production et de mise en valeur des produits agricoles sont améliorées		12.098.149 €
A 02.01	Le capital productif et la productivité agricole sont améliorés dans les zones retenues		8.374.749 €
	A 02.01.01 : Animation du processus de concertation entre les acteurs <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : collecte des informations, études de préféabilité, animation du processus de concertation entre les acteurs locaux, élaboration des conventions de mise en œuvre, facilitation de la résolution des conflits fonciers,....</i>	Accord de subvention avec un opérateur de proximité pour la facilitation des processus, Organisations d'ateliers, échanges, ..	Imbo : 258.000 € Moso : 207.300 €
	A.02.01.02 : Réalisation des études et des travaux d'aménagement et réhabilitation des ouvrages hydro-agricoles <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Etudes d'avant-projet sommaire, études d'impact environnemental, Etudes d'Avant-Projet Détaillé, Dossiers d'appel d'offre, Surveillance des travaux, réceptions provisoires et définitives</i>	Bureaux d'études pour les études provisoires, définitives et surveillance des travaux, Contractualisation d'un bureau de contrôle. Entreprises locales pour l'exécution des travaux	Imbo : 3.912.000 € Moso : 2.222.450 €
	A 02.01.03 : Aménagements des bassins versants <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : campagnes d'information, travaux de reforestation, fossés antiérosifs, terrasses progressives, mise en place de pépinières,...</i>	Facilitation par opérateur de proximité et accompagnement par les services techniques. Budget pour main d'œuvre et intrants	Imbo : 699.999 € Moso : 475.000 €
A 02.02	La compétitivité et l'articulation des chaînes de valeur prioritaires sont améliorées dans les communes d'intervention		2.520.400 €
	A.02.02.01 : Soutien financier aux initiatives porteuses dans les chaînes de valeur (Investissements privés). <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : définition des critères d'éligibilité, élaboration des manuels de procédures, mise en place des comités de sélection,</i>	Fonds d'appui aux Initiatives, à savoir une enveloppe budgétaire composée de lignes de financement avec des budgets spécifiques au niveau de la production, de l'amont et de l'aval.	1.208.400 €
	A.02.02.02 : Réalisation de pistes et d'infrastructures publiques à caractère socio-économique (Investissements publics). <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Aménagement de pistes : études de faisabilité, réalisation de DAO, surveillance des travaux, études d'impact, ...</i>	Contractualisation de bureaux d'études pour les études et surveillance des travaux, contractualisation des entreprises.	870.000 €

	Activités pour atteindre le Résultat 2	Moyens	Contribution belge
	<i>Infrastructures socio-économiques : définition des critères d'éligibilité, définition des modes de collaboration entre les communes et associations d'usagers, réalisation des études de faisabilité et travaux, accompagnement pour la délégation de gestion...</i>	Expertises perlées pour manuels de procédures, ateliers de concertation entre communes et comités de gestion, formations, ...	
	A.02.02.03 : Accompagnement des promoteurs pour l'identification et la mise en oeuvre de leurs sous-projets (initiatives). <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : campagnes d'informations et de sensibilisation sur les conditions d'accès aux aides, appuis aux promoteurs pour l'identification et la mise en oeuvre des sous projets,</i>	Contractualisation d'un opérateur de proximité spécialisé dans l'appui à la mise en oeuvre de sous projet productifs.	197.000 €
	A.02.02.04 : Amélioration de l'accès à l'information, de l'offre de formation et de l'articulation des opérateurs au sein des chaînes de valeur. <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Amélioration de l'accès à l'information, actions d'appui au processus d'accompagnement des promoteurs: organisations d'espace de rencontre entre les opérateurs dans les chaînes de valeur, ...</i>	Budget de fonctionnement de l'équipe du Centre d'Appui aux Initiatives Expertises ponctuelles ou récurrentes.	245.000 €
A 02.03	Les capacités des acteurs locaux à assumer leurs rôles et mandats pour la mise en oeuvre des stratégies de développement agricole sont améliorées		1.203.000 €
	A 02.03.01 : Renforcement des capacités des Directions Provinciales de l'Agriculture et de l'Elevage à assurer leurs rôles <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Renforcement des capacités des DPAAE à assurer leurs rôles régaliens : réflexions sur les missions, les niveaux de décentralisation, le rôle des agents. Elaboration de plans de travail intégrant les formations, les activités à mettre en oeuvre, l'identification des critères d'évaluation,...</i> <i>Appuis aux DPAAE pour la mise en oeuvre et la viabilité des interventions prévues dans les composantes 1 et 2</i>	Ligne budgétaire spécifique pour appuyer la mise en oeuvre des Plans de Travail proposés par les DPAAE Appuis de l'Unité Fonctionnelle d'Appui au MINAGRIE.	800.000 €
	A 02.03.02 : Renforcement des capacités des communes à assurer leurs mandats en matière de développement agricole	Budgets pour mise en place des guichets fonciers, expertises ponctuelles, frais d'ateliers,...	133.000 €

	Activités pour atteindre le Résultat 2	Moyens	Contribution belge
	<i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : accompagnement des autorités communales pour l'élaboration des PCDC, la maîtrise d'ouvrage, la coordination des interventions, la gestion des infrastructures publiques, le cadastre...</i>		
	A 02.03.03 : Renforcement des Organisations Professionnelles Agricoles comme opérateurs clés dans les filières <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : Alphabétisation, voyages d'échanges, organisation d'ateliers et de formations, élaboration de plans d'entreprise, renforcement des réseaux,...</i>	Opérateur de proximité pour le niveau local Budget de fonctionnement pour l'Unité d'Appui	240.000 €
	A 02.03.04 : Amélioration de l'accès des opérateurs dans les chaînes de valeur aux services financiers <i>Exemple d'actions à entreprendre sous cette activité : réflexions sur les stratégies à mettre en œuvre, gestion et restructuration des activités/conventions en cours.</i>	Etudes, mobilisation d'un ATN en appui au programme.	30.000 €

10 Matrice de monitoring complète

Voir Chapitre 2.1

11 Outils et produits

VRECH : Appui technique dans la conception et la rédaction de 7 bulletins trimestriels de la recherche agronomique du Burundi. Le PAIOSA a également apporté un appui financier pour l'impression de ces bulletins. Bulletin n°1 à Bulletin n° 7 (le dernier en Avril - Juin 2015)

VRECH : Fiches techniques de l'ISABU : appui dans l'élaboration des fiches techniques de l'ISABU (dont fiches techniques élaborées en appui avec le VSEM sur la culture du maïs hybride).

VRECH : Les publications scientifiques ci-dessous ont été produites à partir des données de l'ENAB, par l'Université de Gand (Belgique) et l'Université du Burundi, dans le cadre du Fonds Compétitif de la Recherche Agronomique (FOCRA) :

- Evaluation de la qualité des données de l'enquête agricole nationale 2011-2012, note technique n°1
- La vache ou la chèvre ? La pression démographique et l'élevage au Burundi, note technique n°2
- L'effet de la pression démographique sur le système agricole au Burundi, note technique n°3
- Au-delà des moyennes, des données d'enquête pour une élaboration de politiques agricoles bien informées, note technique n°4
- Food for survival : diagnosing crop patterns to secure lower threshold food security levels on farm households in Burundi, working paper n°1
- Cow or goat ? Population pressure and livestock keeping in Burundi, working paper n°2
- Boserup versus Malthus : Evidence from densely populated rural Burundi, working paper n°3
- Beyond averages : using survey data for informed policy making, working paper n°4

Pool INFRA : Dans le cadre de l'étude « Appui à la maîtrise d'ouvrage par la mise en place d'un atlas interactif marais/plaines/bas-fonds et bassins versants et l'élaboration de manuels de conception de maintenance et de gestion d'aménagements hydroagricoles » :

- Manuels de conception d'un projet d'aménagement hydro agricole de marais et de plaines au Burundi
- Manuels d'entretien des aménagements hydro agricoles au Burundi (à l'attention des techniciens du GR)
- Manuels d'entretien des aménagements hydro agricoles au Burundi (à l'attention des AUE)
- Kubungabunga ahatunganiywe kijambere kandi bavomera imirima mu Burundi (Ibiraba amashirahamwe y'abakoresha amazi) (version kirundi à l'attention des AUE)
- Feuille de route pour le « Renforcement du cadre des AUE et fonds d'entretien structurant »
- Atlas des marais, bas-fonds et plaines irrigables du Burundi : atlas interactif (www.atlasdesmarais-bdi.org) et version papier
- Rapport de potentialité des marais, bas-fonds et plaines irrigables du Burundi
- Guide de l'utilisateur pour le système d'information sur les marais, bas-fonds et plaines irrigables

Pool AGRI : Une note de capitalisation sur les Champs Ecoles Paysans en préparation

Pool GOUV : Une note de capitalisation sur les Conventions de subsides en préparation

Pool GOUV : Note stratégique d'appui aux organisations paysannes

Pool GOUV : Note stratégique exploitation et maintenance des infrastructures

Pool GOUV : Note stratégique protection des bassins versants

CPSE : Rapport enquête de référence – 2016, Cellule Suivi / Evaluation, juillet 2016

CPSE : Rapport d'enquête d'identification des exploitants agricoles du périmètre Imbo Nord – 2016, Cellule Suivi / Evaluation, mars 2017

CPSE : Enquête d'identification des exploitants agricoles des marais du Moso – 2017, Cellule Suivi / Evaluation, rapport en cours de préparation

VRECH : Carte des sols numérisée du Burundi (projet réalisé en coopération avec le Musée Royal d'Afrique Centrale à Tervuren)

